

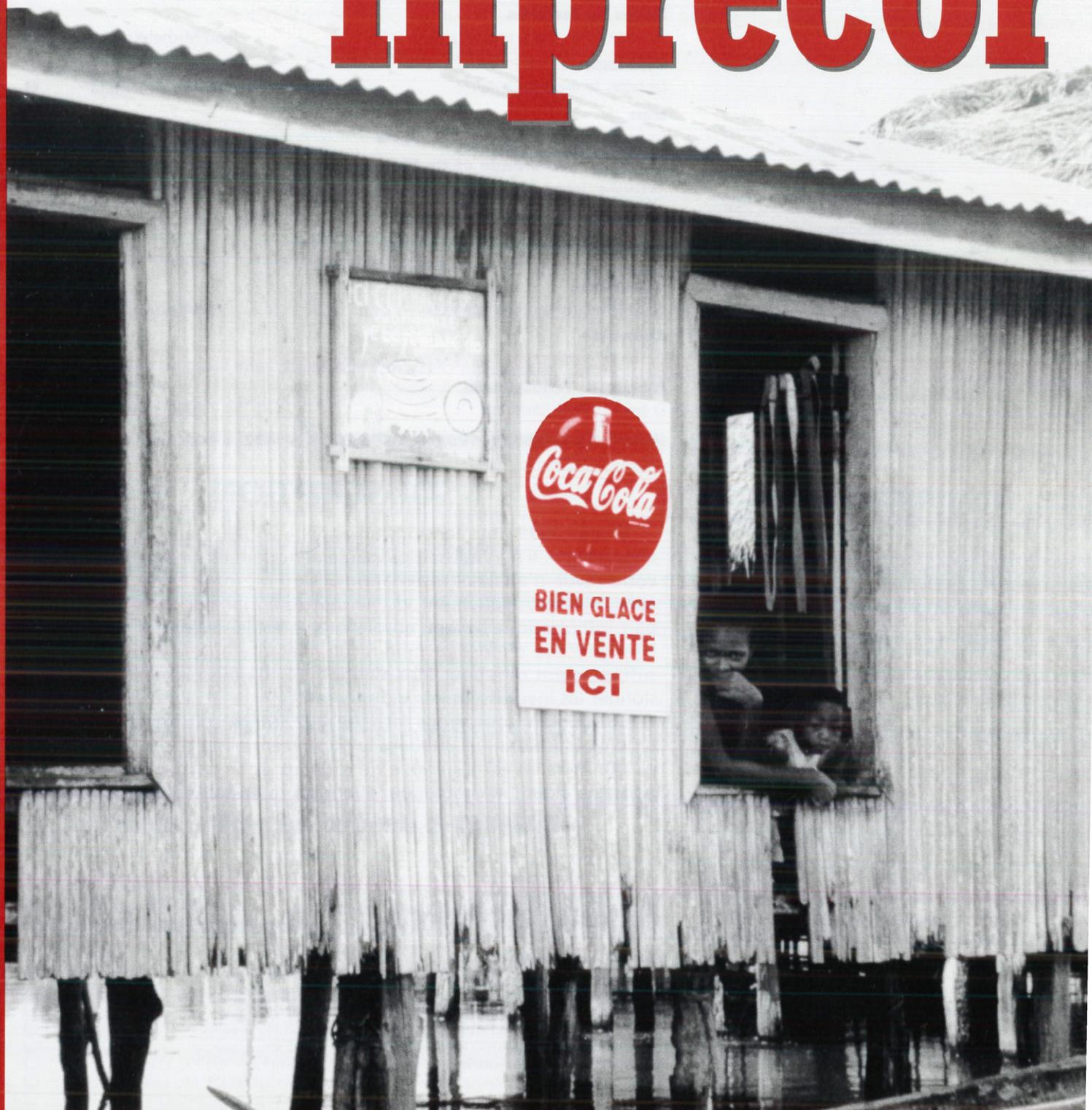
correspondance de presse internationale

# inprecor

Décembre 1999 - n° 442

INPRECOR

Prix : 35 FF / 215 BEF / 8,6 CHF / 5,35 €



## Le monde selon l'OMC

Clause sociale et résistance sociale

Viêt-nam : Les cadres, les mineurs et le marché

Venezuela : Un avenir incertain et riche d'espérance

Colombie : De l'autonomie des organisations sociales

Uruguay : Les Tupamaros et la culture du gouvernement

<b>Mondialisation</b>		
<i>Le monde selon l'OMC</i>	Pierre Rousset	3
<i>Clause sociale et résistance sociale</i>	Denis Horman	7
<b>Notes de lectures</b>		
<i>Quand Sergo Béria plaide pour son père</i>	Jean-Michel Krivine	12
<b>Viêt-nam</b>		
<i>Les cadres, les mineurs et le marché</i>	Gerard Greenfeld	13
<b>Iran</b>		
<i>Les héritiers de Khomeini affrontent les étudiants</i>	M. Agah	18
<b>Nouvelles du monde et de l'Internationale</b>		
<i>ARGENTINE : Entre le tournant et l'indifférence</i>	Pedro Brieger	22
<b>Uruguay</b>		
<i>Au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, « le peuple a voté pour l'espoir »</i>	PST	23
<i>Les Tupamaros, de la culture de résistance à la culture de gouvernement ?</i>	Ernesto Herrera	25
<b>Venezuela</b>		
<i>Un avenir incertain et riche d'espérance</i>	Alberto Cantero	27
<b>Colombie</b>		
<i>De l'autonomie des organisations sociales en temps de guerre</i>	PPS	31
<b>Russie &amp; Tchétchénie</b>		
<i>La guerre contre la Tchétchénie</i>	David Mandel	36
<b>INDEX DE L'ANNÉE 1999 &amp; INPRECOR n° 432 à 442</b>		34

## Inprecor

Revue d'information et d'analyse publiée sous la responsabilité du Secretariat unifié de la IV<sup>e</sup> Internationale.

Les articles ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Editée par la PECEI Sarl au capital de 50 000 F, SIREN n° 391 857 562.

### Rédaction et administration :

PECEI, BP 85, 75522 PARIS Cedex 11, France.

Tél. : 33/0 1 42 38 61 10

Fax : 33/0 1 42 38 21 39

e-mail :

100641.2324@compuserve.com

Rédacteur, directeur de publication, gérant : Jan Malewski

Commission Paritaire n° 59117.

ISSN 1 0294-8516

### Imprimé par Rotographie

2, rue Richard-Lenoir, 93106 Montreuil Cedex, France.

**Diffusé** dans les librairies par DIF' POP' SARL, 21<sup>er</sup> rue Voltaire, 75011 PARIS, France.

Tél. : 01 40 24 21 31,

Fax : 01 43 72 15 77 ou 01 40 24 15 88

En couverture de ce numéro nous avons reproduit une photographie prise au Bénin dans le village lacustre de Ganvier. L'eau potable y est plus rare que la publicité pour Coca-Cola...

## SOUSCRIPTION

En mai 1999 nous lançons un appel « 25 000 francs pour les 25 ans d'*Inprecor* ». Il ne s'agissait pas seulement de fêter un quart de siècle de votre revue d'analyses internationales et internationalistes. Il s'agissait aussi, plus prosaïquement, de permettre à *Inprecor* de renouveler son parc informatique devenu obsolète. En effet la situation financière toujours précaire d'*Inprecor* (une revue militante autofinancée, ce qui est suffisamment rare pour être mentionné) ne nous permet pas de provisionner les investissements indispensables.

En six mois nous avons reçu 7654,52 francs, soit moins du tiers des besoins estimés (nous publions la plus récente liste des souscripteurs en p. 24). Alors en cette période de cadeaux et de primes de fin d'année, pensez à aider l'informatique d'*Inprecor* à passer le 31 décembre !

**inprecor a besoin de votre aide !**

## Abonnement

(11 numéros par an)

- **France - DOM-TOM - Europe - Afrique du Nord** 190 FF (6 mois)  360 FF (1 an)
- **Autres destinations** 240 FF (6 mois)  460 FF (1 an)
- **PLI FERMÉ (toutes destinations)** 270 FF (6 mois)  520 FF (1 an)
- **Moins de 25 ans et chômeurs** (120 FF, 6 mois)
- **Institutions** (lecteurs multiples) (600 FF, 1 an)
- **Abonnement de soutien** (à partir de 400 FF, 1 an)
- **Découvrir *Inprecor*** (réservé aux nouveaux abonnés; 75 FF, 3 mois)
- **Lecteurs solidaires** (abonnement offert à un(e) lecteur/lectrice)

Nom - Prénom : .....

Rue : .....

Commune / Code postal : .....

Ville : .....

Pays : .....

Tél./Fax/E-mail : .....

● Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PECEI", à adresser à PECEI, BP 85, 75522 Paris CEDEX 11, France.

● Virements bancaires à "PECEI", à adresser au Crédit du Nord, Agence Paris-Nation, 11 rue Jaucourt, 75012 Paris, France, compte n° 30076 / 02044 / 15718500200 / 94.

● Virements postaux à "PECEI", CCP n° 3.900.41 N Paris.

**Pour continuer *Inprecor* a besoin de votre soutien. Vous pouvez arrondir vers le haut le montant de votre de votre chèque ou de votre virement d'abonnement ! Vous pouvez aussi diffuser *Inprecor* autour de vous (rabais pour les commandes groupées !).**

# Le monde selon l'OMC

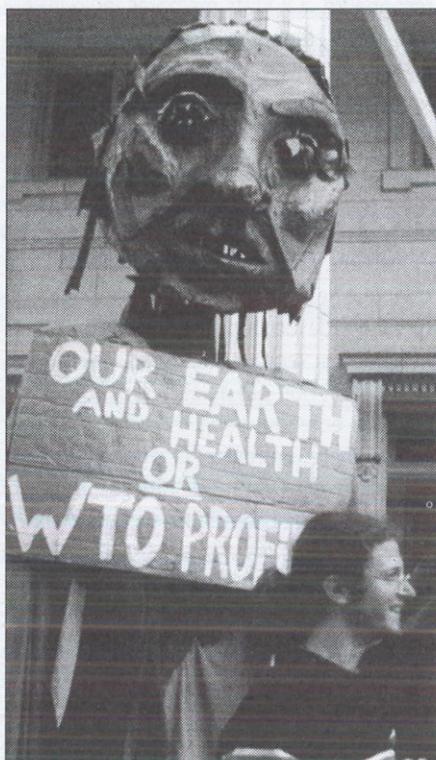
Par  
Pierre Rousset\*

Les choses ont décidément bien changé! Voilà 5 ans, c'est dans la plus grande discrétion que les parlements nationaux avaient ratifié la constitution de l'Organisation mondiale du commerce. Les opinions publiques avaient été volontairement laissées dans l'ignorance des enjeux. A de rares exceptions près, les mouvements de protestation n'avaient alors mobilisé que des réseaux militants avertis.

Aujourd'hui, l'ouverture du Cycle du millénaire s'impose comme l'un des événements les plus médiatisés de la planète — et ce ne sont pas les chefs de gouvernements qui tiennent la vedette mais les dizaines de milliers d'anonymes et les centaines d'organisations venus à Seattle dénoncer l'ordre marchand qu'incarne l'OMC. Les manifestants ont occupé des heures durant le centre ville, bloquant toute circulation. Les délégués officiels n'ont pu sortir de leurs hôtels pour se rendre à la cérémonie d'ouverture du sommet, qui a dû être carrément annulée. Les autorités, débordées, ont été jusqu'à déclarer l'état d'urgence et le couvre-feu pour reprendre le contrôle de la situation!

C'est donc dans une ville militairement quadrillée par les forces de police que la conférence des ministres de l'OMC s'est finalement réunie. Alors que dans bon nombre de pays, d'autres manifestations de protestation, souvent fort importantes, ont été impulsées par un éventail de mouvements remarquablement large et varié. Après aussi que 1449 organisations de plus de 89 contrées différentes aient signé un appel au moratoire, contre l'ouverture du Cycle du millénaire, pour que l'OMC ne soit pas dotée de pouvoirs supplémentaires, pour qu'un bilan effectif du libre-échange puisse être démocratiquement tiré.

Décidément, le monde selon l'OMC déplaît souverainement à bien du monde! Depuis combien de temps n'avons-nous pas assisté à une telle dynamique internationale, une telle convergence des résistances multiples à l'ordre dominant? Depuis les grandes



Manifestation à Seattle :  
« Notre terre et notre santé ou les profits de l'OMC ? »

mobilisations contre la guerre américaine au Viêt-nam, il y a un quart de siècle?

Face à la contestation populaire, les principaux gouvernements dont dépend le bon fonctionnement de l'OMC n'ont même pas pu se mettre d'accord, avant Seattle, sur l'ordre du jour du Cycle du millénaire. Les divergences entre les trois pôles de la triade impérialiste — les USA, l'Union européenne et le Japon — se sont révélées trop vives, et les Etats du Sud en ont profité pour donner de la voix. Dans ces conditions, les laborieuses tractations préparatoires, poursuivies pendant des semaines à Genève où se trouve le siège de l'OMC, n'ont pas permis aux négociateurs de sortir de l'impasse; ni même de publier une simple déclaration commune, pour sauver les apparences.

A l'heure où cet article est écrit, la conférence ministérielle de Seattle débute à peine. Mais, sans préjuger de ses conclusions, on peut déjà prendre la mesure de la conjoncture présente. Au moment où doit s'ouvrir le

Cycle du millénaire, les tensions s'aiguisent entre grandes puissances. La contestation populaire s'étend et l'illégitimité démocratique de l'OMC est dénoncée de plus en plus largement. Divergences au sommet, résistances à la base: c'est précisément cette combinaison qui nous avait permis, en octobre 1998, d'emporter une première et importante victoire, quand l'OCDE avait dû renoncer à son projet chéri d'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI).

D'autres victoires sont possibles, aujourd'hui et demain, pour peu que la dynamique de mobilisation citoyenne et sociale se maintienne dans la durée. Cela est d'autant plus vrai que l'efficacité de l'OMC n'est pas seule en cause. Ces deux dernières années, des contradictions de la mondialisation capitaliste se sont manifestées au grand jour. L'ordre néolibéral laisse apparaître ses talons d'Achille.

## Quand la machine s'enraye

L'OMC a été spécifiquement créée pour poursuivre l'oeuvre du GATT et promouvoir toujours plus efficacement le libre-échange. Afin de mieux imposer sur le plan commercial les politiques néolibérales, elle doit leur donner forme et force de loi. Elle définit un droit fondé sur la prééminence des rapports marchands, mais qui prétend néanmoins à une vocation universelle. Pour ce faire, elle a été dotée d'un mode d'organisation permanent, complexe, et de pouvoirs considérables. En 5 ans, elle a effectivement commencé à légiférer, à établir son ordre. Elle tire sa force de la complicité active des gouvernements occidentaux et du poids des intérêts économiques qu'elle sert, et qui la servent. Mais la machine peut aussi s'enrayer, ou perdre tout semblant de légitimité. Et c'est bien ce qui arrive actuellement.

### 1. LES CONFLITS INTERIMPERIALISTES.

L'OMC doit constituer un cadre juridique

\* Pierre Rousset, militant associatif contre la mondialisation néolibérale, collabore avec les élus européens de la Ligue communiste révolutionnaire, section française de la IV<sup>e</sup> Internationale.

# Mondialisation

contraignant. Mais son droit reflète les rapports de forces et reste tributaires des équilibres entre puissances étatiques et économiques. On en a aujourd'hui un exemple avec le différent qui oppose les Etats-Unis et l'Europe occidentale sur l'ordre du jour des négociations.

Première des grandes puissances, les USA cherchent à préserver au maximum leurs marges de manoeuvre. Ils veulent continuer à pouvoir imposer directement des



réglementations internationales (comme en ce qui concerne le boycott de Cuba ou de l'Irak). Ils recourent, quand cela leur est utile, aux accords bilatéraux (où ils font jouer à plein un rapport de force favorable). Ils souhaitent en conséquence limiter les négociations de Seattle aux seuls terrains déjà définis par le mandat des accords de Marrakech, qui ont conclu l'Uruguay Round: avant tout, l'agriculture et les services. Ils visent en particulier à battre en brèche les défenses de l'agro-industrie européenne. Ils ont pour devise d'avancer pas à pas et de conclure les négociations cas par cas.

Les multinationales européennes profitent certes de la mondialisation capitaliste, en particulier dans le secteur des services. Mais l'UE doit encore gagner du temps, face aux prochaines vagues de déréglementations, pour consolider son propre processus d'intégration économique et étatique. Plus généralement, l'Union européenne, grande puissance secondaire (notamment du fait de sa faiblesse militaire et de son manque d'unité interne) veut que l'OMC serve véritablement de cadre collectif de négociations aux trois pôles de la triade impérialiste, en incluant le Japon. Elle souhaite en conséquence élargir l'ordre du jour du Cycle du millénaire à de nombreux autres terrains (règles de concurrence, investissement, etc.),

afin de pouvoir imposer un marchandage d'ensemble —le «donnant donnant»— et obtenir des concessions américaines, en contrepartie de celles qu'elle serait amenée à faire. Elle rejette donc d'avance la signature d'accords sectoriels et prétend négocier un accord global, qui ne pourrait être conclu qu'à la fin du cycle, dans trois ans ou plus.

**2. LE CONTRÔLE DES ETATS DE LA PÉRIPHÉRIE CAPITALISTE.** Héritière du GATT, l'OMC a dû adopter la règle du consensus et reconnaître aux Etats membres (aujourd'hui 135 si l'on compte la Chine) une égalité formelle: un gouvernement, une voix —et non un dollar, une voix comme dans le FMI ou la Banque mondiale. Cette représentation étatique constitue aussi le seul crédit démocratique dont elle peut se prévaloir. Mais elle a un coût: les procédures sont souvent lentes et peuvent se gripper. C'est d'ailleurs pour cela que les puissances avaient originellement décidé de négocier l'AMI au sein de l'OCDE (qui regroupe les seuls pays industrialisés), et non pas au sein de l'OMC.

Bien entendu, l'égalité entre pays n'est que formelle. En réalité, la plupart des Etats sont incapables, faute de moyens, de suivre l'ensemble des procédures engagées simultanément dans l'OMC. Les gouvernements du G7 pilotent le tout: tant qu'ils se mettent d'accord entre eux et présentent un front uni, ils peuvent imposer leur volonté au sein de l'Organisation. Mais s'ils se divisent, des Etats du Sud et de l'Est peuvent espérer bloquer l'adoption de réglementations. C'est le cas aujourd'hui, avec l'Inde ou la Malaisie par exemple, mais aussi de nombreux Etats africains qui s'opposent à la brevetabilité du vivant.

Il faut cependant se garder de tout analyser en termes de rapports Nord-Sud. Le conflit sur l'arrêt des subventions agricoles, notamment, oppose entre eux des pays du Nord (les USA à l'UE) et des pays du Sud (l'ultralibéral groupe de Cairns, qui dénonce l'Europe, comprend des Etats du Sud exportateurs comme l'Argentine). Dans le tiers monde aussi, nombre de gouvernements, certaines composantes des élites et d'importants intérêts économiques établis sont favorables à la mondialisation capitaliste.

**3. L'ABSENCE DE LÉGITIMITÉ.** La Constitution de l'OMC est sans ambiguïté. Le rôle de l'Organisation est d'ouvrir au libre-échange international tous les secteurs économiques où plus d'un acteur entretient en concurrence, ce qui inclut en principe la culture, la santé, l'éducation, les marchés publics, la brevetabilité du vivant, etc. L'OMC vise ainsi à imposer effectivement la dictature mondiale de l'ordre marchand, la

## Du GATT à l'OMC

**GATT :** Institution issue d'un traité signé en 1947 par 23 pays avec pour objectif essentiel d'assurer une libéralisation continue des échanges internationaux, en commençant par abaisser les barrières douanières.

**Cycle :** Des cycles de négociations commerciales multilatérales (NCM), connus aussi sous le vocable anglais de rounds, ont été organisés dans le cadre du GATT. Chaque cycle peut durer plusieurs années et porte souvent le nom de la ville ou du pays où les négociations se sont déroulées. Au fil des ans, ils sont devenus toujours plus longs et complexes.

**Uruguay Round :** Nom du dernier cycle de négociations réalisé dans le cadre du GATT. Commencé en 1986, il s'est terminé en 1993. Par l'ampleur des questions abordées, il se voulait le plus ambitieux. Il a imposé une nouvelle vague de libéralisation des échanges de marchandises et des services, mais n'a néanmoins pu conclure les négociations dans une série de domaines (textiles, services financiers, etc.).

**Accords de Marrakech :** Signés par 120 pays le 15 avril 1994, puis par 128 à la fin de l'année, et par 134 en février 1995. Ces accords ont conclu l'Uruguay Round et décidé de la constitution de l'OMC.

**OMC :** Succède au GATT. Après ratification des accords de Marrakech. Elle comptait 112 membres et 40 observateurs au 13 décembre 1995; 135 et une trentaine d'observateurs aujourd'hui. Depuis sa création, l'OMC a eu deux conférences ministérielles: celle de Singapour en décembre 1996 et celle de Genève en mai 1998. La conférence de Seattle est donc la troisième.

marchandisation du monde.

Cet objectif n'est évidemment pas simple à atteindre. Dans bien des pays, les rapports de forces sociaux ne permettent pas de démanteler aujourd'hui la Santé publique ou l'Education nationale. En conséquence, l'OMC a été dotée de pouvoirs qui rompent avec les canons même de la démocratie bourgeoise classique. En ratifiant sa création, les parlements lui ont cédé, sans débat public aucun, certaines de leurs prérogatives essentielles. La constitution de l'OMC stipule en effet que les lois nationales doivent obligatoirement être mises en conformité avec les réglementations qu'elle adopte. Ce qui veut dire, en clair, que l'Organisation (qui n'est ni élue ni responsable) est devenue source de législation.

Les décisions de l'OMC ont rang de traité international (à savoir, supérieur aux lois nationales). Un tel type de traités constitue normalement un acte politique ponctuel, dont les tenants et les aboutissements peu-

vent être discutés par la représentation parlementaire, et qui doit être ratifié par un vote spécifique des députés. Mais l'OMC a reçu pour sa part, dès sa fondation, un véritable chèque en blanc; ses réglementations s'imposent comme un fait accompli.

De même, l'OMC fusionne le législatif, l'exécutif et le juridique avec son Organe de règlement des différends. Institution interne à l'OMC, l'ORD a le pouvoir de juger les conflits entre Etats membres et d'imposer des sanctions, notamment financières, en légalisant par exemple les «représailles croisées» des Etats-Unis contre l'Union européenne, après que cette dernière a refusé d'importer le boeuf aux hormones.

Ce qui est ici en jeu, ce n'est pas tant la souveraineté nationale que le rôle du politique —et la souveraineté populaire, qu'elle s'exprime dans le cadre d'un pays, d'un groupe de pays ou sur le plan proprement international. Ce que l'OMC remet frontalement en cause, c'est le droit des populations à décider des orientations gouvernementales en fonction de leurs propres considérants et priorités politiques, sociales, sanitaires, culturelles, économiques ou environnementales. Alors que les diktats néolibéraux ont des conséquences dévastatrices sur les conditions d'existence, c'est bien ce qui permet de comprendre au fond pourquoi le

combat contre l'OMC fédère aujourd'hui un éventail si vaste de résistances sociales et citoyennes, culturelles et écologiques.

## Un nouveau mode de domination et ses talons d'Achille

L'OMC est rapidement devenue l'une des institutions clefs de la mondialisation capitaliste aux côtés du FMI et de la Banque mondiale, du G7 et de l'OTAN. Elle apparaît aujourd'hui comme une organisation toujours redoutable, mais confrontée à de grandes difficultés. Les enjeux du prochain cycle de négociations sont considérables; pourtant, le succès est loin d'être acquis. Le sommet de Seattle se réunit alors que l'emprise de l'idéologie néolibérale, encore sans partage il y a 5 ans, a été profondément ébranlée par les crises financières de 1997-1998. L'émergence d'un nouvel ordre mondial s'avère moins naturelle et moins aisée que ne l'espéraient les apôtres du libéralisme!

La mondialisation néolibérale représente tout d'abord une étape nouvelle dans l'internationalisation du capital, dans la structuration du marché mondial. Le dynamisme de ce processus s'exprime notamment dans la cascade de mégafusions industrielles ou bancaires de ces dernières années; et son ampleur dans la réorganisation en cours de l'espace planétaire avec la consolidation (inégale) de zones périphériques aux trois pôles de la triade impérialiste, et aussi l'abandon à la désintégration de vastes territoires, comme en Afrique: le contrôle territorial n'a plus la même importance que par le passé.

Mais la mondialisation n'opère pas sur les seuls champs commerciaux, industriels ou financiers. Elle exprime et elle exige aussi de profondes recompositions sociales tant au sein des classes dominantes (avec l'affaiblissement et la marginalisation de diverses composantes traditionnelles des élites) que des classes dominées (menacées d'un profond processus de précarisation et de fragmentation). Elle suscite de même un rééquilibrage général des centres de pouvoir —économiques, politiques ou militaires; nationaux, régionaux ou internationaux—, assignant des rôles nouveaux aux institutions

mondiales nées dans l'après-guerre, aux dépens de l'ONU et de ses organismes comme l'OIT.

Le nouvel ordre international implique un nouveau mode mondial de domination de classe. Or, si le projet néolibéral s'est affirmé précocement avec Ronald Reagan aux Etats-Unis et Margaret Thatcher en Grande-Bretagne, il n'a vraiment pris sa dimension planétaire qu'après l'implosion du bloc soviétique —disons, symboliquement, après la chute du Mur de Berlin en 1989. Ce qui fait à peine 10 ans. Une décennie durant laquelle le FMI a affirmé son autorité sur l'Europe orientale, l'OMC est née, l'OTAN a



engagé sa marche vers l'Est et proclamé sa vocation mondiale —et durant laquelle le G7 a cherché à redéfinir, avec quelques difficultés, ses pouvoirs. Mais une décennie qui débouche aussi sur la première crise majeure du processus de mondialisation capitaliste. Une crise qui éclaire ses contradictions économiques, sociales ou politiques; et qui montre à quel point la stabilisation du nouveau mode de domination bourgeois reste aléatoire.

**1. LES CRISES FINANCIÈRES.** Les marchés financiers sont aujourd'hui redevenus euphoriques. Mais la leçon des crises finan-

### les sigles...

- AMI** : Accord multilatéral sur l'investissement.
- APEC** : Sigle anglais pour Asia-Pacific Economic Conference, la Conférence économique Asie-Pacifique.
- BM** : Banque mondiale.
- FMI** : Fonds monétaire international.
- GATT** : Sigle anglais pour General Agreement on Tariffs and Trade soit, en français, Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
- G7** : Groupe des 7 pays les plus riches du monde (Etats-Unis, Canada, Japon, Allemagne, Royaume-Uni, France, Italie). Le **G8** comprend aussi la Russie.
- OCDE** : Organisation de coopération et de développement économiques (regroupe les pays industrialisés).
- OIT** : Organisation internationale du travail.
- OMC** : Organisation mondiale du commerce.
- ONU** : Organisation des Nations unies.
- ORD** : Organe de règlement des différends (au sein de l'OMC).
- OTAN** : Organisation du traité de l'Atlantique nord.

# Mondialisation

cières de 1997-1998 ne doit pas pour autant être oubliée. En un an et demi, elles ont frappé la Thaïlande, puis une bonne partie de l'Asie orientale, puis la Russie, puis le Brésil et une partie de l'Amérique latine, avant de frôler, avec l'affaire des fonds de pension, la «crise systémique» aux Etats-Unis mêmes. Des mécanismes initialement censés sécuriser les marchés financiers ont joué un rôle déstabilisateur entre les mains du capital spéculatif et des grands actionnaires rentiers. Rien n'est réglé en ce domaine.

Plus profondément, avec l'essoufflement des modèles antérieurs de développement, c'est bien la capacité du capitalisme contemporain, soumis à la dictature des actionnaires, de consolider sa base productive et sociale qui est en cause.

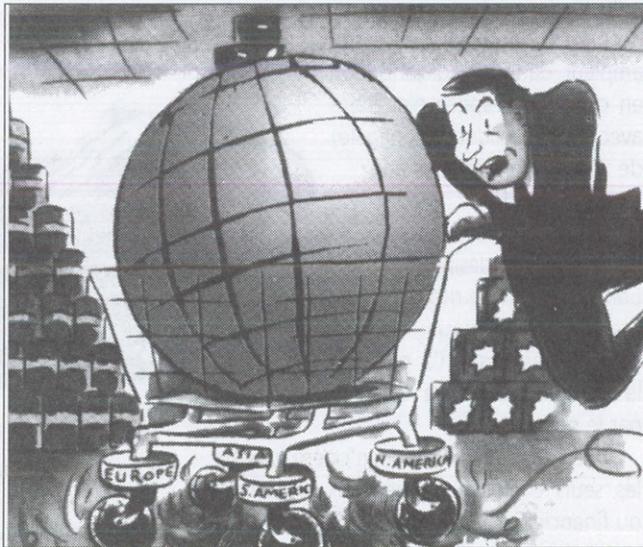
**2. LES PREMIÈRES CONSÉQUENCES POLITIQUES.** En 1997, les tenants du néolibéralisme ont considéré que la crise asiatique était une chance: elle devait permettre aux capitaux occidentaux (le Japon n'étant pas en mesure de profiter de l'occasion) de pénétrer rapidement des marchés convoités (la Corée du Sud...) en achetant à bas prix des entreprises ou des banques en quasi faillite. Mais le rôle d'apprenti-sorcier que pouvait jouer le FMI est apparu dès 1998, avec la chute du dictateur indonésien Suharto et l'ouverture d'une crise de régime majeure dans l'un des pays clés d'Asie. L'autorité du Fonds monétaire s'est effondrée plus encore trois mois plus tard avec les scandales mafieux russes.

Ces événements ont suscité des réactions de défense de la part d'une partie des classes dominantes du Sud. Le régime malaisien, a engagé un bras de fer avec le FMI en instaurant le contrôle des mouvements de capitaux. En novembre 1998, l'APEC, le sommet économique Asie-Pacifique, s'est révélé incapable d'impulser une nouvelle vague de libéralisation des échanges. Des Etats brésiliens sont entrés en dissidence ouverte sur le paiement du service de la dette... Ce type de résistance des élites aux diktats ultralibéraux se manifeste aujourd'hui dans le cadre de l'OMC.

Plus généralement, les institutions du nouvel ordre mondial tendent à limiter

considérablement la marge de manoeuvre sociale des bourgeoisies nationales. Bien des modes éprouvés de domination sont dénoncés au nom du libre-échange, de la concurrence ou de la rigueur budgétaire: l'art du compromis historique en Europe occidentale, le populisme en Amérique latine, le clientélisme redistributif en Afrique, l'interventionnisme étatique en Asie... Le FMI et l'OMC ne proposent que la loi sans fard du financier, de l'industriel et du marchand, un mode de domination particulièrement «cru», qui ne peut fonctionner qu'en l'absence de résistances collectives d'ampleur.

**3. LES RÉSISTANCES COLLECTIVES.** On touche évidemment ici à la question clef. Dans bien des pays, les mouvements syndicaux, sociaux et démocratiques ont été notablement affaiblis au cours des années 1990. Mais pas suffisamment pour le nouvel ordre mondial. La victoire emportée face à l'AMI en octobre 1998 est, à ce titre, significative. La mobilisation contre cet accord scélérat a été courte et n'a touché qu'un petit nombre de pays (Canada, Etats-Unis, France...). Elle n'a pas donné lieu à d'importantes manifestations de rue, mais elle a concerné un éventail représentatif d'organisations. Sous la pression, le gouvernement français a décidé le premier de rompre les rangs et de se retirer spectaculairement de la négociation au sein de l'OCDE, tout en proposant de la reprendre plus tard dans l'OMC.



Cette victoire (certes temporaire) a été gagnée plus aisément que nous ne le pensions à l'époque. Parce que, déjà, les désaccords étaient importants entre gouvernements du Nord, avivés par les crises financières. Mais aussi parce que l'AMI exprimait si brutalement la domination des multinationales qu'il en devenait publiquement indéfendable. L'absence de légitimité démocratique

s'aurait effectivement l'un des talons d'Achille du processus de mondialisation capitaliste.

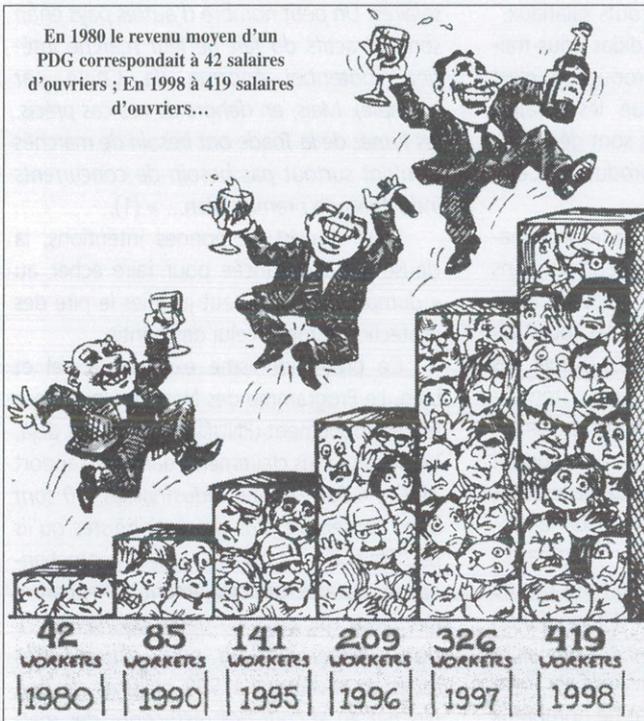
La social-démocratie européenne et (dans une certaine mesure) Bill Clinton cherchent à tirer des leçons du fiasco de l'AMI. Ils chantent la «transparence», «comprendre» les inquiétudes des manifestants anti-OMC et les invitent au «dialogue». Chacun enrobe son discours de préoccupations solidaires, tiers-mondistes, culturelles et écologiques. Pour mieux cacher l'essentiel: la poursuite du processus de libéralisation économique et de dépossession démocratique. Le Français Pascal Lamy, commissaire européen dirigeant la délégation à Seattle, a ainsi reçu pour mandat: d'accord pour une libéralisation tous azimuts des échanges, avec seulement quelques clauses restrictives sur le respect de la diversité culturelle, du principe de précaution en matière sanitaire ou environnementale et d'un dialogue avec l'OIT concernant les normes sociales minimales. C'est signifier que le libre-échange doit demeurer la règle et les dérogations (par définition provisoires) l'exception.

L'Union européenne (et singulièrement le gouvernement français) demande avec particulièrement de vigueur l'élargissement des domaines de compétence de l'OMC —à l'encontre de la principale exigence des manifestants mobilisés pour bloquer, grâce à l'arme du moratoire, une telle possibilité. Il ne faut certes pas négliger la contre-offensive idéologique engagée avec de gros moyens médiatiques par le «social-libéralisme» («mieux vaut des règles dans l'OMC que pas de règles du tout»). Mais, à en juger par les réactions à Seattle (où l'essentiel des mouvements contestataires ont boudé les offres de «dialogue»), elle éprouve quelques difficultés à convaincre.

D'un côté, la mondialisation capitaliste déchire le tissu social et fragilise les classes populaires en généralisant la précarité; elle cherche à détruire les droits collectifs acquis dans les luttes passées et à les remplacer, au mieux, par d'élémentaires filets de sécurité ciblés, individualisés. Mais de l'autre, elle crée les conditions de nouvelles solidarités: les mêmes institutions internationales déploient les mêmes politiques néolibérales sur tous les terrains, dans tous les milieux et dans toutes les parties du monde. La campagne en cours contre l'OMC est destinée à durer au moins autant que durera le Cycle du millénaire. Elle nous donne l'occasion de nouer en un combat commun ces nouvelles solidarités mondiales, de vivifier un nouvel internationalisme. ■

# Clause sociale et résistance sociale

En 1980 le revenu moyen d'un PDG correspondait à 42 salaires d'ouvriers ; En 1998 à 419 salaires d'ouvriers...



Par  
Denis Horman\*

La demande d'inclure, dans les relations commerciales internationales, des clauses sociales, environnementales et démocratiques est avancée, surtout au Nord, aussi bien par des associations patronales, des Etats que par des organisations syndicales, sociales et non gouvernementales.

## Les termes du débat

Les éléments qui nourrissent le débat sur les clauses sociales sont essentiellement de deux ordres.

Il y a d'une part le « *dumping social* » (concurrence dite déloyale) lié à une différence de coût de la main-d'oeuvre entre certaines zones géographiques.

Dans la mesure où les pays du Sud et de l'Est bénéficient d'avantages concurrentiels indus, en raison de bas salaires et de systèmes de protection sociale moins avancés, il serait équitable d'instituer un impôt visant à effacer tout ou partie de cet « *avantage* » injustifié.

D'aucuns n'hésitent pas à attribuer à ce « *dumping social* » une des causes majeures du développement du chômage dans les pays industrialisés.

Dans le monde patronal du Nord, ce sont les secteurs les plus exposés aux importations de produits fabriqués à faible coût de main d'oeuvre (ex. T-H-C, textile, habillement, cuir) qui prônent les clauses sociales.

Pour les organisations syndicales et

humanitaires qui proposent les clauses sociales, il s'agit surtout d'imposer l'obligation de garantir les droits sociaux fondamentaux (droits syndicaux, abolition du travail des enfants, etc) définis par l'Organisation Internationale du Travail (OIT).

Ce sont les pays en développement qui sont de fait les premiers visés par la demande de clauses sociales.

La Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL) insiste toutefois sur le double objectif de la clause sociale : forcer le respect des droits humains fondamentaux et empêcher des sociétés sans scrupules d'obtenir un avantage concurrentiel.

La « *clause environnementale* » joue, quant à elle, exactement le même rôle, mais dans son domaine. Par son instauration, il s'agit de s'opposer à la commercialisation de biens et de services dont les composantes ou les procédés de finalisation se révéleraient contraires à une gestion soutenable de l'environnement.

Dans le sillage des deux premières, la clause démocratique fustige les pays qui ne respectent pas les règles élémentaires des droits de l'Homme en les mettant au banc du marché international.

Sensibilisées plus particulièrement à la situation intolérable de la main-d'oeuvre enfantine dans le monde, des organisations syndicales et humanitaires avancent des propositions telles qu'un fonds social international ou encore une banque de solidarité qui seraient alimentés par des taxes douanières imposées aux pays qui ne respectent pas les normes établies par l'Organisation Internationale du Travail. Cet argent devrait être ristourné à ces mêmes pays pour servir dans des programmes de développement.

Constatant que l'OIT ne dispose pas d'un système de sanctions pour inciter les pays à faire respecter ses conventions, les organisations syndicales internationales sug-

gèrent la création d'un comité consultatif conjoint de l'OIT et de l'OMC capable, s'il le faut, d'imposer des mesures de rétorsion commerciale à l'encontre des pays récalcitrants.

## Des questions de fond

Le débat et les propositions liés à la clause sociale soulèvent incontestablement des questions de fond, surtout si l'on se place dans une démarche de solidarité internationale, de transformation sociale, de réponse aux intérêts communs des travailleurs et des populations du Nord, du Sud et de l'Est de la planète.

Comment lutter contre le chômage, les délocalisations d'entreprises ? Comment préserver et renforcer les droits sociaux fondamentaux, la liberté d'association et de négociation, l'interdiction du travail des enfants... ?

L'application de sanctions commerciales, sous l'égide de l'Organisation Mondiale du Commerce et destinées d'abord aux pays du Tiers Monde, peut-elle contribuer à apporter une solution juste, équitable et adéquate à ces problèmes ?

Dans le cadre des rapports de force actuels sur le plan mondial, l'introduction de clauses sociales, environnementales et démocratiques ne risque-t-elle pas plutôt de pénaliser lourdement les travailleurs et les populations ?

C'est plus fondamentalement le débat sur l'ingérence et la conditionnalité qui est ici posé.

Prôner le droit d'ingérence sociale ou encore le protectionnisme économique... à but social, comme le proposent certaines organisations syndicales vis-à-vis d'Etats du Sud et de l'Est, qui tolèrent le dumping social et le non-respect des normes de l'OIT,

\* Denis Horman, journaliste et économiste, a publié notamment : *Commerce mondial, une clause sociale pour l'emploi et les droits fondamentaux ?*, Ed. Luc Pire-CETIM, 1996, et *Mondialisation et droits sociaux, la clause sociale en débat*, GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), 1997.

# Mondialisation

n'est-ce pas prendre le risque de jeter la confusion sur les vrais responsables du chômage, de la misère, aussi bien au Nord qu'à l'Est et dans le Tiers Monde, à savoir de puissants groupes financiers et économiques (avant tout les sociétés transnationales : STN) qui opèrent sur le terrain mondial ?

N'est-ce pas cautionner, sans le vouloir, le renforcement du protectionnisme économique au détriment des pays dits en développement (PeD) ?

N'est-ce pas également prendre le risque d'occulter la responsabilité écrasante des institutions du Nord, financières (FMI, Banque mondiale...), économiques (OMC) et politiques (G7) dans l'appauvrissement généralisé du Tiers-Monde ?

Et, finalement, une telle attitude ne tend-elle pas à opposer les travailleurs de différents secteurs, régions et pays, en provoquant ou en aiguissant encore davantage la concurrence entre eux ?

Le débat sur les clauses sociales renvoie en quelque sorte à la question de fond : comment concrétiser aujourd'hui la solidarité entre travailleurs, syndicats, organisations sociales, populations du Nord et du Sud, sur quels objectifs mettre en oeuvre cette solidarité ?

## Dumping social

Le dumping social lié au faible coût de la main d'oeuvre doit être apprécié en référence au coût unitaire de la main-d'oeuvre, donc à la productivité.

Il serait bien hasardeux de parler de « concurrence déloyale » quand la différence du coût salarial chez des producteurs locaux au Sud et à l'Est (mais aussi au Nord), se combine à une productivité bien inférieure à celle de multinationales (ou de sous-traitants).

Dans ces entreprises, les bas salaires reflètent pour l'essentiel les différences de niveaux de productivité, et toute mesure tarifaire (prélèvements douaniers) et non tarifaire (limitation des quotas d'importation) tendrait à freiner les ventes des pays du Sud, voire à les éliminer totalement en cas de

mise à niveau intégrale des coûts salariaux.

Par contre, si Nike et Adidas sous-traitent en Asie 99 % de leur production, c'est bien évidemment parce que les salaires payés aux ouvriers asiatiques sont dérisoires en comparaison avec une productivité élevée.

Les rapports entretenus par les multinationales avec les sous-traitants, surtout dans le Tiers-Monde, éclairent les responsabilités dans le dumping social. Ce sont les sous-traitants qui doivent répondre des risques liés à la production. Ils sont systématiquement poussés à rechercher les coûts les plus bas. Ceci aboutit à de nombreux déplacements et délocalisations de la production, les multinationales ne se privant pas de chantage, d'intimidation et de répression de l'activité syndicale. Cela force également de nombreux sous-traitants à violer les législations nationales et les normes de l'OIT, malgré l'existence de « codes de bonne conduite », adoptés par Nike ou d'autres firmes réseaux.

Le débat sur les clauses sociales, environnementales et démocratiques ne peut se faire en dehors de leur contexte économique, politique, institutionnel, et plus précisément en dehors de la mondialisation du capital, de la mondialisation « excluante ».

Cette mondialisation se caractérise surtout par une concurrence acharnée entre les grands groupes industriels, et d'abord les sociétés transnationales, au sein de la Triade (Union européenne, Amérique du Nord, Japon). Les STN (surtout les 200 premières) contrôlent d'une manière ou d'une autre plus de 70 % des investissements et du commerce mondial.

Cette mondialisation se réalise plutôt par un processus d'intégration sélective dans un marché mondialisé.

## Protectionnisme des nantis

« Les firmes transnationales et les pays de la Triade ne sont intéressés que par des rapports sélectifs qui ne concernent plus qu'un nombre limité de pays du Tiers-Monde. Certains pays sont éventuellement encore requis comme sources de matières premières (en fait de moins en moins). D'autres le sont surtout par le capital commercial concentré, comme bases de sous-traitance délocalisée à très bas coûts de

salaires. Un petit nombre d'autres pays enfin sont attractifs du fait de leur marché intérieur potentiel énorme (la Chine par exemple). Mais, en dehors de ces cas précis, les firmes de la Triade ont besoin de marchés et n'ont surtout pas besoin de concurrents industriels de premier plan... » (1).

Sous couvert de bonnes intentions, la clause sociale avancée pour faire échec au « dumping social » peut justifier le pire des protectionnismes : celui des nantis.

Ce protectionnisme existe déjà bel et bien. Le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) le dénonçait déjà, on ne peut plus clairement, dans son rapport 1992 : « Sur 24 pays industrialisés, 20 sont dans l'ensemble plus protectionnistes qu'ils ne l'étaient il y a dix ans, et leur protectionnisme s'exerce principalement à l'encontre des biens des pays en développement (...). Dans l'ensemble, on peut estimer très approximativement à 500 milliards de dollars par an le coût des restrictions des marchés mondiaux pour les pays en développement. Ces 500 milliards de dollars de pertes représentent environ 20 % du PNB global actuel des pays en développement et environ sept fois leurs dépenses actuelles allouées aux priorités en matière de développement humain » (2).

S'il y a des clauses sociales, écologiques et démocratiques à mettre en application, s'il y a des mesures de rétorsion à prendre pour concurrence déloyale et surexploitation de la main-d'oeuvre, c'est bien avant tout à l'égard des sociétés transnationales qui contrôlent plus de 70 % des investissements et du commerce mondial, qui vont de délocalisations en délocalisations, qui poussent systématiquement leurs sous-traitants à la recherche de coûts de production les plus bas, qui pratiquent la répression syndicale dans les zones franches industrielles...

## Clause sociale et droits sociaux fondamentaux

Les organisations syndicales, sociales et humanitaires qui prônent les clauses sociales, le font surtout en référence aux droits sociaux fondamentaux.

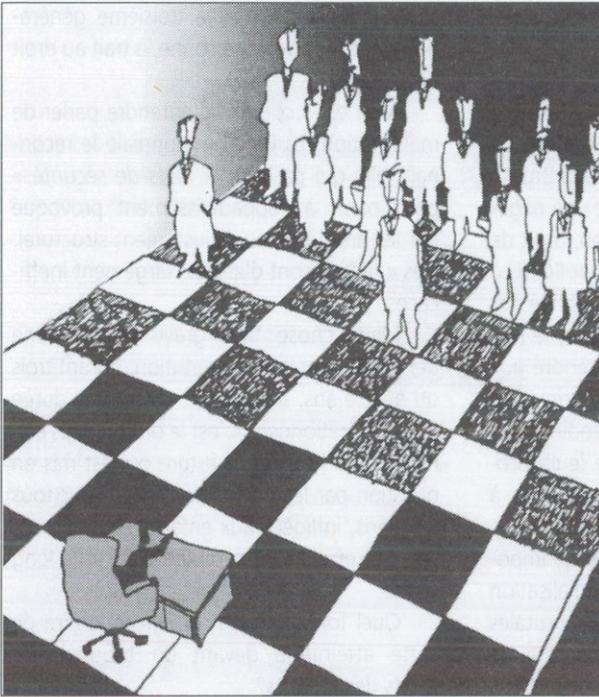
La préoccupation de ces organisations est de se doter d'outils efficaces et contraignants pour le respect des normes sociales fondamentales (conventions de l'Organisation internationale du Travail : liberté d'association, de négociation, interdiction du travail des enfants, du travail forcé, non discrimination fondée sur la race, le sexe, la religion, l'opinion politique, etc).

La distinction entre normes sociales et clauses sociales est ici importante à faire.



1. F. Chesnais, *La mondialisation du capital*, 1994.

2. PNUD, *Rapport 1992*, pp. 69 et 74.



tions internationales comme la Banque Mondiale, voire également le FMI.

On ne peut prôner les clauses sociales, environnementales et humanitaires pour le respect des normes sociales fondamentales et les droits de l'Homme sans se poser la question de la responsabilité du FMI et de la Banque mondiale dans la mise en question de ces droits fondamentaux.

## Le FMI, la Banque mondiale... et les droits de l'Homme

Les réformes macro-économiques prônées et imposées par le FMI et la Bm vont de fait à l'encontre des droits de

d'une mondialisation excluante.

Ces mêmes mécanismes sont à l'oeuvre un peu partout dans le monde. Au Nord comme au Sud et à l'Est, ils se traduisent pas la diminution du niveau de vie, l'augmentation du chômage, la dégradation des conditions de vie, l'exclusion sociale...

Une fois campé ce cadre d'analyse, on peut décoder la relation entre les PAS et les droits de l'Homme.

Quatre générations des droits de l'Homme ou de la personne humaine — car l'émergence des droits de l'homme au plan conceptuel, puis constitutionnel s'est faite en excluant les droits des femmes — peuvent être repérées.

La première génération a trait aux droits civils et politiques individuels.

La deuxième concerne les droits sociaux, culturels, économiques (droit au travail, au revenu, au logement, à l'éducation, la santé, etc.). Ces droits furent inscrits dans les législations sociales de l'après seconde guerre mondiale.

La troisième génération apparaît dans les années 60. Symboliquement, elle est portée sur les fonds baptismaux par la résolution 1514 de l'Organisation des Nations unies contre le colonialisme. Le droit à l'autodétermination des peuples devient alors un droit de l'Homme. Après 1968, une nouvelle série de résolutions de l'ONU consacre de nouveaux droits aussi bien pour les individus que pour des groupes sociaux. Ce sont les conventions contre le racisme, les droits des femmes, les droits des enfants, etc.

Une dernière génération apparaît avec une sorte de droit de l'humanité, le droit à la

## L'OMC et la clause sociale

La clause sociale relève des traités commerciaux et par conséquent de la compétence d'organismes internationaux comme l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC).

D'ailleurs, dans leur déclaration commune, les trois organisations syndicales internationales (CISL, CMT et CES) ont proposé la mise sur pied d'un comité consultatif conjoint de l'OIT et de l'OMC pour la mise en oeuvre de la clause sociale. Et, souligne un document de la CISL, s'il s'avère qu'un pays n'est pas décidé à respecter les principes contenus dans les normes de l'OIT, alors « l'OMC pourra décider de la réponse commerciale multilatérale appropriée » (3).

Cela pose le problème de la fonction, du rôle, de la légitimité de l'OMC comme organisme garant des droits sociaux fondamentaux.

Comment l'OMC, qui est exécutrice du dogme libéral, pourrait-elle faire une chose et son contraire: s'attaquer à toutes les entraves au « libre jeu de la concurrence » et, en même temps, réglementer cette dernière ? Comment pourrait-elle prendre en considération les droits économiques, sociaux et culturels des individus et des peuples, alors que toute la « logique » de la concurrence (y compris la concurrence entre travailleurs), de la compétitivité vont à l'encontre de ces droits ?

Les organisations syndicales internationales, de même que certaines organisations humanitaires sont favorables à une coopération non seulement entre l'OIT et l'OMC, mais plus largement avec d'autres institu-

l'Homme, droits économiques, sociaux, culturels et politiques.

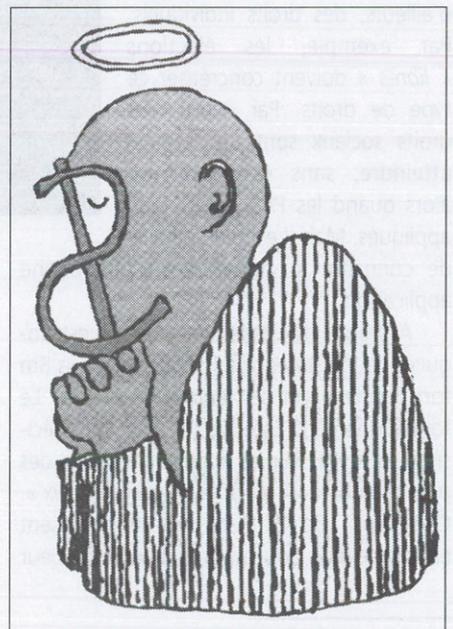
La mondialisation de l'économie capitaliste est conduite par une réorganisation des investissements directs contrôlés par les grandes multinationales qui utilisent la libéralisation des marchés financiers. Ces investissements directs réorganisent en profondeur le travail à l'échelle mondiale, mettant en compétition, en concurrence chaque système social, chaque unité productive.

La politique d'ajustement structurel du FMI est une politique d'ajustement à cette réalité. Le rôle « régulateur » du FMI n'est pas conçu pour limiter le pouvoir des marchés financiers, spéculatifs, mais bien pour surveiller les politiques financières des pays en développement.

Tout le monde le sait, depuis la crise mexicaine de la dette de 1982, le FMI et la Banque mondiale ont pour fonction la mise sous tutelle — de facto, la négation de la souveraineté — des pays endettés du Sud et de l'Est.

Les programmes d'ajustement structurel (PAS) sont un ajustement des pays pauvres aux exigences des pays riches. Ou, plus exactement, c'est un ajustement des populations pauvres des pays pauvres aux exigences de la réorganisation des investissements directs contrôlés par les grands groupes économiques internationaux. C'est également un ajustement au sein des pays pauvres, des couches pauvres ou paupérisées aux exigences des couches aisées tirant profit de cette nouvelle dépendance.

Cet ajustement se fait dans un contexte de décrochage de secteurs entiers de l'économie mondiale au plan des échanges,



3. Document de travail de la CISL pour la première réunion ministérielle de l'OMC, Singapour 9-13 décembre 1996.

## Mondialisation

survie. Ce sont les droits faisant référence non seulement à l'alimentation, à l'énergie, mais aux grands problèmes dits écologiques. Le Sommet de Rio, au-delà de son hypocrisie officielle, consacre la reconnaissance de ce nouveau type de droit.

Ces quatre générations de droits ne peuvent être dissociées.

### « Ajustement structurel » et respect de la personne

Si l'on mesure les PAS du FMI (en coordination avec la Bm à ces diverses générations de droits de la personne humaine, on se rend rapidement compte de la contradiction intrinsèque entre le respect de ces droits et les politiques menées par ces deux institutions spécialisées de l'ONU.

Ces droits sont un à un battus en brèche par les effets directs et indirects des « modèles » macro-économiques proposés par le FMI et appliqués sous la contrainte de la conditionnalité des prêts (l'application des PAS est une condition imposée pour avoir accès aux prêts du FMI et de la Bm).

Il est tout d'abord important de remarquer la déconnexion opérée dans les discours du FMI, de la Bm ou encore du G7 (le groupe des 7 pays les plus puissants de la planète) entre les droits individuels (liberté d'expression, d'association, élections, etc.) et les droits sociaux. Le concept de « bonne gouvernance », pour avoir accès aux prêts, renvoie en fait à la priorité du respect, tout à fait superficiel d'ailleurs, des droits individuels. Par exemple, les élections « libres » doivent concrétiser ce type de droits. Par contre, les droits sociaux sont des buts à atteindre, sans échéance, ou alors quand les PAS seront bien appliqués. Mais il est bien difficile de connaître le critère réel d'une bonne application.

A propos de droits individuels, il est singulier de constater que le FMI comme la Bm fonctionnent sur le régime censitaire. Le fonctionnement interne (pouvoir de décision) est fondé sur les apports financiers des pays membres : « un dollar égale une voix ». C'est ainsi que 49 Etats africains disposent ensemble d'un pourcentage de voix inférieur

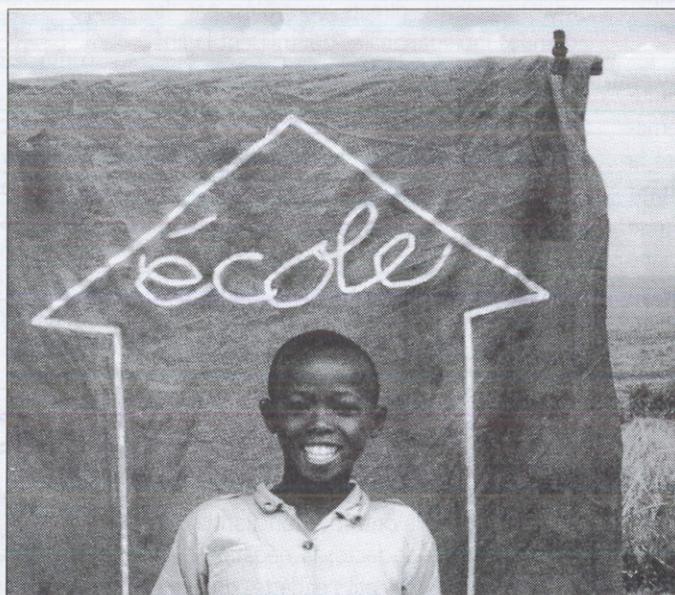
aux quelque 5 % de la Belgique. Neuf pays, les plus industrialisés, possèdent 56 % des droits de vote au sein du groupe des 24 administrateurs du FMI. Les Etats-Unis, le pays le plus endetté du monde, dispose de près de 20 % des voix au FMI et à la Bm.

Ce régime censitaire est donc une négation du droit à l'autodétermination, droit de la troisième génération reconnu par l'ONU.

Ce régime implique l'irresponsabilité des gérants des PAS. En d'autres termes, le FMI et la Bm n'ont aucun compte à rendre aux pays placés sous ajustement structurel. Ces deux institutions sont d'autant moins portées à se remettre en cause que leurs programmes et réalisations ne sont soumis à aucun audit ni bilan critique indépendant.

Les chocs socio-économiques qu'imposent les PAS font que la mondialisation excluante se prolonge en exclusions brutales de couches entières de la population qui, de fait, sont exclues de l'exercice des droits civiques et politiques.

Quand, dans le monde (4), il y a officiellement 1 milliard d'analphabètes dont 840 millions sont des adultes du Tiers Monde



(dont 2/3 de femmes), ce sont les droits civils et civiques qui sont directement attaqués.

Toute la politique des PAS va également à l'encontre des droits sociaux. La suppression des subventions aux biens de première nécessité, les politiques budgétaires dictées par le FMI et qui conduisent à une destruction des services publics, le « tout à l'exportation » pour le service de la dette, etc., ces différentes mesures déclenchent des mécanismes d'appauvrissement et de paupérisation absolue, simultanément à l'amélioration du statut de quelques couches intermédiaires et privilégiées.

Un des aspects les plus graves, qui

touche directement à la troisième génération des droits de la personne, a trait au droit des enfants.

Ainsi est-il courant d'entendre parler de malnutrition. La Banque mondiale le reconnaît, elle qui parle de « filets de sécurité » pour parer à l'appauvrissement provoqué par les programmes d'ajustement structurel. Ces « filets » sont d'ailleurs largement inefficaces.

Mais, chose plus grave encore, une dénutrition ou une malnutrition, durant trois ou quatre ans, a des effets de longue durée intergénérationnels. C'est le droit le plus élémentaire à l'existence future qui est mis en question par les pertes de capacité sur tous les plans, infligées aux enfants sous-alimentés. Ces effets sont cumulatifs et sur le long terme.

Quel fonctionnaire du FMI répondra de cette atteinte-là devant un tribunal des droits des enfants?

Les PAS ont également des effets sur l'environnement et l'urbanisation. Il y a atteinte à la dernière génération des droits de l'Homme, aux droits de l'humanité, au droit à la survie.

Les programmes d'ajustement structurel mis en place par le FMI et la Bm ont ajouté aux contraintes qui pesaient sur les écosystèmes déjà fragiles (5).

Les lourds emprunts des années soixante-dix ont financé d'énormes projets, écologiquement dommageables. Quand le paiement de la facture fut exigé, comme cela a été le cas, surtout après que la crise de la dette eut éclaté en 1982, des quantités plus grandes encore de ressources naturelles furent liquidées pour l'honorer. Dans l'ensemble du monde, 43 % de la forêt originelle des pays en voie de développement sont déjà irrémédiablement perdus.

« Ainsi, la destruction des forêts du Tiers Monde est responsable d'à peu près un cinquième du changement climatique général qui nous menace et le taux d'émission de gaz à effet de serre résultant de la déforestation a augmenté de quelque 50 % en dix ans seulement » (6).

Ce rapport entre les PAS et les droits de l'Homme jette un éclairage particulier sur le Système de Préférences Généralisées (SPG) avancé par l'Union Européenne. Celui-ci vise à subordonner au respect de quelques normes sociales fondamentales de l'OIT l'octroi d'avantages commerciaux supplémentaires. Ce sont en quelque sorte des clauses sociales incitatives pour des pays du Sud

4. PNUD, Rapport 1997, p. 26.

5. Susan George, *L'effet boomerang, choc en retour de la dette*, 1992.

6. Susan George, op. cit.

introduisant dans leur législation des mesures visant la protection sociale, le respect de l'environnement ou encore l'abolition du travail esclavagiste.

Les bonnes intentions présidant à ce type de démarche ne peuvent toutefois laisser dans l'ombre la responsabilité écrasante des institutions financières et économiques internationales, des multinationales et des politiques néo-libérales dans la violation des droits sociaux fondamentaux.

## Normes, mobilisations et législations sociales

Faire respecter les normes sociales de l'OIT ou encore essayer de préserver l'emploi par des clauses impliquant des sanctions commerciales n'est pas nécessairement la solution la plus juste, équitable et adéquate pour mener à bien ces objectifs.

Du « protectionnisme à but social » à l'alliance tactique avec des patrons pour défendre « nos » entreprises, il n'y a qu'un pas vite franchi. Et celui-ci ne peut que conduire tôt ou tard à de plus grandes régressions sociales dans nos pays mêmes.

De même, des sanctions commerciales (blocus, boycott...) exercées à l'encontre de pays du Sud ou de l'Est risquent bien, comme nous pouvons le constater, d'être au seul désavantage des populations.

Certes, des mesures de boycott ou des sanctions vis-à-vis de pays, voire de sociétés, ne sont pas à exclure. L'important, c'est qu'elles soient décidées et réalisées à la demande des acteurs syndicaux et sociaux des entreprises et des pays concernés.

Il n'y a pas de raccourcis magiques : les avancées sociales et juridiques, tant au Sud qu'à l'Est et au Nord, se réalisent avant tout à travers les mobilisations sociales.

Dans un système économique largement internationalisé, tout repli social en un lieu est mis à profit par les acteurs dominants et entraîne bien souvent un recul généralisé sous le prétexte de la course à la compétitivité.

Et cette course, on ne sait où elle s'arrête. Par contre, ce qu'on sait, c'est qu'elle est porteuse d'une logique de guerre : « si vous n'êtes pas assez compétitif, c'est quelqu'un d'autre, acceptant un salaire moindre, des horaires flexibles et des conditions de travail plus pénibles, qui récupérera votre emploi ».

Le bien-être des uns ne se nourrit pas de la misère des autres, et la mise en concurrence débouche en réalité sur une dégradation d'ensemble.

De même, toute avancée sociale, dans une entreprise, un secteur, un pays, en matière de conditions salariales et de travail,

de liberté syndicale ou d'âge de la main-d'oeuvre, ne peut qu'être bénéfique aux travailleurs des autres entreprises, des autres secteurs et aux populations des autres pays. Elle ne peut qu'être favorable à un changement des rapports de force et à des rapports de coopération.

Et ces avancées sociales impliquent la liberté d'organisation des travailleurs et des mouvements sociaux, la solidarité entre mouvements sociaux et humanitaires à l'échelle internationale, la coordination des actions entre organisations démocratiques et progressistes.

Les mobilisations et les avancées juridiques et législatives sont étroitement liées, les premières étant bien souvent à la base de ces dernières.

Autant il est important de codifier, dans les chartes

et les accords internationaux, les droits fondamentaux des personnes et des peuples, autant il est indispensable pour les organisations progressistes, politiques, syndicales et sociales de se doter d'outils autonomes, indépendants pour exercer un véritable contrôle social.

Se pose ici la notion de contre-pouvoir exerçant des missions d'enquêtes, dénonçant les situations d'injustice, mobilisant pour l'application et le respect des droits fondamentaux.

Par exemple, la dénonciation des orientations et des pratiques du FMI et de la Bm peut revêtir une véritable dimension mobilisatrice si elle repose sur des faits, des enquêtes, des évaluations menées par un contre-pouvoir indépendant reposant sur les organisations de résistance sociale.

Les associations de la solidarité internationale portent une responsabilité particulière dans la mise en place de ce contre-pouvoir, dans l'exigence de transparence et dans l'exercice d'un contrôle démocratique.

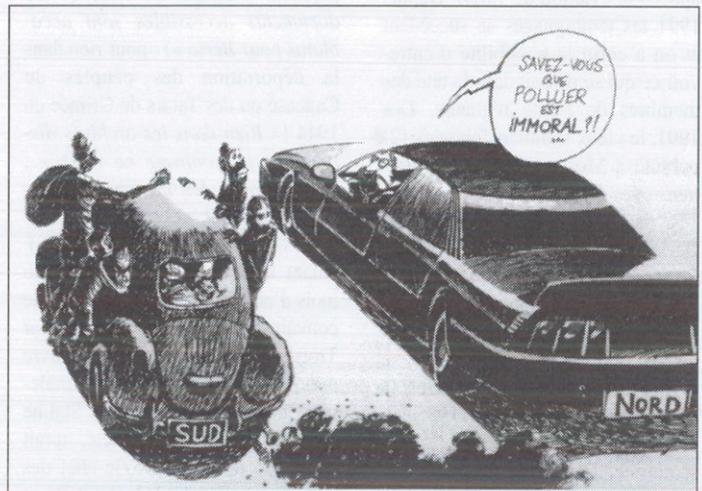
## Poser les jalons d'un développement durable

Alors que nos sociétés ont, en cette fin de XX<sup>ème</sup> siècle, les capacités techniques, scientifiques, financières et humaines d'assurer le bien-être minimal et indispensable à tous les habitants de la planète, l'économie capitaliste, soi-disant triomphante, prouve

son incapacité quotidienne à satisfaire les besoins élémentaires de l'humanité, à faire fructifier toutes les potentialités du progrès technique.

La perspective est une société fondée non sur le profit privé mais la satisfaction des besoins fondamentaux.

Pour cela, il n'y a pas de raccourcis magiques. Il s'agit de rompre avec le néolibéralisme, en commençant par l'élaboration et la mise en chantier de propositions,



de pistes alternatives.

Poser les jalons d'un développement durable, c'est par exemple exiger l'annulation de la dette du Tiers Monde, mettre un terme aux programmes « d'ajustement structurel » et permettre à ces pays de réaliser une déconnexion minimale du marché mondial, établir un flux positif de ressources financières vers eux, stopper la détérioration des termes de l'échange, alimenter un fonds de développement via la taxe Tobin, un impôt sur les grosses fortunes, soutenir les mouvements sociaux pour une véritable réforme agraire, etc.

Il va sans dire que cela nécessite la mise en place de nouveaux rapports avec le Sud, basés sur la solidarité, la justice sociale et les intérêts des populations.

Cela engage toute la responsabilité des mouvements syndicaux et sociaux du Nord pour miner ici les citadelles du néolibéralisme. ■



### Quand Sergo Béria plaide pour son père

Bien avant l'explosion du "camp socialiste", d'anciens apparatchiks, ou des membres de leur famille, avaient exprimé le besoin de parler (1). Il s'agissait toujours d'individus déçus et passés à l'Ouest (Svetlana, la fille de Staline ; Bajanov, son secrétaire) ou de bureaucrates déçus (Khrouchtchev après son éviction de 1964). Depuis 1991 les témoignages se succèdent et on a enfin la possibilité d'entrevoir ce qui se passait dans la tête des membres de l'élite régnante. Dès 1991, le vieux stalinien Tchouïev (2) publiait à Moscou ses « 140 entretiens avec Molotov ».

C'est maintenant au tour de Béria (3), l'ancien chef de la Sécurité de Staline, de prendre la parole. Certes, ayant été liquidé en 1953, quelque temps après la mort de Staline, il ne peut plus se défendre. Mais son fils, Sergo, est là pour prendre la relève. *Béria, mon père* est un ardent plaidoyer. La présentatrice, Françoise Thom, maître de conférences à la Sorbonne, qui « a recueilli et traduit ce témoignage, et établi l'appareil critique » nous prévient avec raison que « ce qui fait le prix de ces Mémoires est aussi ce qui doit nous inviter à les utiliser avec précaution. Sergo Béria a grandi dans un monde de mensonges, et de mensonges d'autant plus inextricables que la vérité était insoutenable ».

Les approximations et les contre-vérités abondent mais il paraît indiscutable que Sergo Béria croit à ce qu'il affirme et l'on a ainsi une des clés qui permet de comprendre comment les membres de la haute nomenclatura essayaient de se justifier auprès des leurs.

En gros, pour son fils, Béria « n'était certes pas un humaniste qui rêvait au bien du peuple. C'était un homme d'Etat, pragmatique, qui voulait obtenir des résultats ». Il voulait l'efficacité et, tout en admirant Staline, finit par être en désaccord avec lui (toujours au nom de l'efficacité) et à craindre d'être

liquidé à son tour. Chaque fois qu'il l'a pu, Béria aurait limité les dégâts, que ce soit dans le domaine de la répression, de l'antisémitisme ou de la politique étrangère. Malheureusement, d'autres témoignages et surtout l'ouverture des archives après 1991 viennent apporter des démentis formels à nombre de ses affirmations, ce que relève fort bien la présentatrice : son père n'aurait été pour rien dans le massacre des officiers polonais à Katyn en 1940 (« les documents accessibles sont accablants pour Béria ») ; pour rien dans la déportation des peuples du Caucase ou des Tatars de Crimée en 1944 (« Rien dans les archives disponibles ne confirme ce récit ») ; « Là encore, les documents d'archives disponibles n'étaient nullement la version de Sergo Béria ». Quant à l'assassinat de Trotski au mois d'août 1940, il aurait essayé de convaincre Staline d'y renoncer car Trotski n'était plus qu'un « cadavre politique » et son mouvement totalement noyauté par le NKVD. Staline n'en aurait fait qu'à sa tête, aurait convoqué Soudoplatov (le chef des "missions spéciales" du NKVD) et « supervisa lui-même les préparatifs ». Tout cela est totalement contradictoire avec le récit détaillé de Soudoplatov (4) racontant comment c'est Béria lui-même qui l'avait proposé à Staline pour éliminer « l'ennemi du peuple n°1 » et comment c'est à Béria qu'il rendit compte régulièrement du déroulement de l'opération.

Il y a en fait deux portraits opposés caricaturaux de Béria : face à l'homme d'action qui « réprouvait la violence et la dictature d'une minorité » décrit complaisamment par Sergo se dresse le « provocateur abject », le « gredin [qui] s'est élevé sur l'échelle gouvernementale au-dessus d'un nombre inconnu de cadavres » tel que l'a défini Khrouchtchev dans son rapport secret de 1956. Il lui était certes utile de faire de Béria l'âme damnée de Staline afin de disculper quelque peu ses héritiers. Mais la réalité était autre.

Indiscutablement plus intelligent

(avec Jerrold et Leona Schecter), *Missions spéciales, mémoires du maître espion soviétique Pavel Soudoplatov*, Seuil, 1994

5. Alexandre Adler, *Voyages en mémoire soviétique*, Le Monde du 5 novembre 1999

6. *Utopie critique* n° 7-8-9

7. Anna Larina Boukharina, *Boukharine, ma passion*, Gallimard, 1990.

et plus cultivé que ses collègues du Politburo, il savait, quand il le fallait, faire des tournants politiques ou même sauver quelques individus pour des raisons d'efficacité dans les secteurs où ils étaient irremplaçables (notamment des Juifs). A deux reprises il s'efforça de symboliser le libéralisme politique en profitant des opportunités de l'heure : en 1938 lorsque Staline le fit monter à Moscou pour remplacer Yéjov à la tête du NKVD et en 1953 lorsqu'il fut nommé ministre de l'Intérieur après la mort de Staline.

En 1938, après avoir fait exécuter par Yagoda puis par Yéjov tous ses concurrents potentiels (c'est-à-dire tous les anciens compagnons de Lénine) Staline jugea qu'une pause répressive était nécessaire, tant pour des raisons intérieures qu'internationales. Yéjov fut accusé de tous les péchés (puis liquidé), nombre de détenus furent libérés et les arrestations et exécutions se firent plus discrètement. Béria sut en retirer un certain prestige. De même, en mars 1953, après avoir sans doute contribué délibérément à retarder les soins médicaux octroyés à Staline, Béria comprit qu'une ère nouvelle commençait et qu'il importait de rapidement changer son fusil d'épaule. Il fit aussitôt amnistier les médecins juifs du « complot des blouses blanches », poussa à la réconciliation avec Tito, à la réunification de l'Allemagne, à l'arrêt de la russification de l'URSS et il fit ouvrir les portes du goulag à la moitié des détenus. Il comptait bien évidemment en retirer tout le bénéfice en URSS et à l'étranger et apparaître comme le successeur naturel du tyran disparu. Ses collègues firent bloc pour l'en empêcher. Il fut arrêté le 26 juin 1953 et violemment critiqué (en son absence) au Plenum du Comité central de juillet 1953 (dont la lecture des minutes détermina Françoise Thom « à s'intéresser au personnage de Béria et à recueillir le témoignage de son fils »). Officiellement il fut jugé en décembre 1953 et fusillé aussitôt après. Sergo Béria affirme qu'en fait, il fut assassiné chez lui lors de l'arrestation mais ses arguments sont minces.

Cet aspect contradictoire de Béria a été peu remarqué pendant l'ère de l'Union soviétique. Certes, dans un article récent du *Monde*, le journaliste Alexandre Adler (5) s'étonne

d'avoir été capable, dès 1981, « d'oser une comparaison entre les conceptions réformatrices de Béria du début des années 50 (...) et celles de Boukharine ». D'autres furent plus précoces et Michel Lequenne raconte, dans son étude captivante « *Les gangsters de la révolution* » (6) comment dès 1952-1953, avec quelques autres de la mouvance trotskiste, il avait su déceler un cours Béria distinct.

Cela étant dit, après avoir hautement apprécié le témoignage (même mensonger) de Sergo Béria et les

### Librairie La Brèche

8, Rue de Romainville, 75019 Paris

m é t r o T é l é g r a p h e

t é l : 01 42 38 04 14

f a x : 01 42 38 27 51

ouverture : lundi 14h-20h

mardi à samedi : 12h-20h

vente par correspondance

Paris, province, étranger :

**ENVOI GRATUIT**

notes critiques de sa présentatrice il persiste un mystère difficile à comprendre. Pourquoi ne signale-t-elle pas qu'en 1994 est paru à Moscou, dans la collection « *Les enfants sur leurs pères* », et sous un titre presque semblable (« *Laurent Béria, mon père* ») une version russe des Mémoires de Sergo Béria ? Et pourquoi ne dit-elle mot des omissions de la version française et des contradictions qui opposent les deux ouvrages ? Grâce à l'obligeance de l'historien Jean-Jacques Marie nous avons pu prendre connaissance des extraits les plus significatifs et nous en citerons deux. Six pages de la version en cyrillique sont consacrées à une visite discrète qu'aurait faite à Moscou en 1939 le physicien américain Robert Oppenheimer. Il aurait vécu 15 jours chez les Béria en se faisant appeler simplement Robert et se lia à Sergo. Plus tard son père lui aurait avoué qu'il était venu proposer ses services pour le projet de bombe atomique. Il n'y a là rien d'in vraisemblable. Après la guerre d'Espagne nombre d'antifascistes occidentaux considéraient l'URSS de Staline comme le bastion de la

1. Svetlana Allilouïeva, *Vingt lettres à un ami*, Le Seuil, 1967 ; Boris Bajanov, *Bajanov révèle Staline*, Gallimard, 1979 ; Nikita Khrouchtchev, *Souvenirs*, Le Club français du livre, 1971.

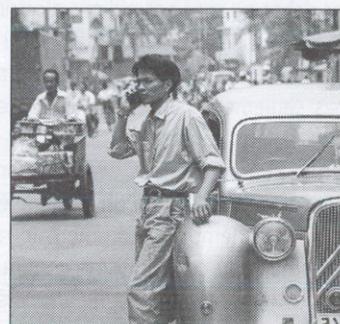
2. Felix Tchouïev, *Conversations avec Molotov*, Albin Michel, 1995

3. Sergo Béria, *Béria, mon père*, Plon/Critérion, 1999.

4. Pavel et Anatoli Soudoplatov



# Les cadres, les mineurs et le marché



Par  
Gerard Greenfeld\*

Deux phénomènes récents résument la transition vers le capitalisme au Viêt-nam.

Le premier est la prolifération des « marchés du travail en plein air » à travers le pays, où des centaines de milliers de travailleurs à la journée se rassemblent dans les principales villes et cités dans l'espoir d'un travail. Ceux qui ont la chance de trouver un job pour 24 heures gagnent moins de 20 000 dôngs (1,80 dollars US ou 1,66 euro), juste assez pour survivre un autre jour. C'est la dernière expression de la « flexibilité du travail » et de « l'adaptation aux forces du marché » que la direction du Parti a recherchée dans le processus de réformes. Déjà avant la première « mini-thérapie de choc » néolibérale de 1989 qui vit le licenciement de millions de travailleurs du secteur d'état et l'effondrement des coopératives rurales, les managers des entreprises d'état se mirent à embaucher une main-d'œuvre temporaire et des travailleurs à la journée dans le but d'accroître la productivité et le rendement, ce qui devait mener à une destruction graduelle de la sécurité de l'emploi et du revenu. Combinée à la privatisation des entreprises et des biens de l'état par la couche bureaucratique dirigeante, la mise en place d'un marché capitaliste du travail a généré un chômage de masse totalisant plus de 10 millions de travailleurs à qui les marchés du tra-

vail en plein air sont une des rares « occasions » qui leur sont laissées. Bien sûr, ils ont aussi la possibilité de travailler dans une des 41 Zones d'Exportation et d'Industrie créées pour attirer le capital transnational vers une force de travail passive et « bon marché ». Ici l'on préfère les jeunes travailleuses et les brutales conditions de travail ont conduit à de multiples grèves et protestations l'année dernière (1). A rapprocher du marché du travail en plein air et de ces Zones, le tourisme sexuel représente l'alternative qui s'est développée le plus rapidement face au gouffre

du chômage.

Le deuxième phénomène est l'introduction des dispositions sur le travail obligatoire de juillet 1997. D'après cette politique de mobilisation du travail, tous les travailleurs mâles de 18 à 45 ans sont tenus « d'offrir leur travail » pour construire des routes, des autoroutes, des ponts et des zones industrielles dans l'intérêt du développement économique national. Ils sont tenus d'assumer un labeur physique plusieurs jours chaque année — sans être payés — dans le cadre de quelques-uns des plus vastes projets d'infrastructure établis avec des prêts de la Banque mondiale et du gouvernement japonais. Presque tous ces projets sont établis avant tout pour servir les intérêts du capital domestique et international avec des autoroutes et des routes menant vers les zones industrielles d'investissements étrangers. De plus, avec ces dispositions,

(lire la suite p. 14)



résistance au nazisme. Or le nom d'Oppenheimer ne figure même pas dans l'index des noms cités de la version française... Plus loin, dans la même version, Sergo estime que « nous avons laissé choir les communistes grecs » que les Anglais combattaient militairement en 1944-1945 alors que dans le texte russe plusieurs paragraphes sont consacrés à pourfendre les historiens qui osent prétendre que l'URSS avait lâché les partisans grecs après que Staline et Churchill se soient partagé leurs sphères d'influence dans les Balkans.

Il est vrai que ce passage vient après l'affirmation que jamais l'Union soviétique n'a livré d'antifascistes allemands à Hitler...

Un jugement assez perspicace sur Béria a été émis par la veuve de Boukharine, Anna Larina. Elle raconte dans « Boukharine, ma passion » (7), paru en 1990, qu'elle avait rencontré Béria à deux reprises en Géorgie en 1928 et en 1932. Il avait souhaité à la belle jeune fille qu'elle était alors « une vie longue et heureuse ». Elle en avait gardé le souvenir de « quelqu'un d'intelligent et d'effica-

ce » et « il était impossible de déceler en lui un quelconque caractère dépravé ». Arrêtée fin 1937, elle va se retrouver en face de lui à Moscou en décembre 1938 alors que son mari a été fusillé au mois de mars. Elle ne savait pas que Yéjov avait été accusé des excès de la répression, démis de ses fonctions et remplacé par Béria en face duquel elle se trouve assise. Celui-ci va se montrer prévenant et en même temps il l'oblige à promettre de ne plus en parler si elle voulait rester en vie. « Le mensonge, l'hypocrisie — voilà ce qui se cachait derrière ce

masque d'amabilité » conclue-t-elle après avoir longuement relaté la « conversation-interrogatoire » qui se déroula. Elle précise ensuite que Béria était bien un « carriériste sans principe » mais qu'il était également un « monstre », ce dont elle s'est aperçue par la suite « grâce aux nombreux récits et souvenirs des gens qui avaient directement eu affaire à lui au cours d'une enquête ».

Le plaidoyer du fils ne fait que rendre plus crédible le jugement d'une de ses célèbres victimes.

Jean-Michel Krivine

\* Gerard Greenfeld est membre de la direction de l'UITAA (Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation et de l'Agriculture). L'article que nous reproduisons ici a été d'abord publié dans la revue *New Politics*, n° 25, 1998.

1. Gerard Greenfield, *Vietnam - Labour Protests in the Export Processing Zones, International Viewpoint* n° 296, 1998. Voir également : *Strikes in Vietnam : Between discipline and dignity, Asian Labour Update* n° 19, 1995.

les riches ne sont pas obligés d'offrir leur travail puisqu'ils peuvent le remplacer par une donation en espèces à l'état. Cela ne reflète pas seulement l'abandon de toute prétention à l'égalitarisme (le pouvoir et les privilèges bureaucratiques avaient montré qu'il ne s'était jamais agi d'un système égalitaire) mais cela démontre comment le régime se réclamant du communisme continue à utiliser les « mobilisations » de la stratégie stalinienne de l'industrialisation en combinaison avec un marché du travail capitaliste, « libre » et flexible (2).

### Les « bonnes traditions révolutionnaires »

Le mouvement d'industrialisation, au début des années 60, comptait fortement sur la mobilisation politique du travail à travers à la fois la coercition et le consentement, imposant un nouveau et un ancien système de contrôle du travail en poursuivant les buts productivistes du capitalisme. En suivant le modèle d'industrialisation stalinien, un système de direction techniciste (taylorisme) qui privilégiait les connaissances et l'autorité des directeurs et des ingénieurs



Mine de Honggay au cours des années 60

sur les travailleurs, se combinait avec les discours officiels sur « l'ouvrier modèle », les « héros du travail » et, bien sûr, « la classe ouvrière révolutionnaire ». Toutefois une grande partie de la rhétorique officielle sur la classe ouvrière était en porte-à-faux avec l'incapacité proclamée des travailleurs à remplir leur « mission historique ». En 1988, par

exemple, les dirigeants syndicaux vietnamiens attribuèrent la crise de la production et de la distribution à « la paresse, l'indiscipline, la violation de la propriété socialiste, le gaspillage, le travail-bidon et les vices sociaux » ; c'étaient des manifestations du « négativisme » des travailleurs et de leur échec à atteindre la maturité d'une classe ouvrière moderne (3). Cet échec justifia alors un contrôle accru des managers sur le processus de production et la formalisation des principes capitalistes de contrôle du travail et de discipline. En ce sens « l'autonomie directoriale » ainsi que d'autres réformes des entreprises d'état visaient avant tout à court-circuiter le pouvoir de négociations collectives des ouvriers et à briser leurs actes quotidiens de résistance.

Cette lutte fut plus intense dans les mines de charbon appartenant à l'état de la province du Nord de Quang Ninh, que l'on appelle dans le peuple vung mo (le pays des mines). Le 12 novembre 1969, les leaders du Parti célébraient les « bonnes traditions révolutionnaires » des mineurs de charbon, en même temps qu'ils les accusaient de n'avoir su « prendre conscience qu'ils étaient les maîtres de la communauté ». A nouveau cet « échec » fut utilisé pour justifier des mesures temporaires comme le salaire aux pièces et le droit pour les directeurs d'engager et de renvoyer à leur gré (4). En fait, la référence aux « bonnes traditions révolutionnaires des mineurs » est faite chaque année par l'élite du Parti le 12 novembre, Jour des mineurs du charbon, qui rappelle la grève générale des

30 000 mineurs de Hong Gai et Cam Pha contre les compagnies minières françaises en 1936. Mais plutôt que de rappeler l'auto-organisation et l'action collective socio-politique des mineurs, l'histoire de « la section la plus militante de la classe ouvrière » (5) est représentée comme un assemblage étroit d'aspirations nationalistes et productivistes

inspirées par le Parti communiste et le mouvement syndical qui les avaient « organisés » d'en-haut. De façon ironique, les notions de discipline industrielle et d'obéissance sont présentées comme l'essence de ces « bonnes traditions révolutionnaires » alors que la résistance et les protestations contre l'exploitation et la domination (qui sont les vraies traditions des grèves de 1936) sont décrites comme une violation de ces traditions. En ce sens le parti-État utilise le passé radical des mineurs pour contenir le radicalisme et la résistance présente des travailleurs.

Cela ne s'applique pas seulement aux mineurs de charbon. Au cours des mois de juillet et d'août 1997, plusieurs milliers de paysans dans les provinces du Nord de Thai Binh et Hoa Binh s'engagèrent dans des manifestations de masse contre l'appropriation illégale de leurs terres et de leur production par les représentants officiels locaux du Parti et de l'état, de même que contre les taxes et impôts excessifs imposés par l'état. Les bureaux et les voitures des cadres du Parti et des officiels des Comités du peuple furent attaqués et brûlés par les protestataires rendus furieux par leurs abus de pouvoir et la richesse personnelle qu'ils avaient accumulée dans les récentes années. Au début septembre, l'organe du Parti, *Nhan Dan* (le Peuple), annonça que l'armée était intervenue pour restaurer l'ordre, en arrêtant les meneurs qui avaient retourné la « tradition révolutionnaire » de la province (6). Bien évidemment, étant donné l'ampleur des manifestations et l'imbrication très claire de revendications politiques et économiques, il semblerait plutôt qu'ils revenaient en fait à cette tradition !

### La crise et les réformes au « Pays des mines »

Depuis le début des années 60, le sentiment d'aliénation des mineurs et leur résistance au contrôle bureaucratique de la production s'est exprimé par la grève perlée (*lan cong*) et la désertion des mines pour retourner dans leurs villages (*bo ve lang*). Les désertions posaient tout particulièrement problème au contrôle bureaucratique du Parti-État sur les travailleurs en dehors des mines. En réponse à cette « crise », la direction du Parti-État octroya aux directeurs un plus grand pouvoir pour limiter le libre déplacement des travailleurs et instaurer de nouvelles stratégies en matière de discipline et de contrôle. Finalement, l'introduction du salaire aux pièces avec un plus large éventail, l'octroi de plus grandes possibilités pour répartir et rationaliser le travail au niveau de

2. Comme lors des stratégies de mobilisation utilisées dans les années 80, les élites dirigeantes ont également mis en œuvre une « tradition » inventée de travail corvéable où les paysans offraient leur travail non rémunéré à l'état. Voir Alexander Woodside, *The Asia-Pacific idea as a mobilization myth*, dans Arif Dirlik (ed.) *What is a Rim ? Critical Perspectives on the Pacific Region Idea*. Boulder: Westview, 1993.

3. Rapport sur la situation et les tâches des syndicats, présenté par Duong Xuan An, secrétaire général de la Confédération Générale du Travail du Vietnam au 6e congrès national des syndicats vietnamiens, octobre 1988.

4. Discours de Le Dai, secrétaire du bureau du

comité du Parti de la province de Quang Ninh. Hanoi Home Service 4h30 GMT 12 novembre 1969, traduit dans le *BBC Summary of World Broadcasts*, Far East, FE/W546/A/14-15.

5. Nguyen Khac Vien, *Historical background*, dans Nguyen Khac Vien et Huu Ngoc (eds), *Vietnamese Literature : Historical Background and Texts*. Hanoi : Red River Foreign Languages Publishing House, 1984.

6. *Nhan Dan* (Le Peuple), 8 septembre 1997.

7. Gerard Greenfeld, *The Development of Capitalism in Vietnam*, dans Ralph Miliband and Leo Panitch (eds), *Between Globalism and Nationalism : Socialist Register 1994*. Londres : Merlin Press, 1994.

la production, renforcèrent la discipline capitaliste du temps de travail (7).

Il est important de noter qu'il y avait une importante raison à la « crise » de la production charbonnière du début des années 80 : près de 3 000 mineurs d'ethnie chinoise (Hoa) furent chassés des mines pendant le conflit sino-vietnamien de 1978-1979. Étiquetés saboteurs et espions, selon la rhétorique nationaliste du Parti-État, les mineurs les plus hautement qualifiés furent contraints de traverser la frontière avec la Chine. Ironiquement, ce furent ces mineurs d'ethnie chinoise qui avaient organisé la première grève dans les années 30. Il se révéla impossible de les remplacer. Le Ministère de l'Énergie et les compagnies minières d'état organisèrent des campagnes de recrutement dans la province voisine de Hai Hung et dans celles de Nghe Anh, Thanh Hoa et Thai Binh. Des drapeaux et des slogans poussèrent les paysans et les ouvriers à aller dans les mines de charbon de Quang Ninh en leur promettant l'exemption du service militaire. Les gens étaient encouragés à y aller avec leurs enfants, à construire leur maison et à rester. Mais en fin de compte, selon Huynh Thai, seulement une dizaine de milliers de personnes furent amenées aux mines et ceux qui étaient venus désertèrent après seulement dix jours (8). L'Union Nationale des Travailleurs de l'Énergie estima que plus de 20 000 désertèrent la mine dans les années 80.

La lutte dans les mines de charbon devait connaître un changement significatif avec les réformes « expérimentales » dans les mines de Deo Nai et Mao Khe en 1980-1981, qui furent généralisées à toutes les mines d'état au milieu des années 80 (9). Cela débuta avec le directeur de la Compagnie Houillère Uong Bi qui imposa un système de « *management contractuel* » à la mine de Mao Khe, avec un salaire aux pièces à la place du salaire mensuel établi. Et juste alors que les mineurs augmentaient leur rendement pour rattraper leur ancien niveau de salaire, on réduisit de 15 % la rémunération pour une tonne de charbon. De ce fait les mineurs et leurs familles furent obligés de se livrer à l'agriculture et à d'autres jobs pour augmenter leurs revenus décroissants (10). En même temps, les revenus des directeurs et vice-directeurs augmentaient rapidement au sein des compagnies houillères d'état, atteignant de 4 à 6 fois le revenu total des travailleurs (11). Bien sûr cela ne fait référence qu'à leurs salaires officiels et ne comprend pas les « *extra* » accumulés à travers les opérations illégales des mines privées au sein des mines d'état.

Dans une autre mine d'état, la Compagnie Houillère Thong Nhat, le directeur introduisit des contrats individuels qui comprenaient chacun des quotas fixés avec amendes et sanctions s'ils n'étaient pas atteints. Avec ces nouveaux contrats chaque porteur ou trieur de charbon était payé au poids et les mineurs à la taille avaient une distance minimum à parcourir chaque mois. Par la suite, ces contrats furent renforcés, la direction annonça que « *les abus pendant le temps de travail avaient été éliminés* » en faisant référence non seulement à la grève perlée mais aux discussions et aux meetings — autrefois essentiels pour les stratégies mobilisatrices du Parti-État — qui ne devaient plus se tenir pendant les heures de travail (12).

En 1989, le pouvoir de facto des directeurs d'entreprises d'état dans toutes les industries fut reconnu par le Parti-État et avec la « *mini-thérapie de choc* » de ces années ils eurent le droit de réduire la force de travail au nombre nécessaire pour devenir profitable. Dans l'industrie minière les travailleurs résistèrent collectivement au licenciement de masse aboutissant à un compromis boiteux où ils conservaient leur travail mais n'étaient pas payés. Après 3 mois de travail gratuit les mineurs d'une des mines d'état de Ha Tu vendirent tout ce qui se trouvait sur le site (13). Dans l'une des mines les plus anciennes, gérée par la Compagnie Houillère Hong Gai, le directeur affirma que la rationalisation économique exigeait une réduction de la force de travail de 13 000 à 7 000, mais cela était impossible en raison du risque de protestation collective (14). La réponse des directeurs des compagnies houillères d'état fut de se retirer complètement de la production et de se concentrer sur les activités financières alors qu'ils achetaient le charbon aux « *mines bandit* » (*tan to phi*) illégales.

### Le « *Capitalisme Bandit* » et le Marché

Le « *rush de l'or noir* », fin 1989, vit l'afflux de 20 000 paysans et travailleurs agricoles des provinces voisines vers les « *mines bandit* » de Quang Ninh. Beaucoup cherchaient à échapper à la pauvreté et aux privations entraînées par l'écroulement des coopératives et des fermes d'état ainsi que par l'appropriation privée de leurs terres par les officiels locaux du Parti et de l'état. Le coût du travail dans les « *mines bandit* » ne correspondait qu'à une petite fraction du

salaire du secteur minier étatique et les travailleurs devaient faire des journées de 12 à 16 heures sans aucune condition. Des centaines de mineurs y ont été tués dans des accidents chaque année. Selon Huynh Thai, les propriétaires de mine tentent d'éviter de payer pour recouvrir les corps et « *dans certains cas, l'employeur fait creuser une fosse*



Mine de Quang Ninh exploitée à la main en 1994

sur place pour supprimer toute trace » (15).

La plupart des « *mines bandit* » que j'ai visitées étaient dirigées par des officiels locaux, des officiers de l'armée et des entrepreneurs capitalistes de Ha Long City et de Hong Gai. Il y avait de petits puits souterrains de seulement 5 ou 6 mètres de profondeur sans poutres de support. Les travailleurs étaient essentiellement des jeunes gens et des garçons des zones rurales qui vivaient dans des abris de fortune à côté de la fosse. Plus au nord se trouvent de plus grandes « *mines bandit* », employant des douzaines de mineurs qui travaillent avec des pics et des pioches dans des puits de 30 à 170 mètres de profondeur. Dans des conditions telles que pour Huynh Thai, le cinéaste Nguyen Khac Loi — qui avait réali-

8. Huynh Thai, *Than lau* (le charbon illégal), *Van Nghe* (littérature et arts), 19 septembre 1992.

9. *Quang Ninh*, 18 septembre 1984; 10 novembre 1984; *Nhan Dan*, 6 mars 1981.

10. Nguyen Hong, *Mo than Mao Khe* (la mine de charbon de Mao Khe), *Quang Ninh*, 18 septembre 1984.

11. Hong Quang, *Thay gi qua mot cuockiem tra* (que pouvons-nous apprendre d'une mesure ?), *Lao Dong va Cong Doan* (Travail et syndicat), juillet 1994.

12. *Quang Ninh*, 14 mars 1985; *Nhan Dan*, 10 avril 1987.

13. Minh Tam, *Than phan nguoi tho mo* (le destin des mineurs), *Lao Dong va Ha Hoi* (travail et société), 5-11 août 1994.

14. Minh Tam, *Than phan nguoi tho mo* (le destin des mineurs).

15. Huynh Thai, *Than lau* (le charbon illégal).

## Viêt-nam

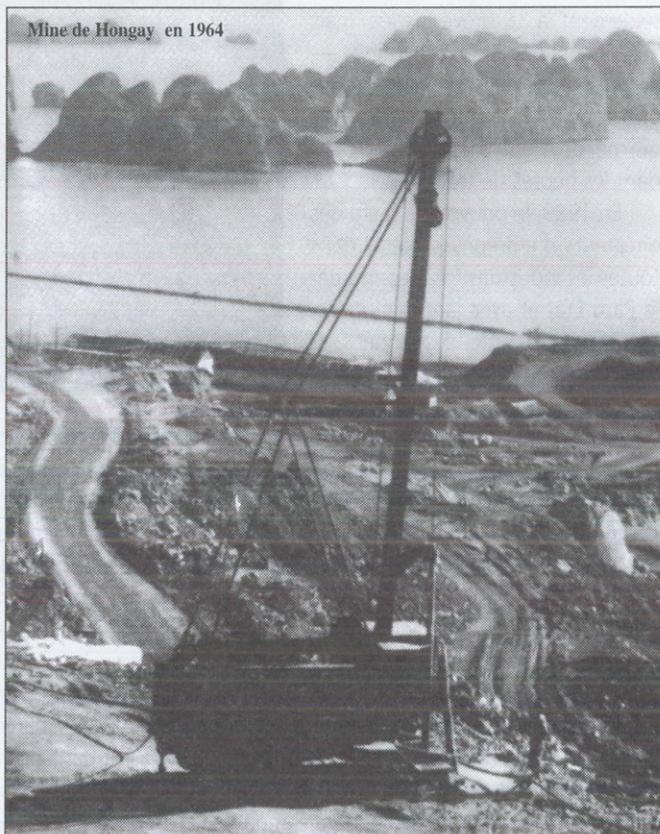
sé un film en 1985 sur les grèves de mineurs de 1936 contre les compagnies houillères françaises — n'aurait eu qu'à attendre quelques années de plus et il aurait eu un ensemble tout prêt pour son film. Il n'y aurait pas eu besoin de faire des extra et de recréer les conditions préindustrielles, ce qui était nécessaire à la veille du doi moi en 1985 (16). La violence extrême et l'exploitation qui régnaient dans les « mines bandit » sont décrites par To Ngoc Hien, un écrivain local qui se rendit sur une « colline avec des fosses à ciel ouvert où les mineurs se battent

et tuent pour chaque pouce de ce qu'on appelle "la colline Him Lam" ». Il y fut le témoin du raid d'une unité de police : « Je demeurai abasourdi par la dévastation du bassin de Dong Huy, avec la fumée remontrant des tentes et des campements brûlés qui représentaient en fait la sueur et les efforts de milliers d'individus. Dans l'un des camps l'escouade d'attaque avait confisqué 40 pains de dynamite, 10 kilos d'explosif, 15 lampes à huile, 5 bidons d'huile, 3 bocaux d'alcool, en même temps que 100 grammes de riz noir (opium) et ... une prostituée ! Une fois que vous avez additionné et

multiplié ces chiffres par le nombre de camps, avec 300 mines, 130 dirigeants,

*environ 100 négociants de charbon et 4 500 travailleurs exploités, imaginez-vous comment et combien de cartouches, d'explosif, d'huile et d'alcool, de riz noir et de prostituées sont entraînés dans ce gouffre chaque jour, chaque mois ? »*

Naturellement, le raid n'est qu'une partie de la bataille pour le territoire depuis que la police économique est également impliquée dans les mines de charbon illégales (17). Comme To Ngoc Hien le remarque, le droit de propriété et le contrôle sont réglés par des luttes violentes entre bandits capita-



listes : « Un puits de mine — à ciel ouvert — est passé entre les mains de cinq propriétaires qui n'avaient aucun papier ou certificat. Cela signifie que tous les propriétaires et possesseurs de puits sont cachés et que tout un chacun peut faire une transaction sur ce qui ne lui appartient pas. Ainsi pendant que du sang et des larmes sont versés dans les puits par ceux qui sont occupés à extraire le charbon, pendant que leurs corps sont traumatisés, leurs épaules et leur abdomen frappés par les pics et les leviers, des gangs de surveillants et de chefs arrivent pour proclamer leur contrôle des puits et s'emparer de cette affaire faite de sueur et de sang » (18).

Des images semblables sont rapportées par Huynh Thai, qui a écrit sur la littérature et les arts en pays minier. Ses commentaires sur la politique économique locale de transition relie les « mines de charbon bandit » aux officiels et managers d'état, aux élites

locales et à de puissants intérêts à Hanoi. L'issue de cette transformation est inscrite dans la conclusion de Huynh Thai : « La vie et le travail du peuple sont écrasés par la nouvelle classe exploiteuse » (19).

### L'embourgeoisement des bureaucrates

Très clairement, cette nouvelle classe exploiteuse a émergé des rangs de l'appareil du Parti-État. Lorsque 18 méga-corporations étatiques ont été créées dans le secteur d'état en 1994, un nouveau conglomérat appartenant à l'état, Vinacoal, a été formé grâce à la fusion de la direction des 4 compagnies houillères étatiques, de la société d'exportation Coalimex et d'entreprises houillères locales. Bien qu'il ait été proclamé que Vinacoal rétablirait le contrôle de l'État sur l'industrie minière et mettrait fin aux « mines bandit » ce qui en fait arriva fut que Vinacoal se contenta de centraliser les achats de charbon aux « mines bandit » et encouragea leur expansion. La raison en était que presque tous les directeurs des compagnies minières d'état travaillaient avec les « mines bandit ».

Deux des plus grandes sociétés étatiques de Vinacoal, la Hong Gai Coal Company et la Quang Ninh Coal Company travaillaient avec 300 « mines bandit ». Cela permettait aux directeurs et à leurs alliés politiques locaux d'accumuler d'énormes richesses privées tout en continuant à abaisser le pouvoir collectif du secteur minier étatique dont la production dégringolait.

Alors que Vinacoal était prié par la direction centrale du Parti-État de doubler les exportations de charbon il n'employait que 10 000 des 70-90 000 travailleurs de cette industrie (20).

Profitant de ces réformes de marché, des officiers de haut rang à Quang Ninh étendirent leur activité aux « mines bandit ». Environ 7 000 soldats-travailleurs sont employés dans 20 mines dirigées par des unités de l'Armée du Peuple. Même les mines qui fonctionnaient avec le « Corps d'armée de la milice du charbon », constitué en 1968 pendant les bombardements américains massifs sur le Nord Viêt-nam, furent récupérées par des officiers de haut rang (21). En 1995 j'ai interrogé un général à Hong Gai sur l'exploitation des soldats de la milice comme main d'œuvre à bon marché et sur le taux élevé d'accidents et de sinistres provoqués par les pauvres conditions de travail des cinq mines sous son contrôle. Comme on pouvait le prévoir il pointa du doigt ses médailles puis une photo jaunée sur le mur qui représentait une batte-

16. ibid.

17. *Lap lai trat tu trong khai thac va kinh doanh than* (pour rétablir l'ordre dans l'exploitation du charbon et les affaires), *Quang Ninh*, 14 juillet 1994.

18. To Ngoc Hien, *Lai noi ve than 'tho phi'* (à propos des « mines de charbon bandit »), *Quang Ninh*, 17 et 19 mai 1994.

19. Huynh Thai, *Than lau* (le charbon illégal).

20. Do Hoang, *Quang Ninh sap xer lai lao dong* (réorganisation de la force de travail à Quang Ninh), *Lao Dong Xa Hoi* (travail et société), 27 octobre-2 novembre 1994 ; *Lap lai trat tu trong khai thac va kinh doanh than* (pour restaurer l'ordre dans les exploitations de charbon et les affaires), *Quang Ninh*, 14 juillet 1994.

21. Hoang Tuan Duong, *50 nam-mot chang duong xay dung va chien dau cua tu ve vung than* (50 années de construction et de luttes des milices des mines de charbon), *Nang Luong* (revue de l'Énergie), novembre 1994.

rie antiaérienne et il répliqua : « Vous voyez ? Vous voyez ça ? Ce sont mes mines. Et je peux faire ce que je veux avec elles ». (Depuis lors, son activité d'affaires s'est étendue aux hôtels de luxe, aux restaurants, au commerce d'export-import et à la banque). Sa réponse résume la manière dont le pouvoir symbolique de la lutte anti-impérialiste dans le passé est utilisé par l'élite bureaucratique régnante pour accumuler des richesses privées dans le présent. Tandis que pour les travailleurs les « bonnes traditions révolutionnaires » signifient discipline industrielle et acceptation des ravages du marché.

To Ngoc Hien relie de façon explicite la violence et l'exploitation dans les « mines bandit » à l'imposition des forces du marché pendant la « rénovation » et il les considère comme étant la conséquence de la véritable logique du marché plutôt que comme une aberration :

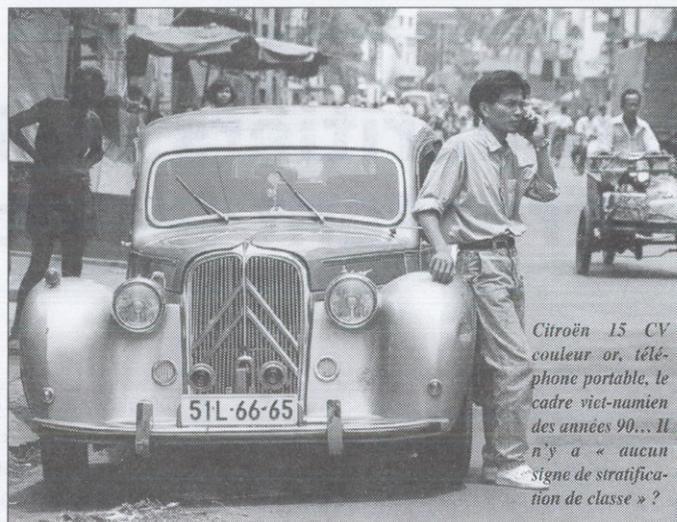
« Les morceaux de charbon ne représentent plus seulement des larmes, de la sueur et un peu de pain mais de l'alcool et du riz noir, de la drogue et des prostituées. D'ailleurs, beaucoup de gens protestent contre l'appellation "mines de charbon bandit" arguant qu'elles résolvent les problèmes économiques de quelques organisations et unités (...) et que cela crée de l'emploi pour un grand nombre de chômeurs dans une société en train de passer d'un système centralisé de subventions à une économie de marché ».

En vérité, en dépit du chaos, du désordre et de la violence systémique impliquée, la

nécessité du marché est devenue l'idéologie dominante au Viêt-nam. Nguyen Khac Hien, l'un des conseillers économiques de pointe de l'élite dirigeante, va plus loin en affirmant son caractère inévitable. « Le marché et l'économie de marché sont l'achèvement commun de la civilisation humaine. Le marché est apparu avant le capitalisme et continue à exister

pendant et après le capitalisme » (22). Ceci, selon un autre leader économiste, Tran Phuong, rend sans objet tout débat sur l'économie de marché. Toute tentative de discuter si le marché est « bon » ou « mauvais » est pur subjectivisme : « Le genre humain n'a pas le droit de choisir ce qui est préférable pour lui — l'économie de marché ou l'économie planifiée comme on choisit une chemise verte ou une chemise rose. Seules les conditions objectives économiques peuvent déterminer quel système leur est convenable. Cette nécessité objective explique pourquoi l'esclavage fut une fois une force motrice pour la société humaine en dépit de son inhumanité » (23).

Bien entendu, Tran Phuong n'hésite pas à envisager la possibilité que c'est précisément à cause de son inhumanité que l'esclavage a été renversé. En fait la nouvelle orthodoxie du marché libre en a entièrement terminé avec la notion d'exploitation. En légitimant le concept de « l'économie de marché à orientation socialiste », Le Huu Tang, vice-directeur du Centre vietnamien des sciences sociales et humaines, pose la question : « Est-il possible d'arriver à la conclusion que la justice sociale a été sérieusement violente, que le socialisme a été altéré ou que la société présente peut être divisée en deux classes opposées, une classe exploiteuse et une classe exploitée ? ». Sa réponse est que le socialisme n'a pas été altéré et que ses buts égalitaires ont été conservés. Cette conclusion est basée sur la notion que « la polari-



Citroën 15 CV couleur or, téléphone portable, le cadre vietnamien des années 90... Il n'y a « aucun signe de stratification de classe » ?

sation entre les riches et les pauvres n'est pas un indice d'inégalité mais bien d'équité : ceux qui travaillent dur et bien gagnent le plus ; ceux qui travaillent de façon inefficace et sans résultats gagneront le moins ». En outre, puisque la nouvelle richesse « n'est pas » le résultat de la propriété privée des moyens de production ou de l'exploitation du travail salarié, il n'y a « aucun signe de stratification de classe » (24).

Après une décennie de réformes, les grèves perlées et les désertions ont été annihilées par les impératifs du marché. Plutôt que désertir, des milliers de chômeurs et de travailleurs non payés dans les mines d'état retournent maintenant dans leur village. Sous le nouveau régime coercitif du marché du travail capitaliste, le travail « meilleur marché » se dirige vers les mines à partir des villages et des villes affrontés au chômage massif. Comme Huynh Thai le remarque, il n'y a plus aucune campagne pour recruter des travailleurs pour la mine et, en l'absence de drapeaux et de slogans, des dizaines de milliers d'entre eux s'y rendent pour des salaires de famine. Le fait que les travailleurs migrants quémangent un travail à la mine signifie que les salaires sont très peu négociés (s'ils le sont). Et Huynh Thai de conclure : « C'est simple. Le travail est traité plus rapidement que toute autre marchandise » (25). ■

22. Nguyen Khac Hien, *On the market economy with socialist orientation*, Vietnam Social Sciences, n° 3 (53), 1996.

23. Tran Phuong, *Nhung van de kinh te cua thoi dai : Kinh te thi truong vi sao thang te ?* (perspectives économiques de l'époque : pourquoi l'économie de marché a-t-elle pris de l'ascendance ?), *Thoi Bao Kinh Te Viet Nam* (les heures économiques du Vietnam) n° 13, 31 mars- 6 avril 1994.

24. Le Huu Tang, *Polarization between rich and the poor and social equality*, Vietnam Social Science, 4 (42), 1994.

25. Huynh Thai, *Tban lau* (le charbon illégal).



# Les héritiers de Khomeini affrontent les étudiants

Par  
M. Agah\*

Les manifestations massives d'étudiants qui ont secoué Téhéran et les autres villes iraniennes au cours de la seconde semaine de juillet représentent un changement important en Iran.

L'histoire contemporaine de l'Iran est pleine d'événements similaires contre les régimes despotiques. La révolution de 1979, rappelons-le, avait germé, s'est développée et avait été soutenue essentiellement dans les universités. Même Khomeini, dont nombreuses sont les citations qui ne témoignent



Le président Khatami  
et Ali Khamenei, le Guide de la révolution

d'aucune sympathie envers les étudiants et les universités, était plein de louanges pour les étudiants en septembre 1979, six mois après la chute du Shah : « Les étudiants iraniens, qui avaient affronté les privations, la torture et les épreuves durant de longues années d'oppression par le régime du Shah (...) ont été soumis à toutes les formes de pression, à la détresse et à l'intimidation parce qu'ils ont osé se soulever contre la dictature, le despotisme et qu'ils ont refusé de se soumettre aux forces du mal. »

Mais six mois plus tard, quand il eut compris qu'il ne pourrait pas manipuler les étudiants à sa guise, le même ayatollah

\* M. Agah, militant marxiste révolutionnaire iranien exilé, anime la revue "En défense du marxisme" publiée en persan. Au sommaire du n° 2 (été 1999) de cette revue vous trouverez des articles de M. Agah, J. Kalibi, E. Mandel et J. Albarracín. Pour tout contact : DDM-IRA c/o La Brèche, 8 rue de Romainville, 75019 Paris, France. E-mail : <ddm\_ira@voilà.fr>

Khomeiny qualifiait les universités de « centres de corruption » propices aux « rêveries licencieuses ». Il leur déclarait la guerre, lançait contre eux sa sanglante « révolution culturelle » et déclarait que « Tous les problèmes affligeant l'humanité ont leurs racines dans les universités ». C'est dans une telle atmosphère que le régime mobilisait ses forces paramilitaires qui investirent les universités, en avril 1980, sous le prétexte de les « islamiser » par une « révolution culturelle ». Il réalisait ainsi deux objectifs : il purgeait la sphère éducative des partisans d'opposition, qui constituaient la grande majorité des étudiants et des enseignants, et, en recourant à ses bandes paramilitaires, il instaurait sa loi et son ordre dans le pays. Presque vingt ans plus tard le régime a essayé d'employer la même méthode dans une situation entièrement différente.

Au cours des deux décennies passés, le régime islamique n'est pas parvenu à laver les cerveaux de la population, bien qu'il se soit assuré le contrôle absolu des universités et d'autres centres culturels et éducatifs, qu'il ait imposé une idéologie islamique et son respect absolu à tous les secteurs de la société et qu'il ait eu recours à une politique d'inquisition moyenâgeuse. Cette résistance culturelle est une menace constante pour le régime islamique. Le régime sait parfaitement que les revendications de liberté, de démocratie et de justice sociale, portées par les étudiants, sont celles du peuple iranien tout entier. Aussi il a répondu par la répression féroce. Notons que les deux fractions du régime islamique — les « fondamentalistes », partisans du pouvoir despotique absolu, et les dits « modérés », qui tentent de préserver aussi longtemps que possible le régime vacillant en ravalant sa façade — se sont unies dans la répression de la mobilisation populaire.

## Un régime en crise

Après deux décennies du règne du régime islamique l'économie iranienne est aux abois. Près de dix années de réforme écono-

mique, menée par l'aile "modérée" du régime incarnée par l'ex-président Rafsanjani, pour répondre aux exigences de la finance internationale et d'organisations telles le FMI et la Banque Mondiale, n'ont pas amélioré la situation. La corruption a submergé le régime. Nombre d'officiels se sont immensément enrichis au travers du marché noir, favorisé par le monopole étatique du commerce extérieur. D'autres sont devenus très riches en achetant à très bas prix les industries nationalisées. Le cas de Rafighdoost, ex-chef des pasdarans, qui dirige aujourd'hui la plus grande entreprise étatique en Iran et passe pour un des rares hommes de confiance de Khamenei, est à ce titre exemplaire. Il y a quelques années sa participation dans le scandale du transfert de la somme astronomique de 123 milliards de Rials vers une banque suisse avait provoqué une tempête en Iran. Il est pourtant toujours à son poste.

Dépendant des exportations pétrolières, le budget iranien est déficitaire lorsque le cours du pétrole baisse, comme ce fut le cas jusqu'à récemment. Une dette étrangère d'environ 16 milliards de dollars et un endettement courant de la Banque centrale, qui s'élève à 11 milliards de



dollars, pèsent sur l'économie du pays et sur les marges de manœuvre du régime islamique. Qui plus est, l'industrie pétrolière vieillissante nécessite des investissements importants : les besoins de l'Iran pour les investissements dans le seul secteur pétrolier sont estimés à 100 milliards de dollars au cours des dix prochaines années.

Le chômage touche de plus en plus largement la population. En absence de statistiques fiables, beaucoup d'analystes estiment le taux de chômage à 40 %, voire plus. La population iranienne s'est accrue rapidement depuis la révolution. Aujourd'hui la moitié des 65 millions d'Iraniens ont moins de 18 ans et on estime qu'il faudrait créer un million de nouveaux emplois chaque année pour embaucher cette jeunesse. Or la croissance du PNB diminue. Estimée à 5 % il y a trois ans, à 2,5 % en 1997, elle aurait été de 0 % l'an dernier. Le problème du chômage est particulièrement aigu parmi la jeunesse urbaine. Et les jeunes diplômés sont particulièrement sensibles à l'absence de débouchés.

### Une tentative de laver l'opprobre

Rappelons que, lorsque le régime fut obligé d'accepter la fin de huit ans de guerre avec l'Irak, il avait liquidé plus de 10 000 prisonniers politiques en quelques jours, un acte de barbarisme sans précédent, pour venger son humiliation. Il décidait alors de liquider aussi ses adversaires politiques à l'étranger et lançait de vastes activités terroristes à travers le monde, assassinant plus de cent oppositionnels émigrés. Il s'agissait pour lui d'une mesure préventive, visant à étouffer toute critique à l'étranger et dans le pays. Mais il est allé trop loin et s'en est vanté trop bruyamment, ce qui eut pour résultat sa condamnation au niveau international. En juillet 1996, cinq des personnalités les plus proéminentes du régime étaient officiellement condamnées par une cour allemande, pour avoir organisé les assassinats des activistes de l'opposition politique à l'étranger. A la recherche désespérée de crédits auprès d'organisations internationales, le régime n'avait d'autre choix que de cher-

cher à donner le change par une initiative susceptible d'améliorer son image à l'étranger.

C'est précisément dans ce contexte politique et économique que la population iranienne s'est vue offrir la chance de participer à la farce que le régime islamique appelle « *élection présidentielle* ». Normalement les élections sont considérées comme un moyen d'exercer la liberté politique visant à choisir le gouvernement. Dans le régime islamique elles n'ont pour rôle que de prolonger, d'approfondir et de renforcer la dictature. C'est donc une imposture et une fraude. Normalement les élections sont un moment où la liberté politique atteint son comble. L'élection présidentielle de 1997 fut préparée dans une telle atmosphère de répression, de crainte et de terreur que même Moussavi, qui fut premier ministre entre 1980 et 1988 mais n'appartenait pas à la fraction dominante, n'a pas osé être candidat. Ces derniers furent triés sur le volet. Des 234 candidats éventuels seuls quatre ne furent pas rejetés comme inaptes par le Conseil constitutionnel, qui est un chien de garde de la constitution islamique. Parmi les refoulés figurait l'ex-porte-parole du parlement islamique et l'ex-premier ministre. Les quatre candidats sélectionnés furent : Nateq-Nouri, alors porte-parole du parlement islamique, candidat réel du régime ; Khatami, qui avait été en charge du ministère (d'importance secondaire) de la propagande islamique entre 1980 et 1988, un inconnu du public et hors de la scène politique depuis dix ans ; le troisième candidat était l'ex-ministre de la sécurité de très mauvaise réputation ; le quatrième n'avait pas de passé connu.

### Khatami président d'un peuple qui a dit « non ! »

Notons que ni durant la campagne électorale, ni depuis lors, Khatami n'a fait de promesses démocratiques, se limitant à vouloir « *appliquer de loi* » (de la République islamique...), d'empêcher quelle ne soit enfreinte et de promouvoir l'ouverture dans le cadre du système. Au mieux il se prononçait en faveur de ce qu'il nommait « *la société civile islamique* », une sorte de démocratie islamique à l'image du Pakistan, tandis que la théocratie saoudienne est le modèle de l'autre fraction.

Malgré le fait que le régime avait mis tout appareil d'État et toute sa machine de propagande pour promouvoir Nateq-Nouri (ou plutôt à cause de cela), à la surprise de tout le monde, Khatami obtint environ 70 %

des votes. Plus surprenant encore était le taux de participation : environ 85 %, un chiffre sans précédent.

Avec une forte participation des femmes, de la jeunesse et des intellectuels, Khatami a obtenu 21 millions de voix contre 9 millions pour l'ensemble de ses trois adversaires. Personne n'imaginait un tel résultat. Le régime était placé devant un fait accompli.

Il était évident que ce vote massif pour Khatami signifiait un très grand « non » au régime. Pour la première fois après tant



d'années la population avait une chance d'exprimer son aspiration au changement. Elle saisissait l'occasion et l'employait comme un plébiscite pour exprimer le rejet du régime. C'est de cette façon que la soi-disante « *aile réformiste* » du régime est née, une étiquette imposée involontairement par les circonstances à Khatami et à ses partisans actuels au sein du régime.

### Les femmes à la pointe de la fronde

Après la défaite très remarquable du régime dans l'élection présidentielle, les masses reprirent confiance. La société iranienne, et spécialement les femmes et la jeunesse, saisit tout événement pour défier le système. La jeunesse et les femmes, dont les votes amenaient Khatami au pouvoir, ont ressenti un soulagement particulier devant la limitation des restrictions sociales, repoussant les frontières du droit islamique strict en exposant quelques centimètres de chevelure de sous leur voile omniprésent. Conduire une bicyclette ou assister à un match de football (activités strictement interdites aux femmes) devenait un sujet politique central, provoquant des affrontements violents entre les femmes et la police.

Dans ce climat, les graines d'une presse plus libre ont germé et les écrivains commencèrent à réclamer des droits civiques. Divers strates de la société défiaient le vieil ordre, même certains clercs allaient contre la règle cléricale. Le premier mai de cette année, malgré l'interdit gouvernemental, les ouvriers organisèrent un rassemblement indépendant et se sont affrontés avec la police du régime et les groupes paramili-

## Iran

taires. Même les dirigeants nationalistes bourgeois très lâches saisirent l'occasion pour réclamer des réformes.

Profondément opposé au moindre changement du système, le régime a commencé à montrer ses dents. La presse de plus en plus critique a été reprise en main par la justice islamique, qui a fermé au moins trois journaux réformateurs depuis le début de l'année et a condamné des douzaines de journalistes. Certains ont été harcelés, d'autres emprisonnés. En deux mois le régime a fait assassiner une douzaine d'intellectuels tentant de constituer une association indépendante d'écrivains. Un dirigeant de l'opposition nationaliste et sa femme ont également été victimes des assassins téléguidés par le pouvoir.

### Un mouvement pour la démocratie

C'est pourtant ces assassinats qui se



transformèrent en boomerang et changèrent qualitativement la scène politique. Les funérailles des victimes attiraient des milliers de manifestants, transformant des vies somme toute communes en un emblème du désir populaire de penser et d'agir librement. Sous la pression publique irrésistible, le gouvernement devait réagir. Après des jours d'hésitation et de manoeuvres, un comité gouvernemental d'enquête sur ces assassinats fut constitué. Ce comité rapportait quotidiennement au président et, selon le secrétaire du cabinet de Khatami, la suspicion se concentra aussitôt sur le gouvernement lui-même.

Le 6 juillet, le gouvernement révélait ce que tout le monde savait : c'était les agents de l'État qui ont commis les assassinats. Les rapports indiquaient aussi les noms de 12 agents, parmi lesquels figurait M. Emami, un vice-ministre des services secrets. Le 7 juillet, les conservateurs qui dominent le Majlis (parlement islamique) réussissaient à adopter une loi de presse extrêmement restrictive. Le 8 juillet, le quotidien Salaam, était fermé,

sous prétexte d'avoir publié un document classé : une lettre, dans laquelle M. Emami, l'agent principal accusé d'assassinat d'une douzaine d'intellectuels, avait argumenté en faveur précisément d'une telle loi de presse restrictive. Il avait été arrêté un mois auparavant. En le tuant en prison le régime s'en débarrassait (tout en annonçant qu'il s'était suicidé).

La tension montante entre le mouvement pour la démocratie et le régime explosait enfin dans le carnage quand les forces de sécurité et les islamistes ont attaqué les étudiants qui protestaient contre la clôture du quotidien Salaam. Six jours de protestation à travers le pays devaient suivre.

Le 9 juillet, à 4 heures du matin, les foyers d'étudiants étaient sauvagement attaqués par les paramilitaires religieux et par des membres de forces de sécurité d'État. Ils fouillaient plus de 2000 pièces, brûlaient les livres, volaient ce qui leur tombait sous la

main, frappaient et arrêtaient plusieurs centaines d'étudiants. Plusieurs étudiants étaient tués, dont un jeune homme défenestré du troisième étage.

Le lendemain la condamnation des actions sauvages des forces de sécurité était générale. La plupart des étudiants emprisonnés furent

libérés. A Téhéran plus de 25 000 personnes ont manifesté contre la répression. Des démonstrations similaires avaient lieu dans toutes les grandes villes. Les étudiants formulaient sept revendications :

- liberté d'expression ;
- liberté de la presse ;
- liberté de rassemblements ;
- liberté de partis politiques et d'associations ;
- libération de tous prisonniers politiques ;
- suspension de leurs fonctions et jugement des responsables des assassinats politiques de l'année passée ;
- jugement public des responsables du sacage des foyers d'étudiants.

Au cours d'événements similaires les étudiants de la ville de Tabriz étaient sauvagement réprimés. Le conseil islamique des étudiants de l'université de Tabriz avait communiqué au journal Khordad qu'au moins 15 personnes, dont trois femmes, avaient été tuées. Ce qui avait commencé comme un sit-in pacifique a tourné au massacre lorsque la police est venue prêter main-forte

aux vigiles islamistes qui attaquaient d'autres manifestants dans la rue. Les paramilitaires avaient enfermé les étudiants dans l'enceinte de l'université pour les passer à tabac durant des heures. Un commando est venu à l'hôpital pour y enlever les étudiants blessés par balles. Devant l'atrocité des événements de Tabriz, même le ministre de l'enseignement supérieur les qualifiait comme « les plus criminels dans l'histoire des universités iraniennes ».

Au cours de ces journées plus de 1 500 personnes avaient été arrêtées, dont des dirigeants étudiants et des opposants connus. Presque tous les arrêtés étaient âgés de moins de vingt ans — c'est bien la génération du régime islamique qui s'est révoltée.

Le régime a tenté de discréditer le mouvement des étudiants en le rendant responsable des violences et pillages, dus essentiellement à des provocateurs et dénoncés comme tels par les responsables étudiants (un des responsables, membre d'une milice islamiste extrémiste, a été capturé par les étudiants et présenté dans le journal Sobhe-Emrooz). Il s'en est aussi servi pour interdire une demi douzaine de quotidiens indépendants qui ont joué un rôle clé en fournissant l'information et en étant des porte-voix pour la réforme durant les deux années passées.

### Le régime étouffe ses divergences pour écraser le mouvement

Avec un instinct politique remarquable, les étudiants ont fait le lien entre la corruption du régime et leurs revendications démocratiques. Les cercles dirigeants du régime ne s'accrochent pas à leur monopole de pouvoir essentiellement à cause de leur dogmatisme ou de leur fanatisme religieux. Ils ont besoin du monopole du pouvoir car il protège et prolonge leurs privilèges matériels.

L'immense sympathie pour les étudiants a visiblement secoué le régime. Pour affronter l'agitation les deux fractions ont mis de côté leurs divergences et ont fait front pour étrangler le mouvement en faveur de la démocratie. Les partisans de Khatami ont souvent accusé les conservateurs de provoquer l'agitation pour renverser Khatami ou pour bloquer son programme de réforme, tandis que les conservateurs ont allégué que les émeutes étaient un signe témoignant que les réformes de Khatami sont allées trop loin. Une semaine après la suppression du mouvement des étudiants, Khatami lui-même a mis fin à ces discussions, dénonçant comme une « illusion » l'existence de divergences à la tête de l'État et expliquant que

l'agitation était une « déclaration de guerre » contre son programme de réformes. En réalité, au début des événements l'élite au pouvoir était divisée. L'ayatollah Khamenei était en faveur d'une répression rapide et exemplaire des étudiants, ce qui le rangeait du côté des éléments ultra-conservateurs, hostiles aux moindres mesures d'aménagement du système. Pour sa part le président Khatami, après une certaine hésitation, a penché en faveur d'une réaction plus mesurée envers les étudiants, dans l'espoir qu'une ouverture contrôlée permettrait de rebâtir une légitimité populaire. La réaction massive des divers couches de la société — y compris les journalistes et les enseignants universitaires — en solidarité avec les étudiants a visiblement déconcerté le régime.

Dès ce moment, considérant que le mouvement avait franchi « la ligne rouge » et que ses revendications ne pouvaient plus être intégrées par une réforme de façade, Khatami et sa fraction réformiste se sont rangés rapidement et sans la moindre hésitation aux arguments de la ligne dure. Dès le 13 juillet Khatami commandait personnellement la liquidation du mouvement étudiant.

Les éléments durs du régime ont tenté de jouer la crise pour leurs propres buts, employant leurs méthodes de violence contre le mouvement des étudiants, les élargissant pour faire régner la terreur dans les quartiers, et culminant dans la mise en scène d'une marche anti-étudiants le 14 juillet. Les « partisans du régime » ont été amenés des villes de province, les employés d'institutions de l'État et les soldats étaient forcés de participer à cette marche. Une atmosphère de terreur est descendue sur l'Iran. Les faubourgs et les quartiers de Téhéran ont été colonisés par les bandes des matraqueurs

### La foot-opposition de nouveau à Shiraz

Des mobilisations pour la liberté et contre le gouvernement continuent en Iran. Le lundi 8 novembre, à l'issue d'un match de football dans la ville de Shiraz, 20 000 spectateurs ont pris part à une manifestation contre le gouvernement, affrontant les gardiens de la révolution et s'en prenant aux véhicules et aux locaux officiels. Selon le rapport transmis par l'opposition iranienne à la commission des droits de l'homme de l'ONU, 62 personnes ont été arrêtés et 11 blessés.



Hezbollah, qui terrorisaient le voisinage et les passants. Les magasins et le bazar ont été forcés de fermer et les téléphones furent déconnectés lors de la démonstration officielle en faveur de « l'unité », c'est-à-dire de la restauration du régime.

Malgré cela, le régime ne fut capable de mobiliser que 60 000 à 80 000 manifestants à Téhéran, ce qui, comparé à une population de près de 12 millions d'habitants et tenant compte de la capacité de coercition d'une bureaucratie estimée à plus de 4 millions, était un échec. Mais cela n'a pas empêché le régime de s'en féliciter et de parler de millions de manifestants. Ce qui avait commencé comme un mouvement étudiant spontané, authentique soulèvement en défense de la liberté de la presse et des réformes politiques, fut ainsi officiellement confisqué par les extrémistes religieux.

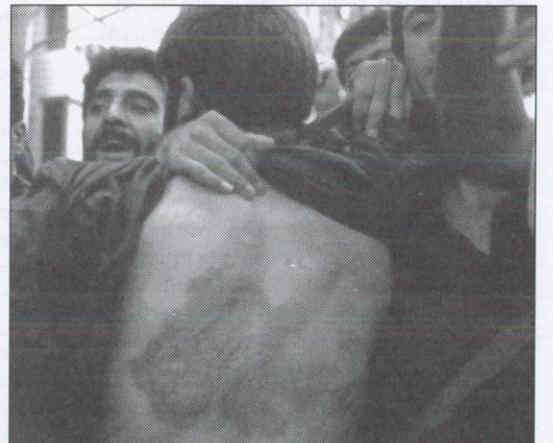
La répression s'est poursuivie. Un des étudiants arrêtés, Manuchehr Mohammadi, dirigeant de l'association nationale des étudiants, est brièvement apparu à la télévision d'État, confessant ses liens avec des « agents contre-révolutionnaires ». Au début septembre, juste avant la réouverture des universités, le régime annonçait les condamnations à mort de quatre étudiants arrêtés lors des manifestations de juillet, et un peu plus tard on apprenait que deux des condamnations avait déjà été approuvées par la Cour suprême. Aucune information sur l'identité des condamnés, aucun détails sur le déroulement des procès et sur les accusations formulées contre les condamnés ne sont disponibles. Les procès devant les Cours révolutionnaires islamiques se déroulent dans le secret absolu, souvent à l'intérieur des prisons, en absence d'avocats et d'observateurs. Les jugements sont sans appel.

### Un boîte de Pandore

La sauvagerie de l'attaque menée par les forces de sécurité du régime et les bandes de matraqueurs Hezbollah, comme la répression qui a suivi, ont montré une fois de plus que le régime n'est pas capable de se

réformer lui-même. Même fort de 21 millions de votes, un Khatami ne peut dépasser le seuil sur lequel les réformes de son rusé prédécesseur Rafsandjani ont échoué. Certains dirigeants étudiants ont aussi tiré les leçons du soulèvement réprimé et annoncent déjà la fin de la lutte pacifique et la nécessité d'utiliser d'autres méthodes.

Il est trop tôt pour juger si le climat politique en Iran a été renversé, si l'ère de réforme s'est abruptement terminée ou si, au contraire, il ne s'agit que d'un tiraillement douloureux de sa naissance. Mais une chose est certaine, aujourd'hui l'Iran n'est plus la même qu'en juillet 1997. Si beaucoup d'Iraniens n'ont jamais eu d'illusions dans une quelconque fraction du régime, une grande partie de ceux qui avaient ouvert un crédit à Khatami sont aujourd'hui totalement désillusionnés et frustrés par son changement glacial. Khamenei et sa fraction des "durs", très humilié, a aussi encaissé un coup important. Il est plus que certain qu'une fois encore il essaiera de jouer son rôle de médiateur et juge suprême, de pousser les éléments les plus extrémistes des deux fractions hors de la scène politique et de mettre de l'ordre dans le camp de son rival. Mais, d'une part, il n'a pas la même autorité que Khomeini dans le passé, et d'autre part, la société iranienne n'est plus la même qu'il y a dix ou même seulement deux ans. Les étudiants ont ouvert la boîte de Pandore et personne n'est capable de remettre le monstre de la liberté à l'intérieur !



## Argentine

### Entre le tournant et l'indifférence

par Pedro Brieger\*

Les élections du 24 octobre dernier en Argentine ont été marquées par l'apathie, le manque de débat parmi les candidats, l'absence de programmes concrets et la faible crédibilité des politiciens. L'électorat a exprimé de manière systématique son dégoût pour les partis politiques et leurs leaders, qui s'étaient déjà signalés comme corrompus. Les simples gens souhaitaient l'arrivée du 25 octobre pour que l'on arrête de parler des élections. Juste quinze ans après le retour de la démocratie — dont dix ans de présidence de Menem — la société civile argentine est complètement démobilisée... et mécontente.

### Après dix ans de menemisme

Ces dix ans du gouvernement menemiste ont laissé comme résultat un pays « modèle » pour les institutions internationales, qui peuvent afficher la réussite néo-libérale avec consensus et presque sans opposition. Il s'agit d'un « modèle », puisqu'il a réussi à imposer la conviction, que tout ce qui est privé est foncièrement « bon » et tout ce qui est « public » foncièrement « mauvais », et aussi que si les choses se gâtent c'est à cause des politiciens qui gâchent les efforts des techniciens et bureaucrates. Après dix ans de menemisme les principaux services publics — les télécoms, les trains, le service des eaux, l'électricité, les compagnies aériennes, le gaz et le pétrole — sont désormais dans des mains privées. Si les années 80 furent la « décennie perdue » en Amérique Latine, les changements sociaux en Argentine, au Mexique, au Brésil, au Venezuela ou au Chili, ont fait des années 90 la « décennie du mythe néo-libéral ».

Les bons élèves de l'école de Chicago ont promis une croissance élevée du PIB et des retombées bénéfiques pour toute la population. Aujourd'hui c'est l'heure de faire un bilan de ces promesses. Il est vrai que le PIB a augmenté de 50 % en Argentine ces dix dernières années ; qu'il n'y a plus d'hyperinflation et que quelques uns des services privatisés (comme les téléphones) se sont substantiellement améliorés. Mais la dette extérieure du pays, qui en 1991 se situait autour de 61 milliards de dollars, a grimpé à 139 milliards. Et si le revenu annuel par habitant est d'environ 8300 dollars (près de 50 000 francs), c'est une donnée sournoise, puisque 80 % de la population vit en dessous de cette moyenne. Un cinquième de la population, c'est-à-dire sept millions d'Argentins, doivent se débrouiller avec un salaire de 64 dollars par mois (soit un peu moins de 2 dollars — 12 francs — par jour). Le gouffre entre

les plus riches et les pauvres s'est nettement creusé.

Mais tous ces thèmes n'étaient pas à l'ordre du jour des débats électoraux.

### Un modèle consensuel

Au cours de ces dernières années le gouvernement a réussi à obtenir un large consensus : le modèle économique doit rester intact dans l'intérêt de tous. Le fantôme de l'inflation de 1989 (qui fut la cause de la chute du président Alfonsín, ouvrant la voie à Menem) sert d'épouvantail. Tous les candidats ont rassuré les électeurs en disant qu'il n'y aura pas de retour vers le passé « étatique » et « populiste », et que tout autre programme économique mettrait en fuite les investisseurs étrangers. Ce faisant ces derniers apparaissent comme les garants du développement et de la stabilité.

Pourtant, peu avant l'échéance électorale, Eduardo Duhalde — ancien vice-président et candidat péroniste — a essayé d'ébaucher un profil renouvateur en soulignant que le modèle était « épuisé ». Ce fut bien inutile — tous devinaient une tentative de la dernière chance pour se défaire



Fernando De la Rúa fête son élection à la présidence en compagnie de l'ex-président Raul Alfonsín.

de l'image de « dauphin de Menem » (Ce dernier n'a d'ailleurs pas manqué de reprendre l'initiative, en affirmant, peu après l'échec électoral de son dauphin, que si lui-même avait été candidat le péronisme aurait été victorieux).

Ce n'est pas une surprise que le nouveau président, Fernando De la Rúa, rassure ceux qui veulent l'entendre sur le respect qu'il porte au modèle économique en place. Il représente l'aile la plus conservatrice de l'UCR (Unión Cívica Radical), le plus ancien parti du pays, qui préserve encore quelques traits progressistes et qui puise ses électeurs parmi les classes moyennes. L'UCR n'est pas seul à bénéficier du pouvoir, puisqu'il a fait alliance avec le FREPASO, parti de centre-gauche. Mais c'est l'UCR qui donne le ton de l'Alliance.

Il ne faut pas oublier que l'Alliance est le résultat de la faiblesse des deux partis, qui ont essayé de retrouver par ce biais un dernier souffle. En 1995, l'absence de toute alliance avait rendu possible la réélection de Menem pour un deuxième mandat. Depuis, l'UCR devait finalement l'emporter face au FREPASO qui, après avoir incarné le renouveau en 1995, avait été frappé par les querelles internes. Les quelques rescapés du FREPASO, comme par exemple Carlos Chacho Alvarez (élu vice-président) et Graciela Fernández Meijide, ont été engloutis par le discours « réaliste » de l'UCR. Personne n'ose à présent mettre en question l'idéologie néo-libérale ; au mieux il s'agit de critiquer à mi-voix certains de ses « effets collatéraux », telles l'exclusion sociale et la corruption.

Le Président Fernando De la Rúa hérite d'un pays appauvri, où le chômage monte en flèche et d'une économie reléguée à l'exportation de matières premières, dont les prix sur le marché mondial chutent de jour en jour. Il n'aura plus les moyens d'administrer la crise. L'État argentin dis-

pose de peu d'instrument pour résoudre ses problèmes de financement et il n'existe plus aucune entreprise publique de taille qui pourrait être privatisée pour rafistoler le budget. Aux dires de certains dirigeants de l'Alliance, le problème n'est plus aujourd'hui la direction empruntée par les réformes économiques, mais plutôt comment elles ont été faites. Ce sujet nous ramène au point fort du discours de l'Alliance : la corruption du gouvernement menemiste.

Si l'on trouve la corruption au centre de la campagne électorale c'est parce qu'une grande partie des voix récoltées par Fernando De la Rúa reflètent le ras-le-bol envers un gouvernement menemiste qui nous rappelle les clichés sur les pays bananiers de par sa frivolité, son ostentation et son orgueil effréné. Quelques-uns des hauts fonctionnaires liés à Menem sont accusés de scandales en tout genre. Un ex-Ministre de l'Intérieur a affirmé qu'il « volait au compte de la Couronne ». Durant la guerre de Bosnie et au plus fort de l'embargo, l'Argentine vendait quelques lots d'armes en Croatie. Elle fit de même avec l'Équateur, quand l'ONU eût décidé l'embargo (pour cette dernière affaire, des juges ont mis en examen deux ministres).

### Et maintenant ?

Les 48 % de voix de Fernando De la Rúa représentent un score important au niveau national, mais ne lui assurent pas la majorité absolue à l'Assemblée Nationale et au Sénat. L'envers de la médaille c'est la province de Buenos Aires, la plus importante du pays, où le péronisme a emporté l'exécutif alors que l'Alliance aura la majorité dans les deux chambres. C'est donc une cohabitation qui s'impose à présent.

Il est impossible de parier sur la réaction qui aura lieu dans les rangs du péronisme et sur ses conséquences pour le futur. Le péronisme n'est plus le mouvement populiste de masse qu'il fût dans les années cinquante, ni le mouvement radicalisé des années soixante-dix. Le menemisme a réussi là où la dictature militaire avait échoué : décomposer sa propre base sociale tout en détruisant le pouvoir des syndicats, qui avaient mené 13 grèves générales sous le gouvernement d'Alfonsín.

Comme dans d'autres rendez-vous manqués, la gauche argentine a démontré encore une fois son incapacité à élaborer un programme alternatif. D'abord, à cause de son émiettement : ses multiples candidatures demeurent loin de l'entendement des simples gens, mais aussi de l'électorat de gauche. Contrairement à ce qui se passe au Brésil ou en Uruguay, ce qui reste de la gauche ressemble plutôt à des sectes à la chasse de quelques petites voix, prônant la pureté des idées tandis qu'elles s'accusent mutuellement de saboter un front commun.

Le nouveau gouvernement disposera d'une certaine marge de crédibilité, surtout s'il parvient à bien gérer ses négociations avec le péronisme, désormais retranché dans la province de Buenos Aires en qualité de gouvernement parallèle. Malgré la crise économique et sociale, il n'y pas d'explosion sociale à l'horizon immédiat. Et pas de gauche capable de la susciter et de la diriger. ■

\* Pedro Brieger, sociologue, est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *Adónde va Nicaragua* (distinction "Casa de las Américas 1989").

# Au 1<sup>er</sup> tour de la présidentielle, « le peuple a voté pour l'espoir »

Par le  
Parti socialiste de travailleurs\*

Le 31 octobre ont eu lieu des élections générales en Uruguay. Ce premier tour a vu le triomphe de Tabaré Vazquez, candidat du Frente Amplio (FA), avec 40% des voix. Le second tour, le 28 novembre, l'oppose donc au candidat du Parti Colorado, Jorge Battle, qui a obtenu 31,9% des suffrages. Il est prématuré de tirer des conclusions définitives, dans la mesure où l'issue du second tour aura des conséquences directes sur la scène politique future. Dès à présent, une large discussion s'est ouverte dans les rangs du PST, dont la résolution ci-dessous est l'aboutissement provisoire.

## Pourquoi ?

Face à la crise socio-économique qui frappe l'Uruguay, surtout à partir du mois de janvier dernier avec le déclenchement de la crise au Brésil (qui représente 45% du commerce extérieur), le Frente Amplio a présenté un « plan d'urgence ». Près de 50% de la population active connaît des problèmes d'emploi (le chômage en touche 12%). Les salaires, durement frappés par les restrictions budgétaires de l'année 1995, n'ont pas retrouvé leur niveau d'alors. Un Uruguayen sur quatre vit en dessous du seuil de pauvreté. Les paysans ont subi les effets négatifs de l'ouverture douanière avec la mise en place du Mercosur et se sont mobilisés en masse tout au long de l'année écoulée. Les petits commerçants, réunis dans de larges assemblées, se sont prononcés contre le système des hypermarchés, en défense des micro-entreprises.

Le parti au pouvoir a développé un discours centré sur la stabilité macro-économique, dont le fondement est une inflation limitée. Mais ce discours est battu en brèche par l'impasse où se trouve le Mercosur, qui touche l'ensemble de la région ; par la crise générale du néolibéralisme à l'échelle internationale ; par les événements politiques et électoraux dans les pays voisins (Argentine, Venezuela et probablement Chili) ; par la



Si l'arithmétique donne gagnant le candidat colorado, l'arrivée en tête de Tabaré Vazquez a donné lieu à une explosion de joie à gauche, qui espère bénéficier dans les urnes de la dynamique des mobilisations

chute de popularité de Fernando Henrique Cardoso au Brésil, la légitimité acquise par la guérilla colombienne et les luttes de masse en Equateur.

## Perte de légitimité

Les résultats électoraux marquent clairement la perte de légitimité des partis bourgeois, Blanco et Colorado, qui alternent au pouvoir depuis cent cinquante ans. La crise du bipartisme ouverte avec les élections de 1994 s'approfondit aujourd'hui. La « coalition » qu'ils ont formée ces cinq dernières années n'a pas empêché la croissance continue du Frente Amplio, notamment dans l'intérieur du pays. Néanmoins le Parti

Colorado maintient son score électoral de ces dernières années, fort de son image de parti d'Etat ; il apparaît comme formation solide au-delà de la crise ouverte dans ses rangs lors des élections internes du mois d'avril dernier.

Le Parti National (Blanco) a subi un échec, du fait notamment de luttes fractionnelles liées à des scandales et à des affaires de corruption, et il apparaît comme le grand perdant. C'est lui qui a tenu le discours le plus crûment néolibéral : le gouvernement Lacalle, déjà, a voulu privatiser les entreprises publiques, mais ce projet a été mis en échec par la victoire populaire lors du plébiscite de décembre 1992. Le secteur des producteurs agricoles et des éleveurs qui soutenaient historiquement ce parti l'a sanctionné cette fois-ci pour manifester son mécontentement. La solution représentée par le gouvernement de « coalition » a été rejetée par les exploitants agricoles. Enfin, aucun de ces deux partis n'a pu organiser une manifestation d'opposition populaire dans la capitale pour marquer les dix années de gouvernement de gauche à Montevideo.

## Progrès de la gauche

Déjouant les pronostics et les analyses des médias, le FA a largement franchi le « seuil » des 33%. A les croire, le pays resterait divisé en trois tiers, tout comme lors des précédents scrutins. La réalité est autre. Le FA poursuit sa poussée dans les quartiers pauvres de la capitale et progresse significativement dans l'intérieur du pays où il double, voire triple ses scores de 1994.

Même si ce scrutin n'a pas permis au FA de l'emporter dès le premier tour, son succès modifie substantiellement la représentation parlementaire, dans la mesure où il compte maintenant 12 sénateurs sur 30 et 40 députés

\* Écrit avant le second tour de l'élection présidentielle, cet article représente le point de vue du Secrétariat exécutif du Parti socialiste des travailleurs (PST), section uruguayenne de la IV<sup>e</sup> Internationale. *Inprecor* reviendra dans son prochain numéro sur le résultat de la présidentielle en Uruguay, dont le second tour a eu lieu le 28 novembre, après la clôture de ces pages.

# Uruguay

tés sur 99.

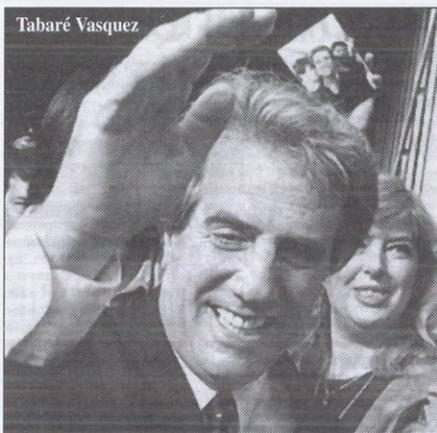
Le déroulement de la campagne est instructif. Tabaré Vazquez, candidat du FA à la présidence de la République, a engagé la campagne sur un ton radical et polarisateur en présentant un « *plan d'urgence* » pour répondre aux revendications immédiates de la population indigente et paupérisée, dont l'axe était une redistribution des dépenses publiques.

De ce fait, dans l'imaginaire populaire, la victoire obtenue apparaît comme un triomphe de la gauche qui va mettre en œuvre les transformations dont le pays a besoin. L'explosion de joie de foules immenses en témoigne, avant même le résultat du scrutin. Le dernier meeting central de la campagne a rassemblé plus de 300 000 personnes.

Pourtant, cette polarisation s'est atténuée avec l'adoption par Vazquez d'un discours rassurant à l'intention des investisseurs étrangers, son refus de traiter la question de l'armée, sa défense du dispositif de sécurité dans les quartiers urbains (à forte tonalité répressive) tout en s'attaquant aux causes de la délinquance, son engagement à procéder à des changements en douceur (« *changes à l'uruguayenne* »). Le lendemain des élections, sans même attendre son éventuel accès à la présidence, il a envoyé une délégation dialoguer avec le FMI, s'est engagé à ne pas lever le secret bancaire et à ne pas enregistrer les dépôts. La seule « *redistribution* » promise se fera sur les économies de

l'administration centrale, un impôt à échéance lointaine sur les rentes et un éventuel endettement extérieur. Malgré toutes ces évolutions, la victoire de Vazquez le 28 novembre serait une grande défaite politique pour la bourgeoisie.

Parmi les composantes du FA, la victoire revient incontestablement au Parti Socialiste (PS), à la formation Asamblea Uruguay (AU) et au MLN-Tupamaros. Le PS avec 26% des voix passe de 2 à 4 sénateurs. Quant à AU



qui paraissait en perte de vitesse après la dure défaite de son leader, Danilo Astori, face à Vazquez dans les élections internes, c'est aujourd'hui le principal interlocuteur face aux organismes internationaux. Le MNL, lui, fait entrer 2 dirigeants historiques des Tupamaros au sénat, José Mujica et Fernandez Huidobro, et compte 4 députés directs et 2 alternes dans l'intérieur du pays. Sa victoire est surtout le fruit d'un discours mêlant l'intégration politique à la majorité du FA, une modération en particulier sur la question des forces de répression et son expérience parlementaire acquise dans la dernière législature. Mais au-delà de ce virage, l'image de Mujica, aujourd'hui sénateur, reste celle d'un opposant au système.

Pour la Corriente de Izquierda (Courant de gauche) du FA, dont nous faisons partie aux côtés d'autres secteurs de la gauche radicale, ce scrutin est un échec important. Nous n'avons pas réussi à faire réélire Elios Sarthou, sénateur sortant. Avec seulement 1,5% des voix, nous n'avons pas obtenu une reconnaissance de notre rôle en tant que secteur qui a impulsé et organisé les principales luttes sociales de la période, à commencer par la lutte contre l'article 29 de la loi d'investissement qui a reçu l'appui de 100 000 personnes lors du plébiscite du 7 janvier 1999 ou encore la lutte pour les droits de l'homme.

On peut expliquer cet échec par de nombreux facteurs, mais nous sommes convaincus que ce n'est pas une remise en cause de notre profil radical, alternatif, socialiste,

révolutionnaire, en rupture avec le système et critique vis-à-vis de la gestion par le FA de la mairie de Montevideo.

## Une grande énigme

Nous ne pouvons pas déterminer aujourd'hui les scénarios futurs. Tout dépend des résultats du 28 novembre. Il ne fait aucun doute que le scénario le plus favorable passe par la victoire de Tabaré Vazquez. Les espoirs de changement qui l'accompagneraient seraient un important moteur permettant de développer l'organisation populaire pour soutenir le gouvernement et faire pression pour approfondir les transformations.

Pour autant, le risque d'une intégration au système est bien réel. En l'absence d'une majorité absolue au parlement, les pressions se multiplieront pour des accords de sommet. C'est déjà ce qui se produit avec ce système électoral à deux tours qui encourage à modérer le discours pour gagner des électeurs non acquis au parti. C'est encore plus vrai quand un secteur important comme AU fait montre d'une évidente tiédeur dans les affrontements avec les dirigeants bourgeois. Cette évolution dangereuse était déjà manifeste dans son soutien à la réforme constitutionnelle qui a instauré le système à deux tours, alors que l'ensemble du FA s'y est opposé.

Le soutien apporté au projet de privatisation du système des retraites par Nin Novoa, candidat du FA à la vice-présidence, peut s'inscrire dans la même évolution. Le courant Vertiente Artiguista du FA, qui a recueilli 12,3% des voix, peut aussi aller dans le même sens, dans la continuité de sa collaboration directe à la mise en place d'une réforme néfaste du système éducatif impulsée par le gouvernement et les organismes internationaux.

Le changement des structures internes du FA dans la foulée de la réforme constitutionnelle interdit une présence directe des instances de base dans les organismes de direction. Ces instances ont constitué la garantie de positions radicales et de l'adoption de mesures pour s'opposer aux politiques de réformes de l'Etat impulsées par le gouvernement.

L'espoir de changement, cependant, est puissant dans la population et peut constituer un point d'appui pour les revendications et l'activité de la gauche radicale. Il faut s'efforcer de développer une stratégie pour l'organisation et la lutte en faveur des revendications du mouvement populaire.

Voilà ce qui rend intolérable à la bourgeoisie la victoire du Frente Amplio. ■

Montevideo, le 14 novembre 1999

## SOUSCRIPTION

**25 000 francs  
pour les 25 ans d'Inprecor**

En mai 1999 nous avons ouvert une souscription. La situation financière d'Inprecor, qui est autofinancé, est fragile au point que nous ne parvenons pas à renouveler le matériel déjà obsolète (fruit de la souscription de 1995) sur lequel votre mensuel est produit. Alors en attendant que le passage à l'an 2000 ne mette (peut-être) définitivement hors d'usage notre informatique, nous avons besoin de votre aide.

Depuis la parution de cet appel dans Inprecor de mai 1999 nous avons reçu :

<b>Ancien total au 23 septembre :</b>	6 794,52
Alain G., France	100,00
Jean-Marie C., France	60,00
Marcelle B., France	40,00
Pascal C., France	40,00
Patrick G., France	90,00
Lionel A., France	100,00
Pierre-Yves S., France	40,00
Jacques T., France	250,00
Jordi C. A. Catalogne	140,00
<b>Total au 19 novembre</b>	<b>7 654,52</b>

(Les totaux précédents ont été publiés dans Inprecor de juin, de juillet-août et de septembre-octobre)

# Les Tupamaros : de la culture de résistance à la culture de gouvernement ?

Par  
Ernesto Herrera\*

Les élections nationales du 31 octobre ont été marquées, entre autres, par le score important du MPP (Mouvement de participation populaire), dans les rangs duquel le MLN-Tupamaros (Mouvement de libération nationale - Tupamaros) occupe une place hégémonique. Avec 125 000 voix, deux sénateurs et cinq députés, le MPP s'affirme comme la troisième composante du Frente Amplio (FA). Ce résultat, qu'on aurait tort de vouloir analyser de façon unilatérale, traduit d'une certaine façon non seulement un tournant à gauche de l'électorat, mais aussi le succès électoral d'un courant qui apparaît comme la gauche radicale.

Le vote pour le MPP, que tout le monde identifie avec les Tupamaros, a cristallisé un phénomène politique dont les effets restent actuellement difficiles à déchiffrer dans le cadre du système institutionnel. Il a aussi capté la majorité des voix de la gauche radicale, des militants de la résistance. Dans certaines régions de l'intérieur du pays, il a même recueilli des voix dans des couches sociales sans tradition de gauche ou qui votaient jusqu'alors pour les courants "modérés" du Frente Amplio. Son score atteint le double de celui du Parti communiste (Démocratie avancée) qui recule par rapport à 1994 et n'obtient que 67 000 voix, un sénateur et un député.

## Accords et contradictions du MLN

Ce succès place le MPP-MLN dans une situation incomparable sur le terrain politico-institutionnel et lui permet d'apparaître dorénavant comme la voix des mouvements qui combattent quotidiennement le néolibéralisme. Les Tupamaros ont réussi sans aucun doute à gagner électoralement le soutien de milliers de militants sociaux, qui expriment un niveau de "conscience possible" oscillant entre la radicalité et la tradition révolutionnaire d'un côté, un certain "réalisme" anti-utopique de l'autre, dont



Montevideo, à l'annonce  
des résultats du 1<sup>er</sup> tour

certaines de ses dirigeants historiques se font les avocats. Son principal porte-parole, José Mujica, aujourd'hui sénateur, vient de le réaffirmer : « *Changer le système est actuellement une utopie* ». (1)

Des membres du noyau historique, issus des dures années de la guérilla, de la clandestinité, de la prison et de l'exil, composent l'équipe des conseillers de Tabaré Vasquez (en matière d'agriculture et d'élevage, de questions militaires ou économiques) et ont participé activement à l'élaboration du programme du Frente Amplio, en collaboration avec les composantes réformistes. Ils ne se sont pas privés de critiquer sans états d'âme ceux qui, sur des positions radicales, proposaient des alternatives ponctuelles à ce programme et s'efforçaient d'inscrire le "plan d'urgence" du FA dans une certaine logique anticapitaliste, comme l'ont fait notamment le PST (section uruguayenne de la IV<sup>e</sup> Internationale) et le Courant de gauche, coalition à laquelle participe le PST dans les rangs du FA.

Dans la période préélectorale, le MLN a mis l'accent sur la dénonciation des partis traditionnels et du gouvernement néolibéral, concentrée dans une formule reprise à satiété par Mujica lui-même : « *Il faut livrer aujourd'hui une bataille centrale contre la droite. Demain, on pourra penser à d'autres batailles* ». Contre d'éventuelles déviations du FA ? Sans aucun doute. « La gauche peut accéder au pouvoir par la gauche et le quit-

ter par la droite. » Le rôle du MLN serait alors d'incarner une certaine conscience critique et vigilante sur les principes : si les Tupamaros ne faisaient pas partie du FA, « *il serait encore plus déporté de l'autre côté* ». (2)

Le MLN s'est trouvé en résonance avec des changements à l'œuvre au sein de la société, la montée du mécontentement populaire, une différenciation des niveaux de conscience et, fondamentalement, l'idée que l'unité face à l'ennemi commun devait aller de pair avec une attitude prudente face à un possible gouvernement du FA. Il a montré à nouveau sa capacité à interpréter les événements, la complexité des rapports entre les classes, les attentes des militants du FA et surtout à dégager les thèmes clés dans une conjoncture déterminée. C'est une qualité qu'il faut lui reconnaître.

Sur le plan programmatique, les positions du MLN sont plus discutables. Il voudrait défendre « *un projet de civilisation différent de celui du néolibéralisme* ». (3) C'est ce qu'il appelle le projet « *Uruguay productif* ». Il faut en premier lieu désigner « *l'ennemi principal* », à savoir « *le capital financier* », la bourgeoisie associée aux multina-

1. Interview publiée par le quotidien *Folha de Sao Paulo*, le 30 octobre 1999.

2. Cité par l'hebdomadaire *Busqueda*, le 15 avril 1999.

3. Fernandez Huidobro, dirigeant du MLN, dans l'hebdomadaire *Mate Amargo* du 25 mars 1999.

tionales et les organismes internationaux, à commencer par le FMI. Dans l'optique des Tupamaros, cet « *Uruguay productif* » impose de nouvelles formes de redistribution progressive des ressources, le développement de l'industrie nationale, la défense des entrepreneurs nationaux face la concurrence étrangère, la protection juridique des droits des travailleurs et la création de formes de « *propriété sociale* » pour un nouveau type de producteurs et de commerçants. Quant à la dette extérieure, le MLN après avoir défendu l'idée de refuser de payer, ou d'un moratoire, s'est ensuite rallié à la majorité du FA en réclamant une « *renégociation* » et la formation d'un « *front des débiteurs* ».

Ces propositions programmatiques ne s'inscrivent évidemment pas dans une dynamique de rupture avec le système politique en place, pas plus qu'avec la logique du capital. Elles se situent dans le cadre d'un antineolibéralisme « *possible* », dans une situation où les rapports de forces sont considérés défavorables aux propositions révolutionnaires.

Plus significatif encore, le MLN n'a pas hésité à engager des discussions avec des secteurs de l'armée, à rejeter le mot d'ordre de « *vérité et justice* » concernant les violations des droits de l'homme à l'époque de la dictature, à nouer des contacts avec des secteurs patronaux notoirement réactionnaires, en particulier dans l'agriculture et l'élevage. Il a critiqué le « *parasitarisme* » chez les fonctionnaires (et semble disposé à soutenir une variante autochtone du « *salaires au mérite* » dans les entreprises publiques). Certains des principaux dirigeants du MLN ont pris leurs distances avec les grèves, les mobilisations et les initiatives de démocratie directe (plébiscites) jugées comme tactiquement « *contre-productives* ». Il n'a pas non plus hésité à soutenir un député du MPP qui avait participé à une cérémonie de décoration de policiers sous le patronage du Ministère de l'intérieur. Il s'est encore proposé comme « *interlocuteur* » du gouvernement espagnol dans la question des négociations avec le nationalisme basque (cf. Les Tupamaros et la trêve de l'ETA, Inprecor n°434, avril 1999).

Néanmoins, le 8 octobre, à la veille des élections, alors que la droite se déchaînait dans une campagne anticomuniste virulente contre le FA, le MLN a rendu un nouvel hommage au Che et célébré l'anniversaire

de la prise de la ville de Pando, haut fait de la guérilla. La métamorphose politique du MLN n'est donc pas une entreprise honteuse de reniement de sa propre histoire révolutionnaire et ne le conduit pas à dénoncer la lutte armée en tant que méthode.

Double langage ? Décomposition politique ? Simple ajustement tactique ? Il serait risqué de prononcer un jugement définitif, de vouloir impliquer l'ensemble du MLN dans l'une ou l'autre de ces caractérisations. On ne peut pas davantage ignorer que ces contorsions politiques, programmatiques et stratégiques traduisent une articulation complexe de facteurs politiques, sociaux, culturels et idéologiques, résultant de l'offensive libérale, des brutales conséquences sociales des plans d'ajustement et, bien évidemment, de la crise de perspectives qui affecte l'ensemble des courants révolutionnaires et socialistes, à l'échelle nationale comme internationale.

Cela traduit surtout les modifications dans l'imaginaire et l'action politique des mouvements de la gauche latino-américaine. Les antécédents sont légion : la décomposition du M-19 en Colombie ; l'intégration au système et les affaires de corruption pour le FSLN ; les crises d'identité révolutionnaire dans les rangs du FMLN ; l'adaptation opportuniste de la gauche face au projet populiste de Chavez au Venezuela ; les renoncements programmatiques de la majorité de la direction du PT et de Lula lui-même qui préconisent aujourd'hui des « *voies de développement et de lutte contre la pauvreté* » en commun avec des entrepreneurs et des secteurs de l'oligarchie au Brésil.

## Lutte de classe ou cohabitation conflictuelle

Les courants réformistes soulignent à leur façon les changements importants dans la situation que connaît la gauche. Il y aurait d'un côté, la survivance de « *foyers attachés aux principes fondamentaux de la culture de résistance* » ; « *cantonnés dans une attitude de ghetto, préconisant l'affrontement et maniant une rhétorique de classe traditionnelle* » ; « *sans capacité de proposition, ils se limitent à des slogans et se réclament de vieilles causes historiques anti-oligarchiques et anti-impérialistes ; ce sont de véritables survivances des années 60 ou même antérieures, et leur discours ignore la mise en valeur de la démocratie.* » Il y aurait de l'autre « *ceux qui ont une culture de gouvernement et qui se préoccupent de la viabilité de leurs propositions* ». « *Ceux-là ont progressé dans la rénovation programmatique en intégrant les nouvelles conditions*

*nationales et internationales et ils ont redonné sa valeur à la démocratie. Ils proposent en conséquence des gouvernements de la majorité où les alliances sociales et politiques sont des éléments indispensables.* » (4)

« *Le réalisme politique et la culture de gouvernement s'acquièrent plus facilement quand on a l'occasion de participer à un gouvernement, directement ou dans le cadre d'une coalition, car les problèmes quotidiens ne peuvent pas se résoudre avec des recettes qui relèvent de la pure abstraction. Ceux qui ont eu une expérience gouvernementale ont acquis une maturité et une culture de gouvernement qui font défaut à ceux qui n'ont connu qu'une éternelle opposition.* » (5)

Où se trouve aujourd'hui le MLN ? Un pied de chaque côté ? Ce dilemme n'est pas propre aux Tupamaros. On aurait tort de borner notre réflexion à penser que ce cours est irréversible. S'il s'agit bien de « *dynamiser et approfondir le processus de résistance et de reconstruction du tissu social* » (6), au-delà du résultat du second tour des élections, la question centrale est l'urgence nécessitant d'une politique de front unique dans le camp de la gauche politique et sociale radicale, capable de transcender les cadres organisationnels qui cristallisent aujourd'hui sa division.

L'évolution politique du MLN n'est pas un mince problème pour la reconstruction d'un bloc politico-social qui organise la résistance face au néolibéralisme et permette, parallèlement, de « *promouvoir un espace pour la réflexion et l'intervention commune de toutes et tous les militants radicaux et révolutionnaires* » (7) Les résultats du scrutin du 28 novembre peuvent ouvrir sur des scénarios politiques nombreux et complexes. Mais deux choix se dégagent : soit la possibilité que soit dépassée la crise de direction politique de la bourgeoisie (avec l'idée de compromettre le FA dans une optique de « *gouvernabilité* ») ; soit l'ouverture d'une crise inédite permettant d'aller vers la transformation des rapports de forces entre les classes ou vers l'institutionnalisation d'une « *culture de gouvernement* » dans la gauche et les mouvements sociaux.

Quoi qu'il en soit, l'horizon immédiat pour la gauche radicale est riche de tensions, tactiques et stratégiques, difficiles à résoudre. Il s'agit de répondre aux exigences d'une politique de lutte de classe et à la tentation d'une cohabitation conflictuelle dans le cadre du système. Banaliser ces défis peut conduire à une sectarisation suicidaire et/ou à jeter par dessus bord des décennies d'accumulation politique révolutionnaire. ■

4. Alberto Couriel, dirigeant de la Vertiente Artiguista, "Les changements dans la gauche latino-américaine", *La Republica*, 1 juillet 1999.

5. Ibidem.

6. Editorial de *Correspondencia* (n° 1, segunda epoca), mensuel du PST.

7. Ibidem.

# Un avenir incertain et riche d'espérance

Par  
Alberto Cantero\*

Après mon retour du Venezuela cet été, après y avoir passé les trois dernières années, j'ai été très frappé par l'image qu'on donne de ce côté-ci de l'Atlantique du processus en cours là-bas. Soit par ignorance, soit par choix délibéré, on ne semble pas très bien comprendre ce qui s'y passe. Plus que de vouloir établir une quelconque vérité, ces quelques lignes veulent donner des pistes à ceux auxquels le processus politique vénézuélien semble intéressant.

Lors de mon arrivée en 1996, il était difficile de prévoir ce qui se passe aujourd'hui au Venezuela. Cela faisait sept ans qu'avait eu lieu le caracazo, révolte populaire contre les mesures imposées par le FMI au gouvernement du social-démocrate Carlos Andres Perez, qui coûta la vie à plusieurs centaines de Vénézuéliens. Cela faisait seulement quatre ans qu'avaient eu lieu les différentes tentatives de coup d'État – dont l'une conduisit en prison le président de la République actuel – qui, entraînent indirectement le procès de Carlos Andres Perez (1) puis l'arrivée au pouvoir de Rafael Caldera, un social-chrétien septuagénaire qui se présenta comme le dernier espoir du système politique instauré en 1958.

## Aux origines : l'offensive du FMI et un système politique corrompu

C'est justement en 1996, après trois ans de politique économique erratique, que le gouvernement de Caldera appliqua les recommandations du FMI. Ironiquement, le ministre responsable de la mise en place de ces mesures était un ancien guérillero amnistié dans les années 70 par Caldera lui-même (2). Le plan néolibéral du FMI, baptisé Agenda Venezuela, reprenait pour l'essentiel les mesures qui, quelques années auparavant, avaient causé le caracazo mais il fut habilement présenté par l'ancien révolutionnaire devenu ministre comme la seule possibilité pour sortir le pays de son profond

marasme. En conséquence, 1996 connut une inflation de 103 %, qui venait s'ajouter à celle de 70 % de l'année précédente, et une paupérisation accrue des secteurs les plus frappés par la crise, jusqu'à atteindre le chiffre actuel de 40 % de pauvreté absolue. C'est alors que devint célèbre la phrase de l'ancien guérillero, qui aurait pu être drôle si elle n'avait reflété le drame quotidien de la majorité des Vénézuéliens : « *Nous sommes mal mais nous allons bien.* »

Il restait encore deux ans avant la fin du mandat de Caldera, mais le peuple s'était déjà rendu compte que ses espoirs d'en finir avec la corruption et la misère avaient été définitivement trahis. Nous avons assisté en direct au coup de grâce définitif qui mit fin à la faible légitimité sociale que conservait encore un système fondé sur l'alternance au pouvoir des élites des partis et sur la distribution clientéliste de la rente pétrolière.

## L'aspiration au changement

Dans ce climat politique et dans une période de conflits sociaux animés par des classes moyennes constatant combien leur niveau de vie était dévoré par l'inflation et craignant d'aller grossir les rangs des 80 % de la population dont les revenus sont inférieurs au seuil de pauvreté, commencèrent à se profiler les futurs candidats à l'élection présidentielle de la fin 1998. L'énorme popularité dans les premiers sondages d'Irène Saez, maire de la ville la plus riche du Venezuela et ancienne miss Univers, mit en évidence, entre autres, le fait que le prochain président de la République devrait être un personnage indépendant sans aucun lien avec les partis politiques traditionnels. Il est intéressant de noter que le futur vainqueur, Hugo Chavez, ne recueillait alors, deux ans avant les élections, que 7 % d'opinions favorables contre 21 % d'opinions défavorables.

Les deux années suivantes se caractérisèrent par la recherche acharnée par les partis traditionnels – Action démocratique (AD, social-démocrate) et le Comité d'organisation politique des électeurs indépendants (COPEI, social-chrétien) – de candidats qui,



Aux États-Unis les caricaturistes se déchaînent contre Hugo Chavez (voir également en p. 29)

tout en étant indépendants et sans liens avec des affaires de corruption, représentent la continuité du bipartisme. Les autres partis, le Mouvement vers le socialisme (MAS) et la Cause radicale, ancienne référence de la gauche syndicale vénézuélienne, hésitaient entre la participation ou l'appui au gouvernement Caldera qui appliquait le plan du FMI et un discours plus proche des revendications de plus en plus impérieuses de leur base et de la population en général. Ces tensions eurent pour conséquences la scission d'une aile de gauche de la Cause radicale, qui fonda Patrie pour Tous (PPT) ; et à l'intérieur du MAS, les distances entre les ex-guérilleros convertis au néolibéralisme et la majorité du parti s'amplifièrent.

Le paysage politique s'éclaircit beaucoup quand le COPEI choisit Irène Saez comme candidate à la présidence, alors qu'elle avait été déjà investie par Cause Radicale et était en tête des sondages avec une avance notable. La surprise fut grande quand cette décision, liée au manque total de charisme et d'expérience politique de l'ancienne miss Univers, fit qu'en peu de temps sa popularité dégringola à la troisième place dans l'opi-

\* Alberto Cantero est membre de la Communauté chrétienne Oscar Romero – ITAKA. Il a bien voulu partager avec les lecteurs d'Inprecor ses réflexions sur le processus de transformation politique en cours au Venezuela.

1. Président une première fois de 1974 à 1979, le social-démocrate Carlos Andres Perez remporta à nouveau l'élection présidentielle en décembre 1988. Accusé de corruption à l'occasion des tentatives de coup d'État militaire de février et de novembre 1992, il fut finalement destitué de ses fonctions en mai 1993. Accusé du détournement de 17 millions de dollars, il a été jugé puis emprisonné.

2. Rafael Caldera avait déjà été président du Venezuela entre 1969 et 1974.

nion, qui continuait cependant à se prononcer en faveur d'un candidat indépendant.

A cette époque, s'était déjà lancé dans l'arène, avec une débauche de moyens incroyable, Henrique Salas Römer, entrepreneur multimillionnaire qui avait laissé le poste de gouverneur de Carabobo, un des États les plus importants du pays, aux mains de son fils, pour postuler à la présidence. Il se présentait comme un indépendant ayant une expérience de gouvernement et des relations précieuses avec le capital local et étranger.

Face à ces perspectives, où la droite présentait deux candidats, d'une part un joli visage aimable mais sans expérience et de l'autre un entrepreneur transformé en politicien, Hugo Chavez, qui à l'époque avait déjà réussi à mettre sur pied un embryon d'organisation au niveau national, le Mouvement V<sup>e</sup> République, réussit à attirer l'attention d'un nombre toujours plus important de personnes et d'organisations. Avec un discours empli de citations de Bolivar et de l'Évangile, profondément anti-impérialiste et en proposant une réforme radicale du pays, il réussit à se rapprocher de plus en plus de ceux qui étaient convaincus que le cycle politique inauguré en 1958 devait s'achever. Parmi ses soutiens, on trouvait curieusement des personnalités de la droite économique à la recherche de changements profonds garantissant une sécurité juridique minimale, des militaires et des anciens militaires boliviens las des élites qui contrôlent et ruinent le pays, des acteurs des mouvements sociaux ne se résignant pas à abandonner la politique aux politiciens traditionnels, des syndicalistes de gauche, des catholiques de base engagés dans les quartiers, des chrétiens évangélistes réclamant une place, des groupes révolutionnaires convaincus de la possibilité d'un profond changement, des gens de toutes sortes ayant accumulé un profond ressentiment contre ceux qui ont trahi tant de fois leurs espérances et, certainement, des opportunistes de tout bord voyant dans le nouveau mouvement une occasion pour s'enrichir.

Poussés par cette identification croissante des secteurs populaires avec le discours d'Hugo Chavez, les partis de gauche plébiscitèrent ceux qui demandaient de le soutenir et c'est alors que se forma la coalition de partis baptisée Pôle démocratique (Mouvement V<sup>e</sup> République, PPT, MAS, Parti communiste du Venezuela et un nombre infini d'organisations plus petites). Cette unité, outre la personnalité de Chavez, se fit autour de la revendication d'une Assemblée nationale constituante comme moyen de réformer radicalement l'État et de lutter

contre la corruption et les partis traditionnels.

### Le désarroi des politiciens traditionnels

La Cause radicale, pour se démarquer de sa récente scission, le PPT, et pour n'avoir pas cru aux chances de Chavez, adopta une attitude totalement ridicule en appuyant dans un premier temps Irène Saez puis en lui retirant son appui quand le COPEI lui accorda le sien. Finalement, elle se présenta derrière son propre candidat, ce qui, après les élections, faillit lui coûter son existence.

Face à cette unité de la gauche, et surtout face à la possibilité de plus en plus grande d'un triomphe de Chavez, les autres forces politiques, alliées à de larges secteurs de l'armée, des médias, du gouvernement et de l'ambassade des États-Unis, mirent au point une stratégie de harcèlement et d'attaque qui se traduisit par une campagne sauvage contre Hugo Chavez. Le rappel du coup d'État de 1992, l'imminence d'une dictature s'il l'emportait, la menace d'un second Cuba, d'une guerre civile, le danger d'expropriation de tous les biens, la fuite du capital étranger, le prétendu décret de fermeture des écoles catholiques, tels furent les arguments brandis, y compris par ceux qui n'avaient pas encore proposé de candidat, dans l'intention de terroriser une population qui semblait prête à soutenir l'ancien commandant.

Pendant ce temps, le candidat indépendant de la droite, Salas Römer, prouvait par ses voyages ses bonnes relations avec les États-Unis, alors que ceux-ci interdisait l'entrée de leur territoire à Chavez sous prétexte de son passé de putschiste et de ses bons rapports avec Cuba. Peut-être que les stratèges de la campagne de Salas Römer ne savaient pas que chaque fois qu'ils attaquaient Chavez au nom de son passé de dirigeant putschiste ou de son prétendu autoritarisme, ils faisaient augmenter sa cote de popularité au sein d'une population y compris prête à en passer par un gouvernement autoritaire pour mettre fin aux abus que la classe politique traditionnelle continuait à commettre.

La fin de la campagne fut épique. Lors des élections des députés et des gouverneurs, habilement séparées de la présidentielle par les partis pour éviter l'effet d'entraînement du vote Chavez et asseoir la présence de leurs dirigeants dans l'intérieur du pays, la première place revint au Mouvement V<sup>e</sup> République mais le Pôle patriotique n'obtint que la majorité relative au Parlement. Dans une ultime tentative pour éviter l'inévi-

table, les forces traditionnelles se séparèrent de leurs propres candidats pour soutenir Salas Römer, le mieux placé dans les sondages. Le COPEI laissa ainsi sur la touche une Irène Saez sans aucune chance et AD alla jusqu'à expulser du parti son propre président et candidat à la présidence de la République, Alvaro Uceró, qui refusait de se retirer. Tout cela, à quelques jours de l'élection, alors que les bulletins de vote avec les photos des différents candidats avaient été imprimés!

Cette ultime volte-face eut pour résultat de convaincre plusieurs votants potentiels de AD, du COPEI et de Salas Römer de l'absurdité de voter ce choix, voire de les conduire à donner leur suffrage à Chavez. Ainsi, malgré les sondages truqués, qui prévoyaient un résultat serré, la victoire de Chavez fut claire et nette avec pratiquement 20 % d'avance sur Salas.

A partir de ce moment, de manière implacable, chaque proposition énoncée durant la campagne électorale est devenue réalité.

### Rapidité des événements

Cela fait moins d'un an que Chavez l'a emporté, or beaucoup de choses ont déjà changé au Venezuela. Les partis traditionnels, AD et le COPEI, au pouvoir durant les quarante dernières années, ont pratiquement disparu aujourd'hui et cherchent à se rénover pour pouvoir survivre dans la nouvelle situation politique.

Les syndicats traditionnels, tellement liés aux partis hégémoniques que leurs exécutifs étaient nommés par les dirigeants de ces derniers, ne servaient en fait qu'à répartir des prébendes et des privilèges. En l'absence des mécanismes électoraux auxquels étaient soumis les partis, ces organismes étaient des exemples parfaits du fonctionnement clientéliste de la prétendue « démocratie exemplaire » du Venezuela. Pour la première fois depuis très longtemps, s'ouvre aujourd'hui la possibilité réelle de réformer profondément le syndicalisme et de réussir à faire exister enfin des organisations démocratiques qui défendent les intérêts de tous les travailleurs, y compris les 40 % du secteur informel.

L'approbation par référendum de l'organisation des élections de l'Assemblée nationale constituante, le 25 avril dernier, constitua l'autre avancée fondamentale du processus. Malgré une abstention de 60 %, cette décision fut approuvée par 90 % des votants.

La victoire écrasante des partisans de Chavez lors des élections de l'Assemblée

constituante, le 25 juillet, remportant 120 des 131 sièges, fut la conséquence logique d'un processus où alors qu'augmentait la force de Chavez l'opposition à ses propositions diminuait. Ceux qui n'étaient pas d'accord avec lui n'eurent d'autre solution que d'opter pour l'abstention ou de disperser leurs voix. Ces élections, bien qu'elles aient été les premières avec un système de listes ouvertes, servirent à montrer les limites de la participation de la société civile et la nécessité de l'organisation politique pour agir.

Plus récemment, la dissolution prévue du Parlement, où subsistait une majorité opposée aux changements et le refus de certains parlementaires d'assumer un rôle subalterne dans l'Assemblée constituante, servirent de prétexte pour présenter au monde entier l'image d'un processus autoritaire allant à l'encontre des institutions démocratiques.

La démission de la présidente de la Cour suprême de justice, élue par les élites des partis traditionnels, car elle n'avait pu éviter le démantèlement de l'appareil judiciaire antérieur par les nouveaux pouvoirs, constitue le dernier épisode de la liquidation rapide d'un système politique qui n'était plus que l'affaire de quelques-uns aux dépens de la faim et de la souffrance de la majorité de la population vénézuélienne. Il est difficile de prévoir comment fonctionnera le nouveau système, mais il est sûr qu'il ne pourra guère être plus pernicieux pour les Vénézuéliens.

## Leadership incontestable

Hugo Chavez est une personne qui ne cache pas son origine paysanne et, au contraire, s'en revendique, tout comme il revendique ses traits andins, sa condition de militaire, son passé putschiste, son admiration pour Fidel Castro ou le fait que les États-Unis lui aient refusé un visa d'entrée. C'est une personne qui prouve qu'elle a profité de ses deux années d'emprisonnement, qui cite de mémoire des hommes politiques et des penseurs, qui appelle les choses par leur nom et qui dit à voix haute ce dont la majorité des gens discutent dans les quartiers. Une personne convaincue de son destin providentiel, de sa condition de dirigeant et de sa victoire finale.

Il est certain que dans le terreau culturel populaire du Venezuela et de toute l'Amérique latine, il est très facile qu'apparaissent ces leaderships personnels, ne pouvant être transférés ni à une organisation ni à un projet. Malheureusement, dans beaucoup de cas, ils s'accompagnent d'une faible participation de la population à la vie politique, à l'exception des grands-messes où le

dirigeant est exalté. Il est en revanche également certain que toute direction collective que l'on veuille construire au Venezuela et tout projet politique désirant aller de l'avant doivent nécessairement passer par l'identification de larges franges de la population soit avec une personne concrète, ayant un prénom, un nom et une histoire, soit, comme cela a été le cas jusqu'à nos jours, avec une pratique clientéliste qui rend plus terre à terre les supposées relations abstraites qu'entretient la politique avec les nécessités quotidiennes des gens. Le leadership personnel et la pratique clientéliste sont des manières de faire de la politique dans des cultures où le relationnel et l'affectif comptent beaucoup plus que le monde symbolique des idées, des programmes et des projets. Le plus grand danger ici n'est pas tant l'accentuation du caractère personnel du leadership d'Hugo Chavez que le fait que ce leadership ne réussisse pas à empêcher la réapparition du système corrompu antérieur, où malgré l'absence de leaders charismatiques, les rouages organisationnels répartissaient la richesse de façon arbitraire et clientéliste.

## Des mots d'ordre clairs

Outre un leadership indiscutable, le projet de changement au Venezuela a pris dès le début une direction très claire : la liquidation du régime actuel et la fondation de la Ve République à travers une Assemblée nationale constituante qui rédige une nouvelle Constitution et redessine la répartition des pouvoirs. C'est la boussole qui a guidé à tous les instants les efforts du Pôle patriotique et de Chavez. Par ailleurs, la lutte contre la corruption et contre la pauvreté, la défense de la souveraineté nationale et la critique du néolibéralisme furent des mots d'ordre complémentaires qui ont permis aux gens de la rue de comprendre l'objectif concret de la proposition si « politique » au centre du discours de Chavez.

Il est évident qu'un but stratégique si général a permis à des personnes d'idéologies différentes de converger vers ce projet.



Mais il est également sûr que beaucoup des propositions avancées par ceux qui dirigent le processus ont pour but de rétablir des principes fondamentaux de justice sociale. C'est un manque de rigueur seulement explicable par l'ignorance ou l'intérêt politique que de mettre dans le même sac,

comme certains l'ont fait, Chavez, Fujimori et Banzer, tout comme d'affirmer que tel est le visage que prend la nouvelle phase du néolibéralisme dans des pays où règne une grande pauvreté.

## Mobilisation constante

Le leadership de Chavez et ses mots d'ordre clairs ont été accompagnés durant toute la période par une présence continue dans la rue de larges masses, plus ou moins organisées, exprimant leurs désirs et garantissant l'irréversibilité des mesures prises.

L'application de fait par le gouvernement et son président des mesures proposées durant la campagne électorale qui les mena au pouvoir, sans trop s'appesantir sur les formalités réglementaires, a été accompagnée d'un assentiment massif exprimé de différentes façons. Le fait de voir le président lui-même exercer une sorte de désobéissance civile, en passant au-dessus des procédures et des manœuvres dilatoires des pouvoirs constitués, a créé dans la population la conscience de la nécessité de prendre des risques pour pouvoir obtenir des réformes rapides et profondes. L'élite politique, bien trop habituée à usurper la représentation d'une majorité passive et absente, a été surprise par la fougue d'une population dont les frustrations ont été canalisées par l'espoir des changements qui ont débuté. Au Pôle patriotique revient le mérite d'avoir canalisé les profondes attentes de changement de 80 % de la population, parfois en les mobilisant et parfois en les orientant.

## Participation des forces armées

On ne peut nier que la participation des forces armées au processus en cours a été très significative. Il n'est pas vain d'affirmer que seuls les contacts et l'appui dont Chavez disposait à l'intérieur de l'armée ont évité une tentative de coup d'État imminente à la veille des élections. Sa rapidité de manœuvre et son habileté pour démanteler en peu de

## Venezuela

temps la structure militaire antérieure ont fait que l'opposition aux changements soit minime à l'intérieur de l'armée et que celle-ci soit devenue un moteur de ces derniers.

On ne peut pas oublier non plus certaines différences entre la nature et la perception des forces armées au Venezuela et dans d'autres pays d'Amérique latine. L'armée vénézuélienne, contrairement à celles d'autres pays de la région, n'a jamais été une armée de classe, même si elle a à plusieurs occasions agi aux côtés des gouvernements en place en réprimant des initiatives populaires. De plus, bien qu'elle ait été mêlée à de retentissantes affaires de corruption, sa popularité dans la population ne peut être comparée qu'à celle de l'Église et est bien supérieure à celle de toute autre institution de l'État.

Il n'est donc pas surprenant que la population ait bien reçu la proposition du gouvernement actuel d'impliquer les forces armées dans un programme civico-militaire d'urgence dans pratiquement tous les services sociaux. En conséquence, et certainement avec tristesse, le Vénézuélien moyen a pu constater comment des services qui avaient totalement failli aux mains de l'administration civile ont multiplié par dix leur efficacité.

Les dangers de cette omniprésence militaire sont évidents : légitimation des forces armées, militarisation des relations avec l'administration, militarisation de l'enseignement à travers l'instruction militaire dans les lycées, etc. En tout cas, rien qui n'aille contre l'appréciation générale de la majorité de la population. On note un aspect apparemment positif : l'annonce de la réduction du budget militaire pour créer un fonds de dépenses sociales.

### Le démantèlement de l'opposition interne

En conséquence de la rapidité du processus, du leadership incontestable de Chavez et de l'appui massif qu'il a reçu, l'opposition politique est passée de la disqualification, des insultes et de la diffamation au silence honteux dans certains cas ou à la conversion enthousiaste dans d'autres. Sauf quelques rares exceptions, toute velléité d'opposition interne s'est effondrée face aux évidences qui apparaissent au fur et à mesure qu'est découverte l'ampleur de la corruption du régime précédent.

Curieusement, c'est de la société civile qu'est venu le contrepoids le plus constructif, contrepoids dont le bloc dirigeant a d'ailleurs su tenir compte. Des secteurs des Églises catholique et évangéliste, des organi-

sations de défense des droits de l'homme et y compris des organisations patronales, ont su suggérer, proposer et passer des accords avec ceux qui tiennent les rênes du processus constituant.

Par ailleurs, la pluralité même régnant au sein du Pôle patriotique rend possible l'existence de différentes sensibilités qui, tout en assumant la nécessité de réformes profondes, agissent comme des contrepoids mutuels. Cette pluralité sera certainement suffisamment riche pour garantir une nouvelle Constitution dans laquelle tout le pays pourra se retrouver.

### Les intérêts de l'opposition extérieure

Contrairement à ce qui s'est passé pour l'opposition interne, l'opposition au processus vénézuélien a augmenté au-delà des frontières. Dans le meilleur des cas, ces critiques sont le fruit d'un manque complet d'informations, ou d'une analyse totalement étrangère aux clés culturelles vénézuéliennes. Dans le cas des médias qui façonnent l'opinion aux États-Unis et en Europe, on peut dire qu'il s'agit d'une agitation propre à ceux qui craignent pour leurs intérêts. D'un côté, n'oublions pas que les États-Unis sont le principal acheteur du pétrole vénézuélien dont, depuis un an, le prix a pratiquement doublé. De l'autre, ils ne veulent pas que leurs intérêts stratégiques soient remis en cause, avec une Colombie où ils sont impliqués jusqu'au cou sur le point d'exploser, or le Venezuela a par exemple interdit leurs vols dans son espace aérien.

Par ailleurs, n'oublions pas que le Venezuela fut le paradis où tous les dirigeants sociaux-démocrates européens, appelés par Carlos Andres Perez et Felipe Gonzalez en tête, investirent leur capitaux accumulés après des années de pouvoir. Il n'est donc pas étonnant que des quotidiens européens de cette mouvance politique s'efforcent tant de rappeler le passé putschiste d'Hugo Chavez, principal responsable de la chute du régime ami.

Bien que la victoire électorale ne donne jamais tous les droits aux vainqueurs, elle sert à répondre à ceux qui, depuis leurs tribunes douteuses, distribuent les titres de dictateurs ou de démocrates à droite et à gauche et surtout vice versa. Ceux qui accordent apparemment tant d'importance à la « *volonté populaire librement exprimée par les urnes* » devraient chercher un exemple de gouvernant qui, en moins d'un an, se soit soumis à quatre reprises au plébiscite populaire et en soit sorti victorieux les deux der-

nières fois avec plus de 90 % de l'appui populaire. Curieusement, ce sont ceux qui exigent de tous des « *élections libres* » qui continuent à affirmer aujourd'hui que, malgré celles-ci, le Venezuela a pris le chemin de la dictature. Une fois de plus, ils prouvent qu'en réalité, les gouvernements démocrates sont ceux qui gouvernent en leur faveur et les dictateurs ceux qui défendent leurs intérêts de façon autonome.

### Un avenir incertain

Le futur du Venezuela est certainement incertain, si tant est que cette contradiction soit possible. Les dangers sont nombreux : impossibilité de changements profonds, plus grande militarisation de la société, réapparition possible de la corruption érigée en système, centralisation politique, formation de nouvelles élites liées aux partis... Rien que l'inconnue sur le fait de savoir si toutes ces réformes politiques vont se traduire par un plus grand bien-être pour les 80 % de Vénézuéliens pauvres serait suffisante pour ne pas pouvoir porter un jugement définitif sur ce processus.

Mais le fait d'avoir un avenir incertain peut être une chance par les temps qui courent. C'est encore pire pour les pays qui, en toute certitude et sans aucun doute, peuvent prévoir un avenir proche où ils seront totalement étouffés par la domination des créanciers et leurs politiques d'ajustement, sans réelles perspectives de changement.

Ce que deviendra le processus vénézuélien dépendra en grande partie de la plus ou moins grande implication des forces qui cherchent un changement profond. Les difficultés sont grandes et l'échec sera toujours plus proche que la réussite, bien que le pire échec serait de laisser passer cette opportunité en restant les bras croisés. Nous vivons des moments de grande politisation de la société, ce qui constitue un énorme avantage pour ceux qui désirent lancer et propager des idées nouvelles. Comme à de rares occasions dans l'histoire d'un pays, au Venezuela, on débat des bases fondamentales du nouveau système politique. Un processus constituant est toujours un moment d'éducation politique de la société, de proposition, de débat, de regroupement et de lutte pour convaincre ceux qui doutaient qu'il est possible de sortir du trou. Le fait de rester sur le côté dans ces moments-là, en vertu de prétendus critères de pureté politique, peut être difficilement distingué des positions que défend l'ancien régime, c'est-à-dire les anciens privilégiés. Ce n'est qu'à partir de la perspective de ceux qui ont vécu

(lire la fin en p. 31) →

# De l'autonomie des organisations sociales en temps de guerre

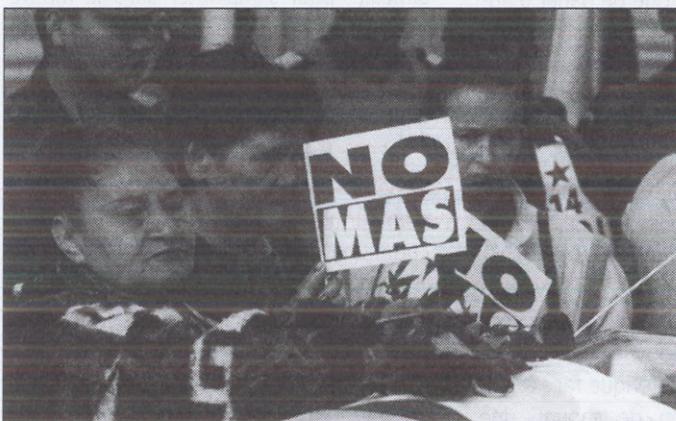
## Document\*

Le conflit armé en Colombie est né du développement des luttes paysannes et de la solidarité avec les travailleurs. Pendant de longues années, son action dans les campagnes, sorte de complément des luttes urbaines, s'est centrée sur la riposte à la violence de l'oligarchie, avec pour objectif immédiat les occupations de terres et comme perspective programmatique la socialisation des moyens de production.

Les limites qu'a rencontrées son développement dans les zones les plus peuplées a conduit à urbaniser ses objectifs. Des arguments très recevables avancés par nombre de ceux qui ont quitté les rangs de la guérilla tournaient autour de cette question. Le défi représenté par la concentration des moyens de production dans les zones urbaines, et les difficultés du redéploiement des forces sur ce terrain ont conduit à des réactions diverses. Les FARC ont déplacé leur axe principal de développement dans la selva et les terres de colonisation. L'ELN a choisi de concentrer ses forces dans la zone pétrolière, autour de l'oléoduc, en prenant comme

cible le secteur de l'énergie. Cette reconversion de leurs plans d'accumulation de forces politico-militaires leur a permis de prendre le contrôle de régions devenues stratégiques du fait des ressources naturelles ou du développement des cultures de coca.

Cette forte implantation dans des zones considérées comme des réserves, où le pouvoir institutionnel était pratiquement absent,



Obsèques d'un humoriste assassiné par les paramilitaires

a conduit le mouvement insurrectionnel à assumer les fonctions politiques, économiques et juridiques de l'État.

## Les paramilitaires nient l'autonomie des organisations populaires

Quand la croissance du mouvement insurrectionnel a commencé à inquiéter l'impérialisme et la classe dirigeante, et face aux pressions de la communauté internationale dénonçant les violations permanentes des droits de l'homme par les Forces armées, ils ont choisi de développer des forces paramilitaires. Elles sont nées comme un produit dérivé des affrontements entre cartels de la drogue, avec dès le départ un degré de barbarie dans les méthodes inconnu jusqu'alors dans les guerres de ce continent. Cette oligarchie violente et antidémocratique ne pouvait qu'engendrer un système paramilitaire à son image, mais en prenant soin de s'en démarquer honteusement en public, en niant toute paternité ou complicité.

Quand une force de gauche conquiert l'hégémonie politique et le contrôle territorial par la lutte armée, les rapports avec les mouvements sociaux dans ces régions rurales sont essentiels quant à la capacité à étendre ou non cette hégémonie dans les régions urbaines et sociales, nationales comme internationales. Sa légitimité révolutionnaire est déterminée par le niveau de

soutien direct ou indirect que lui apportent les mouvements sociaux organisés et par la sympathie qu'engendre son action dans le pays.

Pour les paramilitaires, la terreur fasciste, les massacres et les déplacements forcés, sont le moyen d'affirmer leur hégémonie et de préparer le retour ou la mise

en place d'institutions militaires. Ils font le sale travail de nettoyage sur le terrain social et politique, et permettent aux forces armées de l'État de se prétendre à l'écart des violations des droits de l'homme intrinsèques à la stratégie de guerre antisubversive. Ils sont aussi l'expression politico-militaire la plus rétrograde des grands propriétaires terriens, éleveurs et narcotrafiquants, garants de la possibilité de maintenir leur pouvoir économique dans ces zones.

Sur le plan économique et social, les paramilitaires pratiquent le paternalisme distributif à l'intention de leurs adeptes à qui ils remettent une partie des terres des paysans déplacés, tout en créant de nouveaux propriétaires fonciers et en étendant leur

\* Nous publions ici des extraits d'un document adopté par l'organisation marxiste révolutionnaire colombienne "Presentes por el socialismo" ("Présents pour le socialisme"), membre du Forum de Sao Paulo, sous le titre : "Autonomie des organisations sociales confrontées à la guerre et à la globalisation".

→ (suite et fin de la p. 30)

des décennies dans le camp des perdants et n'ont donc plus rien à perdre, depuis le camp des victimes, que l'on peut comprendre l'espoir envers ce futur si certainement incertain.

Pour cela, la seule chose à répondre aux oiseaux de mauvaise augure, qui à force de ne jamais s'impliquer dans rien peuvent toujours dire « je l'avais prévu », est que le peuple vénézuélien a droit à l'espérance. Or au Venezuela, c'est l'évolution actuelle qui a ouvert une porte pour cette espérance. Une espérance qui semblait avoir oublié le chemin de cette terre, auparavant prospère et qui aujourd'hui se demande juste si elle a encore le droit d'exister dignement. Vivement que dans d'autres endroits, on prenne également bonne note de ce qui se passe là-bas. ■

15 octobre 1999

contrôle sur ces zones essentielles tant pour la production et l'exploitation de la drogue que pour des projets internationaux géostratégiques, en matière d'énergie ou de biodiversité. Ces terres qu'ils accaparent aujourd'hui par la violence, ils les revendront cher demain aux multinationales en leur garantissant la paix sociale dans la région. Cette concentration de terre se fait en démantelant la résistance collective des communautés agricoles, et donc leur autonomie et leur indépendance politique.

Pour les paramilitaires comme pour les forces de police ou l'armée, tout mouvement social ou syndical est un ennemi potentiel à combattre, en assassinant ses dirigeants les plus connus. Ils ne l'acceptent que s'il se soumet politiquement et leur offre ainsi une façade de légitimité sociale vis-à-vis de l'opinion publique. Revendiquer le pluralisme idéologique dans les zones sous leur contrôle est aussi risqué que de parler d'autonomie ou d'indépendance de classe. Leur changement d'attitude est éloquent face aux Communautés de paix. Comme elles défendent leur autonomie vis-à-vis de toutes les forces en armes, y compris l'armée, elles sont victimes d'assassinats dans le but de les soumettre au contrôle militaire de l'État prétendument neutre. Les forces paramilitaires représentent consciemment la classe à laquelle elles appartiennent. Elles cherchent à détruire le tissu social ouvrier et populaire qui réalise un obstacle historique face à leur stratégie d'accumulation de capital, une résistance souvent même plus effective que les forces armées insurgées.

### Les rapports entre les forces insurgées et le mouvement populaire organisé

Face à l'attitude brutalement antidémocratique des paramilitaires et de l'armée, les mouvements insurrectionnels de gauche n'opposent pas toujours une alternative claire. Ainsi, les dirigeants des mouvements de guérilla qui ont accepté de se démobiliser et se sont regroupés dans l'Alliance démocratique - M 19, une fois élus au parlement, ont passé outre l'autonomie politique et sociale de leur organisation. Au nom de la lutte contre les appareils staliniens et de la dénonciation des courroies de transmission, ils ont ignoré la volonté des militants et des sympathisants et pratiqué un autoritarisme politique qui n'a rien à envier à celui de n'importe quel parti bourgeois. L'autonomie dont ils se réclament consiste à défendre leur autonomie comme dirigeants, pour se répartir à leur guise les postes politiques et les subsides de la politique de réinsertion, et

en priver toute personne qui ne fait pas allégeance. On ne peut pas se rassurer en affirmant que ce ne sont que des petits bourgeois ou des infiltrés, et que ceux qui ont décidé de poursuivre la lutte armée sont d'une tout autre nature. Il y a la déception politique qui conduit à ces attitudes capitulaires, mais aussi des méthodes et une éducation qui nourrissent ces comportements.

Les FARC et l'ELN, engagées depuis trente ou quarante ans dans la lutte pour la cause populaire et socialiste, sont les deux principales forces insurrectionnelles parmi la douzaine ou plus qui existent en Colombie. Mais une séquence continue d'erreurs dans les rapports avec les mouvements sociaux a terni leur image. Il ne s'agit plus seulement de cas isolés, de fautes individuelles secondaires, comme ce fut longtemps le cas. Aujourd'hui, ces pratiques sont devenues la principale arme de l'ennemi et la principale difficulté pour s'implanter dans le mouvement de masse, avant tout urbain. La question exige donc d'être abordée en profondeur, au-delà des difficultés que cela peut engendrer.

C'est là que l'État trouve matière pour l'essentiel à sa propagande contre le mouvement armé, aussi bien en direction de la communauté nationale qu'internationale. Très longtemps, les mouvements sociaux, paysans, indigènes, les ONG elles-mêmes ont fait silence sur leurs divergences ou leurs critiques avec les mouvements insurrectionnels au nom du soutien aux objectifs stratégiques que beaucoup de leurs membres partageaient. L'incompréhension du droit à l'autonomie des communautés indigènes, des communautés noires et d'autres mouvements sociaux présents sur les territoires où ils agissent est aujourd'hui préoccupante ; tout comme leur conception militariste du contrôle de ces territoires, qui s'impose au détriment d'autres choix sociaux ou politiques progressistes ou de gauche. Leur incapacité est patente, au-delà de savoir qui détient la vérité immédiate, à considérer que, des mouvements sociaux, peuvent surgir des options supérieures aux leurs. Il faut y ajouter, dans leurs territoires d'influence, les rapports complexes et erronés avec les classes possédantes dont ils exigent le paiement d'un impôt, avec souvent la contrepartie d'une paix sociale, du blocage ou du contrôle des luttes sociales qui les affectent.

Les FARC ont vu leur image internationale, construite au prix de longs efforts, gravement détériorée par l'erreur grossière de l'exécution sommaire des trois indigénistes nord-américains. S'ils avaient respecté l'autonomie des indiens Uwas, une communauté à qui son long affrontement dans une

quasi solitude avec les transnationales du pétrole a donné une autorité qui lui permet de revendiquer son indépendance face au pouvoir de l'État, pareille calamité n'aurait pas eu lieu. La lutte des Uwas, leur expérience héroïque, mérite le plus grand respect du moindre des combattants. Pour autant il n'est pas question d'entrer dans le jeu de la presse bourgeoise qui accuse les FARC de souhaiter au fond l'installation des trusts pétroliers dans cette région pour pouvoir leur soutirer un impôt, sans se préoccuper des dégâts écologiques et culturels que cela implique.

Du point de vue de l'objectif stratégique, gagner le soutien de la population, l'enlèvement des passagers de l'avion de la compagnie Avianca par l'ELN n'est pas plus compréhensible. On peut comprendre leur volonté de démontrer qu'ils ont une capacité intacte et que le gouvernement conservateur, contrairement à son prédécesseur libéral, ne doit pas les traiter comme une force de second rang. On peut partager leur dénonciation des effets du "Plan de développement" sur la santé et l'éducation, leur refus des privatisations, alors que ces questions ne semblent pas être abordées dans les négociations entre le gouvernement et les FARC, mais personne ne peut comprendre que les supports de ces messages soient des passagers séquestrés arbitrairement. Cela alimente la propagande de ceux qui veulent mettre sur le même plan les disparitions violentes de militants des mouvements sociaux et politiques et les enlèvements à caractère politique et économique perpétrés par la guérilla.

D'importants revers l'ont aussi affectée sur le plan de sa stratégie militaire, là où des actions isolées des masses lui ont fait perdre le contrôle de régions ouvrières et paysannes acquises depuis longtemps à sa cause. Le bilan autocritique n'en a pas été fait sérieusement, tout au moins publiquement. C'est encore vrai pour les exécutions sommaires de collaborateurs des paramilitaires, où l'opinion publique ne voit pas de différence avec celles que ceux-ci commettent contre la population civile. Il y a rarement jugement populaire, ou le souci de démontrer la supériorité morale d'un projet militaire face à l'autre.

Cette attitude vis-à-vis du mouvement social est apparue clairement pendant les 21 jours de grève organisés par les syndicats nationaux, et les affrontements sans précédent dans la rue avec les forces de répression. En pleine phase préliminaire de négociations avec le pouvoir, les FARC et l'ELN ignoraient ou mentionnaient à peine ces luttes populaires héroïques. Ce n'est pas

qu'elles en contestaient la validité, mais qu'elles avaient toujours sous-estimé la capacité du mouvement syndical à impulser de telles luttes. En outre, d'une certaine façon, ces luttes perturbaient à leurs yeux la politique de négociations de paix qu'elles avaient réussi à mettre en place. Tout au contraire, c'est justement de cette séparation entre conflits sociaux et lutte armée que le gouvernement a fait l'axe central de sa politique.

Ce comportement de la guérilla s'est manifesté dans les décisions de sommet, au sein du mouvement social, visant à repousser les urgences de la lutte syndicale et populaire pour qu'elles puissent s'accorder au calendrier des négociations de paix. Jouer les pompiers des luttes sociales en pensant en tirer un bénéfice politique supérieur est une arme à double tranchant qui peut engendrer démobilitation et démoralisation. Cela ne se justifie que s'il y a parfaite unité de vue et respect de la volonté de lutte surgie des masses, et pas quand il s'agit d'accords de sommet qui répondent aux intérêts d'une force déterminée, sans que puisse être garantie l'issue de cette lutte.

Nous défendons cette position tout en nous opposant à d'autres forces politiques qui ont commencé par critiquer très violemment la guérilla, pour n'avoir pas soutenu le mouvement de grève des syndicats, mais ont ensuite maintenu que le mouvement syndical, au nom de son autonomie, ne devait pas s'asseoir à la table des négociations de paix. L'autonomie et l'indépendance de classe vis-à-vis des processus politiques et de paix doit s'affirmer sur le plan programmatique, mais pas en maintenant le mouvement à l'écart des terrains politiques essentiels. Nous rejetons l'idée que la solution politique du conflit armé est une tâche extérieure au mouvement ouvrier et populaire, qui relève du domaine des partis politiques.

Nous ne croyons pas que le seul fait de recourir aux armes dans la lutte révolutionnaire doive engendrer des comportements autoritaires. Mais nous ne pouvons pas considérer qu'il ne s'agit que d'erreurs accidentelles, alors que le lien est évident. Aussi difficile que cela soit dans les conditions de guerre, si l'éducation politique des combattants était fondée sur la nécessité de se com-

porter dans chaque acte quotidien comme les représentants de la classe ouvrière et des paysans et sur l'affirmation que le parti et l'armée populaire sont des détachements spécialisés de la cause des exploités et des opprimés, et en aucun cas une force qui se substitue à eux ou les opprime, alors nombre des erreurs commises auraient été évitées.

### Autonomie dans les zones de conflit

Les relations sont d'autant plus problématiques quand il s'agit de zones de conflit militaire, où l'autonomie se trouve relativisée. Mais cela devient un problème grave



Une colonne des FARC

quand la même attitude se perpétue dans les zones sous contrôle de la guérilla et que ce qui devait être relatif et provisoire devient la règle permanente.

Dans certaines zones de combat, notamment en Uraba, des Communautés de paix ont vu le jour, sous l'impulsion principale de l'Église officielle et d'ONG internationales. Il s'agissait de montrer que la situation créée dans notre pays était une simple guerre entre forces armées pour le contrôle d'un territoire, assez proche des guerres féodales. Cela conduisait à ignorer les causes économiques, sociales et de classe à l'origine du conflit armé et à présenter la population comme étrangère à ce conflit dont elle est la victime. Les Communautés de paix affirmaient que la lutte de classe n'avait pas place en leur sein et se prétendaient neutres vis-à-vis des forces armées "illégalles", autrement dit la guérilla et les paramilitaires. Mais dans la situation de guerre, cela conduit à une claire dépendance vis-à-vis des institutions étatiques, en particulier de l'armée, au détriment de l'autonomie et de l'indépendance de classe des organisations sociales.

Certaines ONG se sont attachées à « tirer le peuple hors du conflit ». D'autres ont défendu l'idée d'une « neutralité active », comprise comme neutralité vis-à-vis du conflit armé mais pas face au conflit social. C'était un pas en avant mais qui ne remettait pas en cause l'idée que ces deux conflits n'avaient aucun lien historique. Pourtant, cette vision s'est largement imposée dans les zones contrôlées par les paramilitaires ou en conflit, quand la guerre paraissait n'avoir plus de sens, du fait des assassinats barbares et arbitraires des paramilitaires, mais aussi, secondairement, du développement des conceptions militaristes dans les rangs de la guérilla.

Les forces insurgées ont du mal à comprendre que le peuple ne prend pas toujours parti pour leur cause et elles ont souvent cherché à passer outre. Elles n'ont pas compris qu'après des années de massacres répétés, les communautés qui avaient acquis une certaine autonomie sociale, avaient besoin de pouvoir souffler et de voir s'éloigner la menace d'assassinats indiscriminés. Cela explique l'écho rencontré, au-delà de leur discours officiel, par les Communautés de paix, notamment auprès des populations paysannes déplacées.

Il aurait fallu leur tenir un discours politique pour expliquer le piège tendu, mais se préoccuper aussi de partager leur lutte pour des revendications sociales, alors que la situation ne permettait pas de poursuivre des objectifs supérieurs. La guérilla a choisi de leur imposer une soumission politique. Les ONG et l'Église ont eu beau jeu d'appeler au respect de "l'autonomie" du mouvement des déplacés, ce qui signifiait en fait les placer sous leur contrôle sur le plan politique et sous celui de l'armée sur le plan militaire.

Mais les peuples réfléchissent et mûrissent. Les déplacés ont construit leur identité et leur autonomie en affirmant leurs revendications programmatiques spécifiques. Ils ont franchi les barrières que leurs imposaient l'Église, les ONG et l'État, et ont affirmé leurs positions de classe en partant de leur propre réalité. Cela s'est reflété au sein même des ONG, au point que l'armée, les paramilitaires et la droite ecclésiastique ont joint leurs efforts pour réprimer les communautés qu'ils avaient pourtant créées eux-mêmes à Uraba...

Au-delà de la sympathie qu'elle peut rencontrer au sein de ces communautés, la guérilla n'a pas compris les changements sociaux qui se produisaient dans leurs rangs ni la politique à suivre pour impulser leur développement autonome de classe.

— Les index paraissent toujours dans le dernier numéro de l'année. Le précédent index (n° 420 à 430/431) est paru dans le n° 430-431 de décembre-janvier 1998.  
 — En décembre 1998 *Inprecor* a publié un numéro double (n° 430/431, de décembre 1998 - janvier 1999) entièrement consacré à l'histoire de la IV<sup>e</sup> Internationale. Les articles de ce numéro ont été indexés en 1998.  
 — Le n° 432 de février 1999 (dossier Brésil) porte par erreur sur sa couverture l'indication « novembre 1998 - n° 429 ». Cette erreur n'apparaît pas dans le cahier intérieur.  
 — Deux numéros doubles ont paru en 1999 : le n° 437/438 de juillet-août (48 pages) paru en juillet et le n° 439/440 de septembre-octobre (52 pages) paru en octobre.

**Thème ou Pays / titre auteur n° date**

**Algérie**  
 Lendemains d'élections contestées Osmane Redouane 436 juin  
 Résolution du PST algérien document 436 juin

**Allemagne**  
 Lafontaine débarqué par le grand capital François Vercammen 434 avril  
 Le PDS sur la voie de gouverner Angela Klein 435 mai  
 Le PDS : gouverner à tout prix ? Winfried Wolf 435 mai  
 Guerre et paix, une controverse à gauche W. Wolf & Gregor Gysi 435 mai  
 Défaite de la gauche au congrès des Grünen David Müller 436 juin  
 Une mécanique de capitulation syndicale Markus Kroughs 436 juin  
 Schröder s'incline devant le capital Angela Klein 437/38 juillet  
 Le gouvernement « rouge-vert » : première année Winfried Wolf 441 novembre  
 Les syndicats après le dérapage su SPD document 441 novembre

**Amérique latine** (cf. également par pays)  
 1<sup>er</sup> Mai : le retour de la classe ouvrière Ernesto Herrera 436 juin  
 L'Internationale socialiste débarque... Emilio Cafassi 437/38 octobre  
 « L'ordre » libéral en plein désordre Ernesto Herrera 441 novembre

**Argentine**  
 Élections entre le tournant et l'indifférence Pedro Brieger 442 décembre

**Azerbaïdjan**  
 Les pieds dans le pétrole Serge Conrad 436 juin

**Banque mondiale**  
 Banque mondiale et OCDE contre les travailleurs Eric Toussaint 433 mars

**Belgique**  
 L'Euro d'abord Frank Slegers 433 mars  
 Couples homosexuels en Belgique Anke Hintjens 433 mars  
 Choc électoral majeur Alain Tondeur 437/38 juillet

**Brésil**  
 La gauche du PT à la tête d'un État en crise (réd.) 432 février  
 Esquisse d'un bilan de campagne du PT Joaquim Soriano 432 février  
 Les partis politiques au Brésil (réd.) 432 février  
 Résultats de l'élection présidentielle (réd.) 432 février  
 Résultats des élections des députés au Parlement fédéral (réd.) 432 février  
 Un gouvernement de gauche radicale Ernesto Herrera 432 février  
 « Pour gouverner nous devons organiser une mobilisation populaire » interview de Miguel Rossetto 432 février  
 La réalité de la crise document 432 février  
 Construire une alternative Chico Vicente 432 février  
 L'ajustement structurel ou l'économie du casino Fabio Pereira 432 février  
 Le budget participatif  
 ou dix ans de démocratie municipale à Porto Alegre Raul Pont 434 avril  
 V<sup>e</sup> Conférence nationale de Démocratie socialiste *Em Tempo* 439/40 octobre  
 DS a vingt ans *Em Tempo* 439/40 octobre  
 Le budget participatif et les mouvements sociaux Chico Vicente 439/40 octobre

**Canada**  
 Élections au Québec Marc Bonhomme 432 février

**Chine**  
 Une nouvelle phase, dix ans après Tien Anmen ? Livio Maitan 436 juin

**Colombie**  
 Négociations sur le caractère de l'État (en pleine guerre) E. Herrera 439/40 octobre  
 Non à l'intervention nord-américaine ! PST d'Uruguay 439/40 octobre  
 De l'autonomie des organisations sociales en temps de guerre PPS 442 décembre

**Communauté des États Indépendants (C.E.I., ex-U.R.S.S.)**  
 Gangstérisme et restauration capitaliste J. M. 439/40 octobre  
 Une crise provoquée par l'élite Roman Kondakov 439/40 octobre  
 Adresse aux révolutionnaires socialistes R. K. 439/40 octobre  
 Tâches des gauches révolutionnaires pour la CEI R. K. 439/40 octobre  
 La guerre contre la Tchétchénie David Mandel 442 décembre

**Corée du Sud**  
 Emprisonnés pour leurs idées Michael Löwy 433 mars

**Disparitions**  
 Brenda "Marita" Silvera - Uruguay Ernesto Herrera & PST 432 février  
 May Wickramasuriya - Sri Lanka J. M. 433 mars

**Économie**  
 Keynes, le retour ? Nicolas Bénéès 434 avril  
 « Désarmer » les marchés financiers Denis Horman 436 juin  
 Le monde selon l'OMC Pierre Rousset 442 décembre

Clause sociale et résistance sociale Denis Horman 442 décembre

**Écosse**  
 Percée électorale de la gauche radicale Alan McCombes 436 juin  
 La marche en avant du SSP document 437/38 juillet

**Équateur**  
 Crise, austérité et résistance populaire Juan Adolfo Montenegro 435 mai

**Espagne**  
 Euro-élections : gauche nationaliste en Galice et au Pays basque 437/38 juillet  
 Y a-t-il une issue à la crise de la Gauche unie ? Jaime Pastor 437/38 juillet  
 Le nationalisme basque dans son labyrinthe J. R. Castaños 439/40 octobre

**États-Unis**  
 Homosexuel(le)s : le partenariat Peter Drucker 433 mars

**Féminisme**  
 Un débat nord-américain : Faut-il censurer la pornographie ? (réd.) 439/40 octobre  
 — L'industrie du fantasme de la domination Richard Poulin 439/40 octobre  
 — Le droit de décider Nancy Herzig et Rafael Bernabe 439/40 octobre

**Finlande**  
 Premiers pas d'une nouvelle gauche note 434 avril

**France**  
 Une liste LO-LCR au élections européennes note 432 février  
 Appareil syndicaux en mouvement Dominique Mezzi 433 mars  
 Lexique du syndicalisme français D. M. 433 mars  
 Homosexuel(le)s : face à la peur du PACS Christophe Marcq 433 mars  
 LCR - 100% à gauche dans la région Midi-Pyrénées C. Lapujade 434 avril  
 Un an au Conseil régional E. Assanelli, L. Sanchez, S. Borrás 434 avril  
 Un succès pour tous les révolutionnaires en Europe Alain Mathieu 437/38 juillet  
 La crise des droites françaises Christian Picquet 437/38 juillet  
 Le nationalisme basque dans son labyrinthe J. R. Castaños 439/40 octobre

**Grande-Bretagne**  
 Écosse : percée électorale de la gauche radicale Alan McCombes 436 juin  
 Écosse : la marche en avant du SSP document 437/38 juillet  
 Les failles du New Labour document 437/38 juillet  
 Blair renforcé par les congrès du Labour et du TUC Alan Thornett 441 novembre

**Grèce**  
 L'Alliance Rouge-Verte : notre réponse au défi... Yannis Baniás 432 février  
 Les marches européennes en Grèce G. M. 432 février  
 Patriotisme, cheval de Troie du nationalisme Panos Kosmas 437/38 juillet  
 Deux séismes, deux peuples, un chant de paix Georges Mitralias 439/40 octobre

**Guerre des Balkans**  
 Ni OTAN, ni Milosevic ! Autodétermination des Kosovars Éditorial 433 avril  
 Du refus de l'autodétermination  
 aux bombardements de la Serbie et du Kosovo Catherine Samary 434 avril  
 Kosovo, il y a dix ans document 434 avril  
 « Faux dilemme pour légitimer l'intervention de l'OTAN » appel 434 avril  
 La guerre, l'Europe, la gauche François Vercammen 435 mai  
 Les oppositions à la guerre en Europe F. V. et correspondants 435 mai  
 Guerre et restauration capitaliste en ex-Yougo. Livio Maitan 435 mai  
 Voix d'opposants serbes documents 435 mai  
 Le mouvement national albanais au Kosovo Geoff Ryan 435 mai  
 Non au diktat des grandes puissances Livio Maitan 436 juin  
 Appel international du 15 mai 1999 (réd.) 436 juin  
 « Pour une paix durable dans les Balkans » appel 436 juin

Grèce : Patriotisme, cheval de Troie  
 du nationalisme Panos Kosmas 437/38 juillet  
 Union européenne : vers une armée commune ? F. Vercammen 437/38 juillet  
 Serbie : Un tournant historique Radoslav Pavlovic 437/38 juillet  
 Des Balkans à l'ordre mondial : bilan de la guerre IV<sup>e</sup> Internationale 441 novembre  
 Appel international : quel bilan de la guerre note 441 novembre

**Haïti**  
 Aristide et René Préval jouent avec le feu Arthur Mahon 433 mars

**Homosexualités**  
 Pour l'égalité des droits :  
 Pays-Bas, France, États-Unis, Belgique, Portugal dossier 433 mars

**Inde**  
 Une grave impasse politique Pierre Beaudet 423 avril

**Indonésie**  
 Déclarations sur le Timor-Oriental du PRD et du FNICT documents 439/40 octobre

**Irak**  
 Éditorial : Arrêter le martyr du peuple irakien ! Livio Maitan 432 février

**Iran**  
 Les héritiers de Khomeini affrontent les étudiants M. Agah 442 décembre

**Italie**  
 Le PRC en congrès Livio Maitan 434 avril  
 Rapport de Fausto Bertinotti (extraits) document 434 avril  
 Intervention de Livio Maitan (extraits) document 434 avril  
 Intervention de Marco Ferrandoi (extraits) document 434 avril  
 Une grave dérive Livio Maitan 437/38 juillet  
 Une passe difficile pour le PRC L. M. 437/38 juillet

**Kosovo** (cf. également : Guerre des Balkans)  
 Kosovo, il y a dix ans document 434 avril  
 Le mouvement national albanais au Kosovo Geoff Ryan 435 mai

<b>Kurdes</b>					
« Du Moyen-Orient à l'Europe... » et après ?	Fuat Orçun	432	février		
Methodes du PKK	F. O.	432	février		
La population Kurde en Turquie	F. O.	432	février		
La question kurde à l'Est et à l'Ouest de Turquie	F. O.	432	février		
Les positions de l'ÖDP	document	432	février		
Les étapes de la lutte	F. O.	432	février		
Les revendications d'Öcalan	document	432	février		
Déclaration après l'enlèvement d'Öcalan	CEI, IV <sup>e</sup> Internationale	433	mars		
Négociations à l'ombre de la potence	Erkan Taner	437/38	juillet		
La stratégie judiciaire de l'État turc	E. T.	437/38	juillet		
L'autocritique d'Öcalan	document	437/38	juillet		
L'armée turque et la question kurde	document	439/40	octobre		
<b>Lectures</b>					
Jacques Kergoat et al., <i>Le monde du travail</i>	T. C.	432	février		
<i>Samovar</i> , une nouvelle revue sur « l'Est »	J. M.	433	mars		
Le « communisme nouveau » est arrivé	Jean-Michel Krivine	433	mars		
Gilbert Achcar et al., <i>Le marxisme d'Ernest Mandel</i>	note	433	mars		
Richard Poulin et al., <i>L'insoutenable misère du monde</i>	S. Joanny	434	avril		
Daniel Bensaïd, <i>Éloge de la résistance à l'air du temps</i>	M. Löwy	436	juin		
Michel Husson, <i>Les ajustements de l'emploi</i>	Henri Wilno	439/40	octobre		
Quand Sergio Béria parle plaide pour son père	J.-M. Krivine	442	décembre		
<b>Luxembourg</b>					
Succès de « La gauche » aux européennes	note	437/38	juillet		
<b>Mexique</b>					
Communiqué sur l'organisation	CEI de la IV <sup>e</sup> Internationale	434	avril		
<b>Mondialisation</b>					
Banque mondiale et OCDE contre les travailleurs	Eric Toussaint	433	mars		
« Désarmer » les marchés financiers	Denis Horman	436	juin		
Dettes du tiers monde : mensonges du G-7	Eric Toussaint	437/38	juillet		
ATTAC passe à l'attaque	Serge Conrad	437/38	juillet		
Le monde selon l'OMC	Pierre Roussel	442	décembre		
Clause sociale et résistance sociale	Denis Horman	442	décembre		
<b>Norvège</b>					
La jeunesse au centre de la recomposition	Bertil Videt	434	avril		
Polarisation politique sur fond d'abstention	Bjarke Friborg	441	novembre		
<b>Pakistan</b>					
Une voie sans issue	Tariq Ali	441	novembre		
Brève histoire de la gauche pakistanaise	Farooq Sulehria	441	novembre		
La gauche et la dictature militaire	Farooq Sulehria	441	novembre		
Conférence du Labour Party au Punjab	document	441	novembre		
<b>Paraguay</b>					
Entre l'ingérence étrangère et la lutte populaire	Ernesto Herrera	435	mai		
Vers une proposition démocratique radicale et socialiste	E. H.	435	mai		
Les six jours les plus longs	(réd.)	435	mai		
<b>Pays Bas</b>					
Homosexuel(le)s : après le partenariat, le mariage ?	Peter Drucker	433	mars		
L'opposition à l'UE se renforce	Barend de Voogd	437/38	juillet		
<b>Pays Basque</b>					
Les Tupamaros et la trêve de l'ETA	Ernesto Herrera	434	avril		
Le nationalisme basque dans son labyrinthe	J. R. Castaños	439/40	octobre		
Déclaration de Lizarra	document	439/40	octobre		
Manifeste du 1 <sup>er</sup> anniversaire de l'Accord de Lizarra	document	439/40	octobre		
<b>Philippines</b>					
Fondation du Parti révolutionnaire des travailleurs	entretien	433	décembre		
<b>Pologne</b>					
L'OTAN sans enthousiasme	J. M.	434	avril		
<b>Portugal</b>					
Bloc de gauche : la responsabilité du risque	PSR	432	février		
Homosexuel(le)s : un nouveau mouvement	Sergio Vitorino	433	mars		
Le PS sur le chemin de la majorité absolue	Luis Branco	437/38	juillet		
Manifeste du Bloc de gauche (extraits)	document	439/40	octobre		
Début d'espoir à gauche	Joao Carlos Louça	441	novembre		
Francisco Louça, élu député, face à la presse	document	441	novembre		
<b>Quatrième Internationale</b>					
XVI <sup>e</sup> camp international de la jeunesse	P. D.	439/40	octobre		
Après l'enlèvement d'Öcalan	Déclaration du CEI	433	mars		
Communiqué sur l'organisation au Mexique	Communiqué du CEI	434	avril		
Des Balkans à l'ordre mondial : bilan de la guerre	Résolution CEI	441	novembre		
Sur la situation au Timor-Oriental	Déclaration CEI	441	novembre		
<b>Québec</b>					
Renforcement de la droite, et la gauche ?	Marc Bonhomme	432	février		
Les partis politiques & résultats électoraux	M. B.	432	février		
<b>Russie</b> (cf. également : C. E. I.)					
La guerre contre la Tchétchénie	David Mandel	442	décembre		
<b>Salvador</b>					
L'avortement anticonstitutionnel !	Federico Espina	434	avril		
<b>Séismes</b> (cf. Grèce et Turquie)					
<b>Serbie</b>					
Un tournant historique	Radoslav Pavlovic	437/38	juillet		
<b>Social-démocratie</b>					
Après Lafontaine, Blair s'impose...	François Vercammen	434	avril		
L'I. S. débarque en Amérique latine	Emilio Cafassi	437/38	octobre		
<b>Sri Lanka</b>					
Solidarité en défense de la démocratie	(red.)	433	mars		
Disparition de May Wickramasuriya	J. M.	433	mars		
<b>Suède</b>					
Percée du Parti de gauche sur fond de passivité	Peter Lindgren	437/38	juillet		
<b>Timor Oriental</b>					
Pour l'indépendance	Jan Malewski	439/40	octobre		
Déclaration de José Ramon Horta au nom du CNRT	document	439/40	octobre		
Déclarations du PRD d'Indonésie, du Front national indonésien	documents	439/40	octobre		
pour le combat des travailleurs et du PS de Timor	documents	439/40	octobre		
Une tragédie que les USA pouvaient empêcher	Noam Chomsky	439/40	octobre		
Sur la situation au Timor-Oriental	CEI de la IV <sup>e</sup> Internationale	441	novembre		
<b>Tchéchénie</b>					
La guerre contre la Tchétchénie	David Mandel	442	décembre		
<b>Turquie</b>					
Dossier : le Mouvement national kurde	Fuat Orçun	432	février		
Victoire des nationalistes	Erdal Tan	435	mai		
Partis et syndicats en Turquie	E. T.	435	mai		
Négociations à l'ombre de la potence	Erkan Taner	437/38	juillet		
La stratégie judiciaire de l'État turc	E. T.	437/38	juillet		
L'autocritique d'Öcalan	document	437/38	juillet		
Le séisme qui a bouleversé la Turquie	Erdal Tan	439/40	octobre		
L'ÖDP, le maire islamiste... et le général	document	439/40	octobre		
L'armée turque et la question kurde	document	439/40	octobre		
<b>Ukraine</b> (cf. également : C. E. I.)					
Un pouvoir des riches	Roman Kondakov	439/40	octobre		
Le PC d'Ukraine en campagne	Roman Kondakov	439/40	octobre		
<b>Union Européenne</b>					
Pactes sociaux, le retour	François Vercammen	433	mars		
Appel international de Cologne	document	433	mars		
Les euromarchés redémarrent	(réd.)	433	mars		
Social-démocratie : après Lafontaine, Blair...	François Vercammen	434	avril		
La guerre, l'Europe, la gauche	François Vercammen	435	mai		
Les oppositions à la guerre en Europe	F. V. et correspondants	435	mai		
Marches européennes après Cologne	Michel Rousseau (interview)	436	juin		
Euro-élections : une grille radicalement de gauche de lecture	(réd.)	436	juin		
Désaveu massif des partis dévoués au grand capital	F. Vercammen	436	juin		
Élections européennes : une forte secousse	François Vercammen	437/38	juillet		
Vers une armée commune ?	François Vercammen	437/38	juillet		
XVI <sup>e</sup> camp des jeunes révolutionnaires	P. D.	439/40	octobre		
Nouvelle étape : « l'Europe puissance » ?	François Vercammen	441	novembre		
<b>Uruguay</b>					
Décès de Brenda "Marita" Silvera	Ernesto Herrera & PST	432	février		
Les Tupamaros et la trêve de l'ETA	Ernesto Herrera	434	avril		
Déclaration politique du VI <sup>e</sup> congrès du PST	document	435	mai		
Présidentielle, 1 <sup>er</sup> tour : « le peuple a voté pour l'espoir »	PST	442	décembre		
Les Tupamaros : de la culture de la résistance à la culture du gouvernement ?	Ernesto Herrera	442	décembre		
<b>Viêt-nam</b>					
Les mineurs et le marché	Gerard Greenfield	442	décembre		
<b>Venezuela</b>					
Un avenir incertain et riche d'espérance	Alberto Cantero	442	décembre		
<b>Yougoslavie</b> (cf. Guerre des Balkans)					

## La guerre contre la Tchétchénie

(suite de l'article de David Mandel qui commence en p. 36)

Après cette guerre Eltsine a décrété que seuls les volontaires seraient dorénavant envoyés au combat. Mais à la mi-octobre il a annulé ce décret dans le plus grand secret, parce que les caisses sont vides et qu'il n'y a plus de quoi payer les volontaires, qui par ailleurs se laissent moins facilement employer comme chair à canon que des adolescents inexpérimentés. Le comité des mères de soldats estime que plus de 600 soldats russes ont été déjà tués et beaucoup plus ont été blessés ou mutilés.

Ces chiffres vont s'accroître rapidement car la Russie tente d'imposer sa domination sur tout le territoire tchéchène. La stratégie terroriste russe et son indifférence manifeste envers le sort des réfugiés ont dissipé toutes les illusions qui pouvaient rester parmi la population tchéchène quant à ce qu'elle pouvait attendre du retour de la domination russe. Les Tchétchènes aspirent à l'indépendance et la politique menée par la Russie fait de Mashkhadov et des seigneurs de guerre les seuls défenseurs de la nation. Tant que se déroule le plan russe visant à annexer à nouveau la Tchétchénie, il se heurtera à une longue et amère guerre de guérilla que la Russie ne pourra gagner sans détruire le peuple tchéchène. ■

Par  
David Mandel \*

On peut considérer l'actuelle phase de la guerre russo-tchéchène, qui a commencé par l'annexion de la Tchétchénie par l'empire tsariste dans les années 1780, comme une lutte entre deux États bandits.

La nature criminelle du régime d'Eltsine a récemment provoqué la gêne même parmi ses patrons occidentaux, alarmés par les révélations sur les vols à grande échelle de fonds de l'État et leur blanchiment dans les banques occidentales. Mais en réalité ce régime mène depuis des années une politique de destruction économique massive de son propre peuple. Selon le démographe américain M. Feshbach, le scénario le plus probable pour les 50 ans à venir en Russie est celui d'une baisse de la population de 45 %. Par comparaison on estime que la population des États-Unis croîtra de 45 % durant la même période.

Du côté tchéchène cela ne va pas mieux. Aslan Mashkhadov, élu président dans la foulée de la reconnaissance de facto de l'indépendance de la Tchétchénie par la Russie à l'issue de la guerre de 1994-1996, n'a pu arrêter le glissement de son pays vers le banditisme et la domination des seigneurs de guerre. Le pillage, le cambriolage et le kidnapping sont devenus un mode de vie pour les jeunes hommes dans ce pays. Le refus de la Russie à respecter ses promesses d'aider à rebâtir une économie qu'elle a tellement détruite, ont encore accéléré le processus. Mais même durant la période soviétique la Tchétchénie était l'une des régions les plus pauvres.

## La guerre contre la Tchétchénie

En août de cette année, lorsque le seigneur de guerre Shamil Bassaïev entra au Daghestan voisin en vue d'y établir ostensiblement une république islamique, le régime politique tchéchène avait déjà perdu tout soutien populaire. Malgré la promotion de la règle de la charia islamique par Mashkhadov, le très respecté Mufti de Tchétchénie, Ahmad Hajji Quadrov, a décrit Mashkhadov et Bassaïev comme des incroyants qui ne se préoccupent pas du bien-être de leur peuple et a condamné l'aventure de Bassaïev au Daghestan. Mashkhadov a en conséquence ordonné la déchéance de Quadrov. Pour sa part le peuple du Daghestan identifie également les forces de Bassaïev comme des bandits et non comme des libérateurs islamiques.

Le gouvernement russe décida de saisir le prétexte de l'incursion au Daghestan, et la série d'attentats terroristes dans la Russie d'Europe, pour piétiner les traités signés en 1996 et réimposer la domination russe. Ce faisant il a forcé plus de 200 000 Tchétchènes à fuir en Russie, sans se préoccuper de fournir à ces réfugiés des abris et de la nourriture adéquats. Selon le gouvernement tchéchène, les forces russes ont tué au moins 4 500 personnes, en très grande majorité des civils. Et elles ont détruit le peu qui restait d'infrastructure économique urbaine en Tchétchénie. Au contraire des tactiques employées en 1994-96, l'armée russe évite cette fois-ci l'engagement de l'infanterie et se contente de bombarder implacablement les zones résidentielles.

Cette politique terroriste, justifiée au nom de la lutte antiterroriste, est typique de la nature du régime d'Eltsine. Les grandes puissances capitalistes (« la communauté internationale ») ont déploré de manière hypocrite la mort de victimes innocentes bien qu'au cours de la récente guerre des Balkans elles aient balayé d'un revers de main les mêmes objections, les qualifiant de « dommages collatéraux ». Le gouvernement russe sait bien qu'il n'a aucune leçon de morale à recevoir de la part de l'Occident. Mais il s'inspire avidement de sa pratique politique. Tel l'OTAN dans la guerre des Balkans, il a rejeté toutes les offres du gouvernement Mashkhadov pour un règlement négocié, qui inclurait le démantèlement des formations militaires illégales en Tchétchénie.

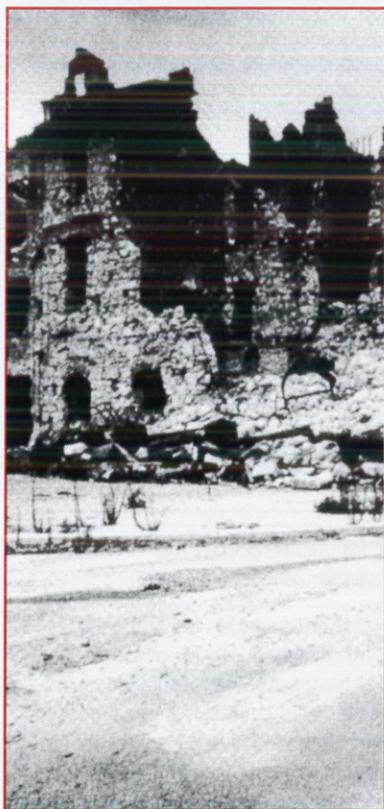
Cette nouvelle phase de la guerre n'a soulevé qu'une faible opposition en Russie en comparaison avec celle de 1994-96, bien que même alors, si la guerre était impopulaire, l'opposition à la guerre était surtout passive. La population russe est écrasée par une dépression profonde et interminable. C'est un terrain propice pour le développement d'un racisme "anti-Caucasien", partie prenante de la guerre d'Eltsine. Le maire de Moscou, Loujkov, s'est par exemple servi des attentats terroristes (dont les auteurs, soulignons-le, restent inconnus) pour instituer une politique raciste de punition collective des Moscovites basanés, multipliant les rafles policières, les passages à tabac et les déportations.

L'élite politique et économique russe, qui s'est livrée à la destruction du potentiel humain et économique de la Russie sous la direction du Fonds monétaire international (FMI), s'est maintenant emparée du slogan « la Patrie est en danger ! » en vue des élections parlementaires et présidentielles qui approchent. Elle tente également d'amadouer les chefs de l'armée, aigris par le déclin économique et militaire de la Russie, qui expriment de plus en plus franchement leur mécontentement. Les médias, possédés par l'élite, respectent généralement la ligne officielle. La « gauche » communiste russe, qui s'est depuis toujours drapée dans la bannière « patriotique », ne peut que soutenir la guerre.

Les Russes peuvent très légitimement croire, que si leur État était évincé du Caucase, il serait immédiatement remplacé par l'OTAN. La politique visant à affaiblir la Russie en tant qu'acteur stratégique, menée par les États-Unis, n'est pas le fruit de l'imagination des militaires russes. En plus il y a l'enjeu du contrôle du flux du pétrole venant de la mer Caspienne. Mais la politique d'Eltsine, menée au nom de la prévention de l'éviction de la Russie du Caucase, conduit à faciliter celle-ci.

L'actuel soutien passif de la population russe à la guerre pourrait cependant s'inverser au fur et à mesure que la stratégie meurtrière du gouvernement contre le peuple tchéchène apparaît clairement et surtout lorsque éclatera la vérité sur les victimes russes de cette boucherie, que le gouvernement tente de minimiser. Des dizaines de milliers de Tchétchènes et 6 500 conscrits russes ont payé de leur vie la guerre de 1994-96.

(lire la suite en p. 35)



\* David Mandel enseigne à l'Université du Québec à Montréal. Il est co-fondateur de l'École pour la démocratie ouvrière à Moscou, une institution de formation syndicale non partisane.